

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Allemagne, 1,40 F; Autriche, 1,40 F; Belgique, 2,00 F; Canada, 5,10 F; Côte d'Ivoire, 2,50 F; Danemark, 5,10 F; Espagne, 6,00 F; États-Unis, 5,10 F; France, 3,50 F; Grèce, 4,00 F; Iran, 1,20 F; Israël, 5,00 F; Italie, 1,00 F; Liban, 2,00 F; Luxembourg, 2,00 F; Norvège, 4,00 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 4,00 F; Royaume-Uni, 2,50 F; Suède, 3,70 F; Suisse, 1,30 F; Tchécoslovaquie, 3,00 F.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 887-31 PARIS
Tél. Paris 6 630572
Tél. : 246-72-23

Les entretiens de M. Giscard d'Estaing en Chine

Les limites d'un dialogue

La visite de M. Giscard d'Estaing en Chine, dont la partie politique s'est terminée vendredi, a été placée doublement sous le signe du nucléaire. L'annonce de l'explosion, au lendemain de l'arrivée du président de la République, d'une nouvelle charge atomique chinoise — seize ans jour pour jour après l'essai par Pékin de sa première bombe — a manifesté la volonté inébranlable de la Chine de mettre sur pied un puissant potentiel de défense. L'événement a pris l'allure d'un message adressé, en présence du chef de l'Etat français, à l'ensemble de l'Europe en vue d'agir dans le même sens.

L'accord de principe conclu d'autre part entre Paris et Pékin à propos de la construction par la France en Chine de la première centrale nucléaire à des fins civiles a relancé de façon spectaculaire les espoirs de coopération dans un secteur où elle pourrait se révéler à long terme extrêmement fructueuse. Mais des obstacles techniques et économiques restent encore à surmonter avant que ce projet ne se réalise concrètement.

Les entretiens de M. Giscard d'Estaing avec ses homologues chinois ont-ils pour autant fait ressortir, sur le plan politique, les convergences de vues que l'on s'est tant plu à souligner depuis le début du voyage du côté français ? Sur le simple plan humain, l'atmosphère plutôt cordiale qui a entouré les premiers contacts du chef de l'Etat avec ses interlocuteurs a montré qu'il existait à l'évidence un décalage. Mais n'est-ce pas compréhensible ?

Sur le fond, le président de la République a plaidé en faveur de deux grandes idées qui, depuis longtemps, lui sont chères. Celle d'abord d'un monde « multipolaire » se substituant à une conception bipolaire des rapports internationaux dans laquelle les deux Super-Grands sont seuls maîtres du jeu. Celle ensuite de l'indépendance de l'Europe, ce qui, dans l'esprit du chef de l'Etat, sous-entend une égale liberté de manœuvre à l'égard des Etats-Unis comme de l'Union soviétique. Les réserves — voire le silence — observées par Pékin sur ces deux grandes questions, véritables piliers de l'action diplomatique de Paris, ont mis en relief les limites et les ambiguïtés du dialogue franco-chinois.

Il est significatif que l'agence Chine nouvelle n'ait mentionné aucun de ces deux points dans son très bref compte rendu de la conférence de presse de M. Giscard d'Estaing à l'issue de ses conversations. Silence partagé par M. Zhao Ziyang, le chef du gouvernement chinois, dans ses déclarations publiques. Sensibles à la volonté de la France et de l'Europe de jouer un rôle plus actif dans les affaires du monde, les dirigeants de Pékin craignent en vérité que la multipolarité défendue par le président de la République ne se traduise par une dispersion des forces qui ne profiterait qu'à l'hégémonie soviétique. Or celui-ci reste, aujourd'hui comme hier, l'ennemi numéro un.

La même gêne est perceptible à propos du renforcement de l'union européenne. Pékin y est favorable et y adhère même les nations occidentales du Vieux Continent. Mais ces encouragements s'accompagnent de mises en garde, à peine voilées, contre un trop grand détachement à l'égard des Etats-Unis. Vision à vrai dire assez réaliste et qui tient compte de la faiblesse militaire de l'Europe face à l'U.R.S.S.

Fondamentalement, si elles sont bien situées, comme l'a remarqué le président de la République, « aux deux extrémités du continent eurasiatique », la France et la Chine continuent de diverger quant à l'attitude à observer à l'égard de la principale puissance occupant l'espace intermédiaire, l'Union soviétique.

Paris et Pékin souhaitent associer le prince Sihanouk à un règlement du problème cambodgien

Avant de quitter, ce samedi 18 octobre, Pékin pour X'ian et le Tibet, où il se rendra dimanche à titre privé, M. Giscard d'Estaing a rencontré dans la capitale chinoise le prince Norodom Sihanouk. Aucune précision n'a été donnée sur cet entretien. Vendredi, au cours d'une conférence de presse, le président de la République avait indiqué que l'ancien chef de l'Etat cambodgien pourrait être appelé à prendre part à la recherche d'une solution au problème de ce pays. C'est également le souhait exprimé par Pékin.

Au terme de ses entretiens, M. Giscard d'Estaing a relevé le caractère « ouvert et confiant » des relations entre les deux pays et déclaré à propos de la Chine : « Une grande partie de l'avenir du monde sera dessinée et modelée ici. » Malgré une convergence sur certains problèmes, la rencontre n'a pu réduire les divergences traditionnelles entre la France et la Chine, notamment quant à l'attitude à adopter à l'égard de l'U.R.S.S.

De nos envoyés spéciaux

Pékin. — Le président de la République, qui avait quitté Pékin dans la matinée du samedi 18 octobre, a passé l'après-midi à X'ian, l'ancienne capitale impériale. Après avoir visité notamment la tombe de l'empereur Shihuangdi de la dynastie Qin (troisième siècle avant notre ère), il devait être l'hôte, dans la soirée, d'un banquet offert en son honneur par le gouvernement populaire provincial du Shaanxi. Vendredi soir, un accord prévoyant l'ouverture de consulats généraux français à Shanghai et chinois à Marseille avait été signé à Pékin.

Les objectifs de la visite du chef de l'Etat sont apparus assez clairement à travers le bilan qu'il a lui-même dressé, avant de quitter la capitale, de ses entretiens avec les dirigeants chinois. La France souhaitait, sur le plan économique, une relance de ses exportations.

Sur ce point, l'accord de principe sur la vente à la République

populaire d'une centrale nucléaire est propre à lui donner satisfaction. Ce succès est obtenu face à une concurrence sévère, anglo-américaine notamment, et révèle de la part des Chinois une volonté de renforcer leurs échanges avec la France dans la mesure, il va de soi, où celle-ci peut offrir des conditions de crédit ou de prix effectivement concurrentielles.

JEAN DE LA GUERIVIERE
et AL'IN JACOB.
(Lire la suite page 2.)

LA NOUVELLE POLITIQUE CHINOISE
FACE AU PARTICULARISME TIBETAÏN
(Lire page 2.)

Confusion en Pologne

- Les dirigeants paraissent de plus en plus divisés
- Le syndicat Solidarité envisage d'organiser une grève générale

Le comité des ministres des affaires étrangères des pays du pacte de Varsovie se réunit les dimanche 19 et lundi 20 octobre dans la capitale polonaise. L'ordre du jour comprend la préparation de la conférence de Madrid sur la C.S.C.E. (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) et la convocation d'une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe. La situation intérieure très confuse en Pologne sera sans doute examinée aussi. Les luttes au sein de l'équipe au pouvoir se sont traduites, depuis une semaine, par des atermoiements des autorités à autoriser l'enregistrement du syndicat indépendant Solidarité. M. Walesa et ses amis, qui font une tournée dans le sud du pays (de Cracovie à Cieszyn), devaient tenir lundi une réunion de leur commission nationale à Jasztarbia, en Silésie. Ils pourraient décider lundi d'annoncer, le 30 octobre, qu'une grève générale aura lieu le 4 novembre si leur syndicat n'est pas enregistré avant la prochaine réunion, le 29 octobre, de la commission d'Etat, qui prépare la nouvelle loi sur les syndicats.

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Guerre des nerfs ou raidissement réel, les relations entre les syndicats indépendants et les autorités se sont sensiblement tendues vendredi 17 octobre. Si aucun élément d'apaisement n'intervenait durant le week-end, la commission nationale de Solidarité (1) pourrait annoncer lundi qu'elle appellera à la fin du mois à une grève générale pour le 4 novembre, au cas où les statuts du mouvement ne seraient pas enregistrés officiellement d'ici là.

Situation singulière : ce début d'été de force pourrait avoir comme premiers témoins les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie, qui se réunissent dimanche et lundi dans la capitale polonaise.

Officiellement, ils doivent préparer la prochaine réunion de la conférence de Madrid et affiner la proposition de conférence européenne sur le désarmement. En fait, et on ne le cache guère, une

bonne partie du temps sera consacrée au développement de la crise en Pologne. Après les avertissements donnés par Berlin-Est, Prague et (plus modérément) Bucarest, le défi que M. Lech Walesa et ses amis pourraient être amenés à lancer à leur gouvernement risquerait ainsi d'être perçu comme étant adressé à l'ensemble du bloc.

L'affaire est sérieuse : elle augure mal de l'avenir des relations entre les nouveaux syndicats et le pouvoir. En apparence, le conflit actuel est purement formel. La principale raison pour laquelle les autorités refusent l'enregistrement des statuts de Solidarité est qu'ils ne mentionnent pas explicitement la reconnaissance par le mouvement du rôle dirigeant du parti et du caractère socialiste du régime.

Les syndicalistes rétorquent que leur organisation entend agir dans le cadre, et de la Constitution (qui définit la Pologne populaire comme un Etat socialiste) et de la loi sur le travail (qui leur reconnaît le rôle dirigeant), et du premier point des accords de Gdansk, par lequel les grévistes s'étaient engagés à ce que leurs futurs syndicats ne fussent rien de tout cela en question, pas plus que les alliances politiques et militaires du pays.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

Point de vue

Sécurité, liberté et droits de l'homme

par LOIC PHILIP (*)

« La justice pénale est critiquée de tous côtés... Les Français n'accordent pas toute leur confiance à la justice pénale », écrit M. Payrefitte dans cette lettre du 23 avril 1980, par laquelle il présentait son projet « sécurité et liberté ». Pour la garde des sceaux, cette situation est grave car la justice est rendue au nom du peuple français. Les réformes qu'il préconise sont connues : la justice doit devenir plus rapide, la certitude des peines et de leur application doit être restaurée et les infractions de violence réprimées sans indulgence. En effet, l'opinion reprocherait essentiellement à la justice une lenteur et une indulgence excessives. Les mesures prévues dans son projet « sécurité et liberté » doivent redonner aux Français confiance en l'efficacité de leur justice pénale.

On peut se demander si le garde

des sceaux ne fait pas fausse route. Sans doute, une majorité de l'opinion est favorable à un renforcement de la répression, mais ce qu'elle ignore c'est que cela ne résoudra en rien le problème de la violence. De 1975 à 1980, le nombre des détenus a augmenté de 60 %, sans qu'il en résulte une plus grande sécurité. Un allongement de la durée des peines risque d'avoir un effet contraire. Le rapport Payrefitte sur la violence était très clair sur ce point : la prison est l'école du crime, elle ne réduit pas les délits, elle tend au contraire à les accroître et à les aggraver. Une plus grande répression contribuera simplement à

(*) Professeur à l'université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille.

détériorer un peu plus le fonctionnement de la justice et à renforcer un peu plus la méfiance et le scepticisme de l'opinion vis-à-vis de ce service public essentiel.

La garde des sceaux oublie en effet de dire que si la justice pénale est critiquée, c'est aussi parce que beaucoup de Français ont le sentiment que les règles du droit pénal ne sont pas respectées et que les lois sont piépiées. Ils ne croient plus à l'indépendance et à l'objectivité de la magistrature.

Il faut bien reconnaître qu'ils n'ont pas tort. Il est peu de disciplines où l'on constate un tel écart entre le droit et le fait, entre les principes et la réalité. Les règles fondamentales qui gouvernent cette discipline ne sont pas respectées et que de manière exceptionnelle, et ce qui devrait être l'exception est, en fait, devenu la règle.

AU JOUR LE JOUR

Le ministre de la famille, Mme Pelletier, vient de mettre en garde les Français adultes contre l'abus des tranquillisants, euphorisants et autres médicaments psychotropes.

Elle prépare un projet de loi visant à interdire, avant avril 1981, les substances sui-

MÉDECINES

vantes et leur publicité : Baréthaneol (somnifère), Marchaisine et Dextréthidine (sédatifs), Miltérrandomycine (euphorisants), Bocardax et Chitraz (stimulants).

En revanche, la Giscardozine (calmant) reste en vente libre.

BRUNO FRAPPAT.

« DARDANUS » A L'OPÉRA

Une résurrection inachevée

Une tornade de huées a salué Jorge Lavelli et Max Bigners vendredi soir 17 octobre au terme de la première de « Dardanus » à l'Opéra. Ils en ont l'habitude... Cette résurrection d'un opéra de Rameau, considéré comme un des chefs-d'œuvre et qui n'avait pas été représenté depuis deux siècles (sauf un passage à Dijon en 1908), était un coup d'audace de M. Bernard Lefort, pour son premier spectacle nouveau au palais Garnier, qui méritait au moins un grand coup de chapeau. S'il n'est pas aussi réussi qu'on l'en souhaitait, du moins est-il parfois « bon » et rarement médiocre.

Déjà au dix-huitième siècle, « Dardanus » n'avait pas eu de chance, par la faute surtout du librettiste Le Clerc de la Bruère. Une première version, trop féérique et mythologique, échoua en 1739.

Une seconde, plus « rationnelle », n'eut pas un meilleur sort en 1744 et ce n'est qu'en 1760 que l'oeuvr triompha, son auteur étant devenu une vaine gloire.

Rameau avait entièrement refait trois actes sur cinq, sacrifiant des dizaines de pages superbes. La réalisation de Raymond Leppard, adaptée par l'« Opéra », est un compromis entre les deux versions qui paraît fort satisfaisant, car elle intègre quelques-uns des sommets de la seconde (notamment l'air admirable de Dardanus dans sa prison) dans la première qui est sans doute plus émouvante et poétique à défaut d'être très convaincante dramatiquement. Mais le prologue mythologique et nombre de danses ont disparu.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 12.)

“Un chant d'espérance, un credo inspiré, oui inspiré. Michèle Perrein connaît le poids d'éternité de nos existences et de nos désirs.”

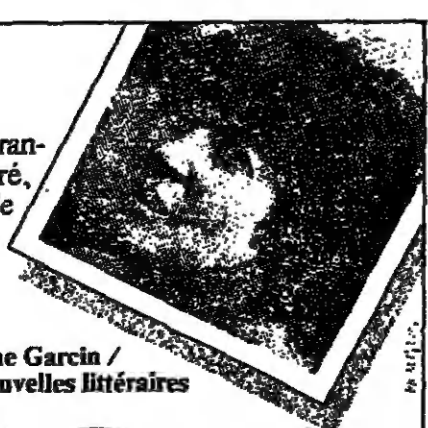
Jérôme Garcin /
Les Nouvelles Littéraires

Michèle Perrein

Comme une fourmi cavalière

roman

GRASSET



Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING EN CHINE

Les entretiens du président de la République

(Suite de la première page.)

M. Giscard d'Estaing a précisé à cet égard que la France avait « proposé une formule de financement qui répond aux problèmes particuliers de la Chine ». De bonne source on indique que l'effort n'a pas été consenti sur les taux de crédit mais sur les prix.

Sur le même plan bilatéral, on prendra acte de l'affirmation de M. Giscard d'Estaing selon laquelle ses interlocuteurs ne lui ont pas présenté de requêtes concernant les ventes de matériels militaires. Il y a de bonnes raisons de penser que la question n'en reste pas moins posée, fût-ce par d'autres canaux, et qu'elle fait toujours partie des problèmes politiques posés à l'Élysée dans les rapports franco-chinois.

Quant à l'analyse de la situation internationale, le président de la République tenait particulièrement à deux notions : celle, d'abord, d'un monde « multipolaire », facteur d'équilibre et de paix ; celle, d'autre part, d'une Europe « forte et indépendante », c'est-à-dire traitant sur un pied d'égalité avec ses divers interlocuteurs et partenaires, y compris avec les États-Unis. M. Giscard d'Estaing a déclaré à la fin de ses entretiens que « la France et la Chine ensemble se reconnaissent ces deux faits essentiels ».

Les réserves de M. Zhao Ziyang

Les vues des deux parties sont-elles réellement identiques à ce sujet ? On peut seulement noter que le premier ministre chinois, dans un bref entretien, vendredi soir, avec les journalistes fran-

çais, est resté beaucoup plus vague et n'a pas fait allusion aux deux points mentionnés par le président français, déclarant pour sa part que « sur un grand nombre de problèmes » Français et Chinois avaient des vues « convergentes ou voisines ».

M. Deng Xiaoping, pour sa part, a surtout parlé de « l'union des peuples pour s'opposer à l'impérialisme », ce qui ne concorde pas tout à fait avec l'idée défendue par M. Giscard d'Estaing de la nécessité de maintenir un dialogue avec l'U.R.S.S.

Sur un dernier point, le président de la République peut se féliciter d'approcher au moins de ses objectifs. Il souhaite, dit-il, voir la Chine jouer un rôle actif dans les affaires internationales, c'est-à-dire, en clair, se prêter à des négociations ou en appuyer l'idée en vue de résoudre par des voies politiques tel ou tel conflit régional. Cela peut signifier une action concertée à l'O.N.U. par exemple, entre les pays de la C.E.E. et la Chine à propos de problèmes tels que celui du Proche-Orient ou la recherche d'un cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran. Plus significative encore, sous réserve d'inventaire, est la convergence de vues dont le président français fait état à propos d'une « solution politique » du problème cambodgien, dans laquelle un rôle pourrait revenir au prince Sihanouk.

Doit-on voir dans la satisfaction que montre M. Giscard d'Estaing — tout en se plaignant d'avoir manqué de temps pour les visites touristiques qu'il eût aimé faire à Pékin — la manifestation d'un « effet chinois » sur le président de la République ? Le fait est que ses propos sur les projets de réformes économiques

et politiques, qui lui ont été exposés par ses interlocuteurs, ont produit un intérêt pour cette expérience. A plusieurs reprises, il a souligné le caractère original et novateur de la tentative chinoise pour aller au système socialiste fondé sur la propriété collective et un « large appel » aux notions de « concurrence, d'initiative et de responsabilité ». A-t-il été séduit ? Le président français a en tout cas explicitement déclaré au cours de sa conférence de presse que d'autres pays pourraient trouver là un « exemple » pour leur stratégie de développement. Il a cependant estimé que tout rapprochement entre ce modèle et la réalité de pays développés comme la France relevait de l'humour. Qui pouvait en douter ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE
et ALAIN JACOB.

● Cinq morts dans un incendie criminel à Pékin. Selon le Quotidien de Pékin, un incendie d'origine criminelle a fait cinq morts et un blessé grave, mercredi 15 octobre, au ministère de l'Industrie mécanique, à Pékin. L'agence Chine nouvelle, reproduisant une déclaration de M. Peng Zhen, vice-président de l'Assemblée nationale populaire, au directeur de l'Agence ouest-allemande D.P.A. — (A.F.P., U.P.J.)

● Le procès de la « bande des quatre » et de la « clique de Lin Biao » s'ouvrira fin octobre ou début novembre, a annoncé l'agence Chine nouvelle, reproduisant une déclaration de M. Peng Zhen, vice-président de l'Assemblée nationale populaire, au directeur de l'Agence ouest-allemande D.P.A. — (A.F.P., U.P.J.)

Équipée de deux unités de 900 mégawatts

LA CENTRALE NUCLÉAIRE FRANÇAISE SERAIT CONSTRUITE DANS LA RÉGION DE SHANGHAI OU DANS CELLE DE CANTON

(De notre correspondant.)

Pékin. — L'accord sur l'équipement électronique, concernant la construction en Chine d'une centrale complète équipée de deux unités de 900 mégawatts chacune de fabrication française. Les Chinois s'étaient déjà portés acquiescants à ces équipements au mois de novembre 1978, mais ils étaient pen après revenus sur leur projet, en raison des sacrifices imposés par le réajustement de leur politique économique.

Cette nouvelle décision n'a été acquiescée que pendant le séjour du président français à Pékin, qui lui donne un caractère politique. De bonne source, on indique que les Français — qui n'ont pas consenti à la Chine de crédits gouvernementaux ou à un cas de crédit préférentiel — ont été en mesure de proposer aux Chinois des prix suffisamment « ajustés » pour les convaincre. Le coût de l'opération pour la Chine se situerait entre 4 et 7 milliards de francs, auxquels s'ajouteraient 2 milliards environ pour le combustible nécessaire à dix ans de fonctionnement.

Les Français auraient reçu l'assurance que cette centrale nucléaire serait la première construite en Chine. Son emplacement (région de Shanghai ou de Canton) n'est pas encore décidé mais ce projet prend apparemment le pas sur celui qui était en discussion avec Hongkong et les Britanniques et qui devait donner lieu à une coopération multilatérale.

Dans les milieux informés on fait seulement remarquer qu'aucun contrat n'a encore été signé, que le projet peut encore être reconsidéré, au moins quant au délai de réalisation — A. J.

La nouvelle politique de Pékin face au « particularisme » tibétain

De notre correspondant

Pékin. — Comme la plupart des étrangers qui y sont admis, M. Giscard d'Estaing, son épouse et sa fille se verront du Tibet et de Lhassa et ses environs immédiats. Mais le président de la République est certain d'entendre parler du nouveau cours politique que le pouvoir central entend suivre dans cette lointaine région de la Chine populaire.

Il y a un peu plus d'un an encore, lorsque nous eûmes l'occasion de visiter Lhassa, le décalage était frappant entre le langage officiel tenu par les responsables locaux et la réalité telle qu'on pouvait l'observer de ses propres yeux. La pratique religieuse, assurément, n'existait plus qu'à titre de vestiges et les lamas eux-mêmes se disaient convaincus de l'extinction à terme du bouddhisme. Le Tibet socialiste, en revanche, avançait à grands pas sur la voie du progrès social et économique. Il était facile en fait de constater la vitalité de la foi chez les milliers de fidèles de tous âges qui se pressaient, par exemple, à l'intérieur du temple de Jokhang au cœur de la vieille ville de Lhassa. Quant au progrès, le moins qu'on puisse dire est que le Tibet n'avait pas été l'un des principaux bénéficiaires — des programmes de développement.

Le régime, depuis lors, a entrepris de faire son autocritique. En mai 1980 le numéro un du pouvoir chinois, M. Deng Xiaoping, en place depuis 1971, a déclaré : « Une mission dirigée par le secrétaire général du comité central du P.C., M. Hu Yaobang, se rend à la même époque à Lhassa. Il est admis que des erreurs ont été commises, qu'il est vain de prétendre que la religion est en voie de disparition et qu'une harmonie aussi sereine que totale existait entre les croyances tibétaines et le personnel administratif chinois. Tout ce qui pourrait porter entrave aux coutumes et aux traditions régionales — en particulier aux pratiques religieuses — est désormais condamné. Un effort est promis pour répondre aux besoins propres des Tibétains sans chercher à leur imposer un mode de vie importé des autres régions de la Chine. »

ser un mode de vie importé des autres régions de la Chine. Le mot d'ordre est à la souplesse.

Une somme de 550 millions de yuans (un peu plus de 1,5 milliard de francs) est allouée au Tibet sur le budget national 1980. Il est convenu que cette somme augmentera de 10 % chaque année jusqu'en 1985, de larges exemptions d'impôts sont accordées jusqu'à la fin de 1981. En même temps des tentatives sont faites pour établir le contact avec le dalaï-lama, réfugié en Inde depuis l'écrasement de la rébellion de 1959. Le chef spirituel du Tibet ne refuse pas le dialogue, délègue plusieurs missions d'information en Chine, où séjourneront également pendant l'été 1980 son frère aîné et sa sœur. L'une de ces missions, au début du mois d'août dernier, suscita une belle agitation à Lhassa qu'elle est prise de quitter le pays au plus vite. Malgré tout un lent processus de rapprochement semble se poursuivre.

La destruction des monastères

Que veut la Chine au Tibet ? Certainement raffermir son autorité, mais en même temps faire la part des choses avec ce pragmatisme qui caractérise la direction chinoise actuelle. Ce qui signifie, sans rien céder sur tout ce qui touche au principe de sa souveraineté, plus de tolérance pour ce « particularisme » tibétain au sein duquel s'unissent le sentiment religieux, celui de l'appartenance à une nationalité — sinon à une nation — spécifique et tout un ensemble de traditions, de mœurs, qui n'ont rien de commun avec celles des Han. La présence du dalaï-lama, s'il consentait à rentrer dans son pays, pourrait servir de caution à cette politique.

On part, ou plutôt on repart de trois axes pratiques. Il y a vingt ans deux mille quatre cents monastères au Tibet. Il en reste une dizaine, et l'un des principaux, celui de Ga Dan, vénéral à travers

l'Asie comme l'un des grands sacrés du bouddhisme, a été rasé. Pendant près de vingt ans le recrutement du clergé bouddhique a été interrompu. Il semble bien, d'autre part, que les nouvelles orientations définies par le pouvoir central ne soient pas unanimement acceptées. Il y a un an environ des dissidences étaient apparues entre le langage que l'on tenait à Pékin et celui que l'on pouvait entendre à Lhassa.

Les changements de personnes intervenus à la tête du pouvoir régional ont réduit ces différences, mais il n'est pas certain que les échelons subalternes de l'administration se soient tous comportés en agents fidèles d'exécution de la nouvelle politique. Des témoignages venus de l'intérieur indiquent en particulier que les conseils concernant la préservation ou la restauration des édifices religieux sont inégalement suivies. Vaste deux fois et demi comme la France, peuplée d'un million sept cent mille habitants dont plus d'un million et demi de Tibétains vivant en majorité d'activités pastorales, le plus souvent à plus de 4 000 mètres d'altitude, isolé du reste du monde (on n'accède à Lhassa que par avion ou après de longues journées sur des routes hasardeuses), le Tibet est une des contrées où les notions de gouvernement et d'administration n'ont qu'un sens nécessairement relatif. La Chine, dont la « souveraineté » est établie sur ce pays depuis des siècles, n'en est pas à cet égard à ses premières expériences.

ALAIN JACOB.

● Dans une lettre adressée au président de la République, les députés tibétains lui font part de leurs « profonds regrets » à propos de son voyage au Tibet. « Cependant, écrivent-ils, nous espérons que malgré la propagande des autorités chinoises nous saurons voir et observer la misère et le génocide d'un peuple, d'une culture, d'une civilisation plus que millénaire. »

(1) 199, rue du Faubourg Saint-Denis (Paris-10).

Le ministre du commerce accusé de grivèlerie

De notre correspondant

Pékin. — Le climat est malin actuellement pour certains dirigeants chinois, qui abusent un peu trop de leurs privilèges. Le ministre du commerce, M. Wang Lei, vient d'en faire l'expérience : il se voit, en effet, dénoncé en première page du Journal de la jeunesse par un jeune cuisinier du célèbre restaurant du Jardin de la Corne d'abondance, où se sont tenus récemment les réceptions de la visite officielle de la République de France. Le ministre du commerce ne venait-il pas régulièrement faire bombance, mais ne réglait jamais qu'une fraction minime de l'addition. La différence était à la charge du restaurant, dont la direction ne pouvait pour autant refuser ni même décourager cette coûteuse clientèle.

Le jeune cuisinier — membre du parti et travailleur modèle, comme il se doit — essaya d'attirer l'attention de diverses autorités sur cette situation anor-

male. Partout, il se heurta à l'indifférence ou à des constats d'impuissance. « Ce n'est pas un secret, lui disait-on, tout le monde sait que ça se passe comme ça. »

Finalement, la commission de contrôle de la discipline du parti consentit à s'intéresser à l'affaire, et c'est pourquoi la lettre du jeune cuisinier vient d'être publiée. Elle laisse assez mal augurer, surtout en ces temps de remaniement ministériel, de l'avenir politique de M. Wang Lei, dont visiblement, on a voulu faire un exemple. Le ministre du commerce ne restera-t-il qu'une victime isolée ? Ou bien tous ses collègues, qu'il n'a fait qu'imiter, vont-ils au moins être priés de régler l'intégralité des additions accumulées depuis des années dans les hauts lieux de la gastronomie chinoise ? — A. J.

L'imasse de la C.S.C.E. DE NOMBREUX DÉLÉGUÉS QUITTENT MADRID

Madrid (A.F.P.). — Enlisée pratiquement depuis qu'elle s'est ouverte le 15 septembre, la réunion préparatoire à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) subit en outre ces jours-ci l'exode de nombreux ses protagonistes. Le chef de la délégation américaine, M. Kampelman, a quitté Madrid, vendredi 17 octobre, pour des consultations d'une dizaine de jours à Washington. Le porte-parole de cette délégation, M. Verne, s'absentera du 24 octobre au 7 novembre.

Le chef de la délégation autrichienne, M. Casca, personnalité marquante des neutres et non-alignés, quitte la capitale espagnole ce samedi. Plusieurs autres diplomates, notamment français, italiens et canadiens, l'ont déjà quitté pendant la semaine.

La réunion préparatoire n'a réussi à définir ni l'ordre du jour, ni le calendrier, ni les modalités de la conférence principale, dont l'ouverture demeure fixée en principe au 11 novembre.

Les chefs des délégations américaine et soviétique, M. Kampeiman et Dobrynine, ont déjeuné en tête à tête mercredi et jeudi, sans résultat appréciable : dès vendredi, l'habituel dialogue de sourds procédural reprendra de plus belle. Illustré par une joute oratoire entre la Pologne et la Grande-Bretagne. Après dix semaines de vains débats, les trente-cinq délégations ne sont unanimes que sur un point : l'esprit de détente qui avait caractérisé les premières C.S.C.E. (Helsinki, 1975) est loin.

L'Assemblée européenne demande aux neuf gouvernements de coordonner la lutte contre le terrorisme

Strasbourg (A.F.P.). — Le Parlement européen s'est déclaré, vendredi 17 octobre, « ému et indigné » par les attentats d'Anvers, Bologna, Munich et Paris. L'Assemblée des Neuf, comme l'ont déjà fait l'Assemblée et le comité des ministres du Conseil de l'Europe (l'Europe des Vingt et un), a lancé un appel aux gouvernements pour qu'ils engagent des actions énergiques contre les auteurs d'attentats et coordonnent la lutte contre le terrorisme.

Dans sa résolution, présentée par tous les grands partis et adoptée à l'unanimité, l'Assemblée « exige que les risques de résurgence du fascisme, du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme fassent l'objet d'une attention extrême de la part des législateurs et des autorités responsables ».

L'Assemblée des Communautés européennes a, en revanche, re-

jeté un projet de résolution socialiste exprimant sa solidarité à M. Simon Malley, directeur d'Afrique-Asie, expulsé de France.

La réunion s'est terminée dans la confusion par les votes les plus divers d'une assemblée réduite à moins du dixième de ses membres, où les Britanniques, plus disciplinés (ou simplement réticents) à se placer pour attendre l'avis de 16 heures pour Londres, faisaient la loi.

En dépit de leurs assurances précédentes, ils ont empêché le Parlement de demander que les forces iraniennes et irakiennes reviennent à leurs frontières respectives. Ils ont fait échouer le projet socialiste dénonçant la prostitution d'enfants dans les camps de réfugiés. Une résolution en faveur des sinistres d'El Asnam a été amputée par leurs soins de toute mention de solidarité avec le mouvement antiraciste, ce qui provoqua la sortie indignée du dernier député communiste.

Pour terminer, les mêmes Britanniques ont fait à nouveau l'unique texte féministe de la session soulevant l'entrée de femmes dans la Commission européenne. Un des leurs avait demandé, avant le vote, qu'on vérifie le quorum, ce que le président de séance se garda bien de lui accorder. Avec galanterie, la délégation britannique s'inclina et laissa passer la motion.

Les négociations eurostratégiques

TASS PRÉCISE LES TYPES D'ARMES MIS EN CAUSE PAR L'U.R.S.S.

Les négociations américano-soviétiques de Genève sur les armes eurostratégiques ont commencé vendredi 17 octobre. La première réunion a duré deux heures cinquante. Aucune indication n'a été donnée sur son teneur, ni la prochaine séance n'a pas été annoncée.

Assurant que Moscou « peut faire un pas réel vers l'assainissement de la situation en Europe », l'agence Tass, dans une dépêche du 17 octobre, déclare que l'U.R.S.S. « est prête à traiter des missiles eurostratégiques simultanément et en liaison organique avec le problème des missiles américains de stationnement avancé ».

L'agence précise ce qu'il faut entendre par là : « Il s'agit de centaines d'armes, vecteurs d'armes nucléaires qui se trouvent dans les bases aériennes de certains pays occidentaux et à bord de porte-avions américains qui croisent au large des côtes européennes. Les sous-marins américains lance-missiles mis à la disposition du commandement européen (de l'Otan) en ont également partie. »

Le nouveau « plan Rogers »

— Destinée à permettre à la Grèce de réintégrer le commandement militaire de l'Alliance atlantique, le nouveau « plan Rogers » (le Monde du 18 octobre) a été présenté au gouvernement turc vendredi 17 octobre par son auteur, commandant en chef des forces de l'Otan en Europe, au cours d'un voyage à Ankara. Le général Rogers avait rencontré, jeudi soir à Naples, le général Gralakis, chef d'état-major des armées grecques, avec lequel il s'était également entretenu des dispositions de ce nouveau plan. — (A.F.P., Reuter.)

LE MONDE

met, chaque jour, à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez également LES BUREAUX que vous recherchez.

PHILIPPE SOUPAULT

en joue!

Lachenal & Ritter

DIFFUSION GARNIER

Le Monde publiera dans son prochain numéro

- ENQUÊTE : Tanzanie, ou le socialisme en pointillé, de notre envoyé spécial J.-P. Langellier.
- IDÉES : Pour une croisade pacifique.
- INTERVIEW de M. Netto, ministre brésilien de l'économie.
- DÉBAT : L'égalité des chances à l'école.
- ÉCONOMIE : L'état n'a guère de raison de se vanter d'emprunter à 13,80 %, par P. Fabra.

مكاتب الأصل

DIPLOMATIE

EUROPE

LE PROJET DE BUDGET DU QUAI D'ORSAY POUR 1981 : une rechute

Le débat sur le projet de budget du ministère des affaires étrangères commencera, jeudi 23 octobre, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Le budget de 1981, beaucoup plus contesté que celui des années précédentes,

Rechute : c'est par ce mot, qui traduit une opinion largement répandue, que les syndicalistes du Quai d'Orsay (huit cents syndiqués à la seule C.F.D.T.) caractérisent le projet de budget 1981 de leur ministère.

Une longue dégradation était traduite au milieu des années 70 par une crise syndicaliste brutale jusqu'à des échelons élevés, désaffection des élèves de l'ENA, refus de postes à l'étranger, malaise général — dont les parlementaires et même le gouvernement finirent par prendre conscience. En même temps qu'était entreprise une série de réformes visant à rendre l'action internationale du gouvernement plus cohérente et à restaurer l'« image » de marque de la « carrière ». M. de Guiringaud fit adopter par le conseil des ministres du 13 octobre 1976 un plan de redressement de cinq ans.

Appuyant cet effort de son autorité, le président de la République — qui demanda en novem-

bre 1978 à son plus proche collaborateur, M. François-Poncet, de prendre la tête de la diplomatie française — rendit au ministère des affaires étrangères, le 19 avril 1979, une visite insolite mais appréciée du personnel, pour lui dire : « Votre mission au service de la France est capitale (...). Un plan de cinq ans a été décidé par le gouvernement. Il sera conduit jusqu'au bout. »

Pour la première fois depuis de lustres, les budgets de 1978, 1979 et 1980 progressèrent en effet plus vite que l'inflation et le budget général, ils dépassèrent le seuil de 1 % des dépenses de l'Etat, « au-dessous duquel », déclara l'an dernier devant le Parlement M. Marechal, rapporteur de la France, « nous a toujours semblé dangereux de descendre ».

En 1981, avec 5 665 724 615 F, le budget des affaires étrangères retombe au-dessous du faidrique 1 %. Alors que les dépenses de l'Etat augmentent de 15,4 %, les crédits des affaires étrangères ne progressent que de 13,4 % ou de 14,3 % selon qu'est

ou non prise en compte l'enveloppe recherche (budget scientifique, qui couvre la contribution au Centre européen de recherche nucléaire de Genève). Le 1^{er} janvier, ces crédits seront en fait augmentés de 130 millions, mais cette somme correspond à des charges supplémentaires résultant du transfert des relations avec le Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides) des DOM-TOM au Quai d'Orsay.

Contrairement aux engagements pris dans le plan quinquennal, aucun emploi ne sera créé en 1981. La grande faiblesse du plan est que, malgré les récriminations des parlementaires, il n'a jamais été public. Dans sa première version, selon les meilleures sources, il prévoyait la création de 1 500 emplois, soit plus du quart des titulaires actuels. Les engagements verbaux réduisent ce chiffre à mille, soit deux cents créations par an.

Pas d'emplois nouveaux

Effectivement, 215 emplois nouveaux furent inscrits au budget de 1978 et 326 à celui de 1979, mais 100 seulement à celui de 1980. M. François-Poncet ne mentionne d'ailleurs dans une réponse à un sénateur, M. Vallon, que 473 créations, auxquelles aucune ne s'ajoutera donc en cette avant-dernière année du plan. Et encore la section C.F.D.T. fait-elle remarquer que 320 emplois nouveaux ne correspondent qu'à la titularisation (mesure souhaitée) de vacataires, ce qui réduit l'embauche réelle à 153 agents, trois agents.

Cette parcimonie est d'autant moins justifiée que les tâches du ministère s'accroissent irrésistiblement. Qui n'a compris que des secteurs essentiels de notre économie sont livrés à Bruxelles, que notre approvisionnement énergétique est à la merci des événements du Proche et Moyen-Orient ? Discrètement, mais résolument, le gouvernement français en revient à une politique de visas d'entrée obligatoires pour endiguer la montée du chômage et du terrorisme international. Comme ces visas pourront-ils être accordés ou refusés avec le minimum de discernement sans un seul fonctionnaire de plus dans les consulats ?

L'« instrument diplomatique » n'est donc plus privilégié comme il le fut l'an dernier, si l'on excepte la formation professionnelle, l'amélioration des installations de sécurité, la création d'un fonds pour les agents victimes du terrorisme et l'extension à l'Asie centrale du réseau autonome de radio. Les affaires étrangères échappent d'autre part à la coupe de 20 % des investissements immobiliers imposée à la plupart des ministères. Les ambassades de Bruxelles (C.E.S.), Varsovie, Guatemala et Port-Vila bénéficieront des autorisations de programmes. L'Office pour la protection des réfugiés et apatrides quittera un incommode hôtel particulier de Neuilly pour un immeuble fonctionnel (3 300 000 F) mieux à sa place à Antibesville.

Les Français de l'étranger grands bénéficiaires

Les grands bénéficiaires du budget 1981 sont les Français de l'étranger, envers lesquels M. François-Poncet pratique une ouverture à tous azimuts. Avec un bureau d'accueil et d'information ouvert à leur intention, 30, rue Lapérouse, (tél. 503-14-23), le Quai a maintenant pignon sur rue et un « livre » va prochainement paraître, rassemblant les expatriés sur les services qu'ils peuvent attendre de l'Etat. Les crédits d'action sociale sont accrus de 31,6 %, plus spécialement au bénéfice des personnes âgées, des handicapés et des Français en difficulté. Un million sera consacré aux premiers secours pour les Français victimes de troubles ou de calamités. Le personnel du Quai d'Orsay à l'étranger bénéficiera d'un accord social de Sécurité sociale, à l'exception toutefois des contractuels recrutés sur place. Auxquels hiérarchiquement sont aussi rattachés les rapatriements sanitaires et l'assurance-chômage.

L'action à l'étranger proprement dite est mieux traitée que l'an dernier, mais elle ne reçoit cependant pas de quoi paresser. Avec 12,9 % d'accroissement de crédits, les relations culturelles, scientifiques et techniques (42 % du budget du ministère) ne tiendront à peine au-dessus du taux d'inflation. Les subventions aux radios vers l'étranger, dont la faiblesse avait l'an dernier scandalisé les députés (même M. Couve de Murville s'était fâché), passeront de 19 700 000 francs à 25 millions, ce qui reste infime en

comparaison des crédits que consacrent à cette activité, d'une portée indéfinie quand elle est bien conçue, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne.

Si la promesse faite par M. François-Poncet en 1979 du doublement en deux ans de la contribution française au principal programme de développement de l'ONU (le PNUD) est tenue, l'ensemble de nos contributions aux organisations internationales (qui représente près du quart du budget du ministère) sera réduit à la portion convenue (5,9 % d'augmentation). Il semble même que le gouvernement compte pour boucler le budget du Quai sur des économies hypothétiques qu'il n'est d'ailleurs pas seul à réclamer : obtenir sur les budgets des organisations internationales.

Il est certes inévitable que les affaires étrangères participent à l'austérité ambiante. Pourtant on peut se demander s'il est sage que le gouvernement interrompe brutalement un traitement qu'il jugeait impératif il y a trois ans. D'autant que les sommes en cause sont dérisoires en regard des grandes masses budgétaires (celles des budgets militaires, par exemple) et des services que peut rendre un instrument diplomatique efficace. Ignore-t-on à Paris, en ces temps de périls universels, que « la diplomatie est ce que la civilisation a imaginé de mieux pour empêcher la force de présider seule aux rapports internationaux (1) » ?

MAURICE DELARUE

(1) Albert de Broglie, cité par François Bardoux dans le *Métier de diplomate*.

Tchécoslovaquie

Les curieuses méthodes de la police

M. Vasil Blak, secrétaire du comité central du P.C. tchécoslovaque, a déclaré, la semaine dernière, devant des responsables du P.C., que les autorités continueraient à lutter contre « les socialistes dissidents. Signataires de la Charte ou autres ennemis de notre système socialiste, quel que soit leur nom, ne peuvent pas s'attendre à obtenir toute liberté d'action pour leur activité antisocialiste ».

Cette déclaration du chef de file de la « ligne dure », diffusée le 14 octobre par l'agence C.T.S., constitue une réponse indirecte aux doléances adressées le 28 septembre à M. Husak, président de la République et chef du parti, par les porte-parole de la Charte. Les chartistes dénonçaient les méthodes d'interrogatoires de la police, les arrestations, interpellations et autres vexations infligées aux signataires de la Charte et aux membres du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies). Enfin, ils s'indignaient devant la menace gouvernementale de déclarer illégales les activités des signataires de la Charte 77, dont l'objectif est la défense des droits civiques et humains. Ils s'insurgent aussi contre la recrudescence d'opérations de police à leur encontre au moment même des réunions préparatoires à la conférence de Madrid.

Les méthodes utilisées par la police sont parfaitement illustrées par le cas de M. Petr Fospichal. Ce jeune typographe de vingt ans, arrêté en 1978 onze mois de prison pour avoir diffusé le texte de la Charte et écouté de la musique interdite : en moins de quinze jours, il vient d'être passé à deux reprises par la police. Interpellé le 21 septembre et interrogé sur les liens du VONS avec les grévistes polonais, il fut relâché, on lui aurait dit qu'on saurait bien le retrouver à Prague, « car on n'en avait pas encore fini avec lui ». Cette fois, il n'eut rien à signer. Revenu chez lui, il a adressé une plainte au procureur de la République.

Le 3 octobre dernier, une autre signature de la Charte, Mlle Anna Marvanova attendait le métro quand deux hommes tentèrent de la pousser sous une rampe qui arrivait. Elle se mit à hurler et devant la réaction des usagers, les deux hommes s'enfuirent. — A.M.E.

CORRESPONDANCE

La prétendue « partialité » de la Cour de Luxembourg

Après le dossier que nous avons consacré, dans le Monde du 12 septembre, à la Cour de justice européenne, qui siège à Luxembourg, nous avons adressé la lettre suivante, en réponse à l'article de M. Maurice Duverger :

« La lecture de l'article du professeur Duverger sur « Le gouvernement des juges européens » ne peut qu'éveiller le lecteur tant son caractère polémique fait oublier à l'auteur les impératifs d'objectivité auxquels tout juriste doit se soumettre.

« Accuser la Cour de justice de « partialité », sans citer aucune affaire illustrant ce reproche, n'est-il pas le signe même de cette « partialité » que l'auteur reproche à la Cour ?

« Cette partialité s'exprimerait notamment dans la façon dont la Cour use de ses pouvoirs d'interprétation du traité et de la législation qui en dérive. M. le professeur Duverger n'hésite pas à faire un parallèle avec la technique des magistrats soviétiques au temps de Lénine, les quels appliquaient le droit en fonction de ses finalités révolutionnaires, en ajoutant que cette forme d'interprétation pouvait, en Russie rouge, apparaître légitime, puis que les magistrats s'appuyaient sur une idéologie officiellement proclamée par l'Etat dont elle constituait le fondement même !

« Par contre, dans un rapprochement qui ne manque pas de hardiesse, l'auteur dénie aux magistrats de Luxembourg le droit d'interpréter les règlements communautaires en fonction de la finalité de ces règlements par rapport aux objectifs du traité. Ce reproche est injustifié dans la mesure où, aux termes mêmes du traité, la Cour de Luxembourg a pour mission d'assurer le respect du droit, dans l'interprétation de l'application du traité. En effet, lorsqu'elle est saisie d'une demande d'interprétation, la Cour ne peut, sans déni de justice, refuser de la donner.

« On se demande en vertu de quel principe la Cour pourrait interpréter la règle communautaire, si ce n'est en fonction de son effet utile par rapport aux buts et objectifs définis par le traité lui-même.

« Il en va de même, et c'est là probablement que les juristes français de l'ordre administratif sont choqués dans leurs habitudes de pensée, lorsque la Cour est saisie, comme il est prévu au traité, d'une contestation sur la validité d'un règlement émanant des institutions communautaires.

« Cette mission d'interprétation et de contrôle confiée à la Cour constitue une garantie majeure des droits des citoyens européens contre les détournements de pouvoir ou la violation de droits garantis par le traité commis par les institutions communautaires.

« On peut regretter qu'une telle procédure n'existe pas en France relativement au contrôle de la constitutionnalité des lois. Le professeur Duverger n'hésite pas à comparer, pour une deuxième raison, les techniques

européennes aux techniques communistes quand il écrit que le « langage européen » serait fondé sur des mots détournés de leur sens courant et réinterprétés dans un sens communautaire. de même que, dans les pays de l'Est, le langage politique est recouvert d'un jargon marxiste qui donne aux mots une signification contraire à leur sens habituel.

« Là encore, l'auteur ne donne aucun exemple d'une telle manipulation, qui n'est jamais apparue aux praticiens du droit communautaire.

« S'il existe effectivement un langage communautaire créé par les institutions, cette création a été rendue inductible par le fait que la Communauté utilise six langues officielles et qu'il est souvent impossible de traduire un concept existant dans le système juridique d'un pays et qui est ignoré dans un autre.

« L'auteur souligne qu'alors que le conseil s'éloigne du plus au plus fréquemment des objectifs tracés par le traité et acceptés par tous ses signataires, la Cour, elle, poursuit sa route dans la voie de l'intégration. C'est là une belle illustration de son indépendance.

« Peut-on reprocher à la Cour de rester fidèle à l'idéal européen souhaité par tous les Etats membres lors de la signature du traité ? Est-ce une raison parce que dans certains Etats membres des voix divergentes et minoritaires se font entendre pour que la Cour cède à cette pression anticommunautaire et minoritaire ?

« Telle qu'elle existe et telle qu'elle agit, la Cour paraît aujourd'hui le meilleur garant de la continuation de la Communauté européenne qui, sans son action, risquerait d'abandonner au gré des intérêts de chaque Etat membre, les uns après les autres, les buts énoncés par le traité.

« Pour terminer son réquisitoire, le professeur Duverger suggère que, de même que le Royaume-Uni s'est libéré temporairement d'une partie des charges financières qui pesaient sur lui en application du traité, la France pourrait se libérer de la tutelle que représente la primauté du droit communautaire. Il suggère qu'une telle décision ne pesant pas dans les budgets nationaux de nos partenaires européens, leur accord serait probablement donné plus facilement qu'il n'a été donné au Royaume-Uni.

« Or tout juriste sait que, dès lors qu'il n'existe plus une norme commune applicable à tous les partenaires d'un traité, ce traité devient lettre morte.

« Alors, pourquoi ne pas exprimer clairement ce qui est sous-jacent dans les propos de l'auteur : la Communauté européenne doit disparaître ?

« Un tel projet, peut-être, certains juristes a priori hostiles, mais ne saurait, ainsi que l'écrit M. Philippe Bouchet, convaincre les citoyens, car il est vrai, en effet, que « le droit qui régit les peuples est en permanence en mouvement et nullement l'inverse. »

FULL FLAVOR

INTERNATIONAL

SPECIAL BLEND

NEWS

Take A Break In The Rush

20 FILTER CIGARETTES

PETER MARCONI

EUROPE

Pologne

Confusion

(Suite de la première page.)

En apparence toujours, les autorités cherchent une mauvaise querelle aux syndicats, qui manquent, eux, de souplesse sur une question de formulation.

En réalité, le conflit est plus profond. Il s'agit pour le pouvoir d'obtenir que les statuts impliquent — par la présence des formules magiques — non pas une simple reconnaissance, mais une adhésion aux principes du régime, qui permettrait de présenter la situation comme le fruit d'un renouveau du mouvement syndical, sans rupture de continuité idéologique.

Pour les syndicalistes, qui sentent confusément ou clairement l'enjeu politique qu'il y a là, il n'est pas en question. A la veille de la signature des accords de Gdansk déjà, la base avait montré au Châtelier l'absence d'une grande réticence vis-à-vis du premier point, et il avait fallu toute l'habileté de M. Walesa et la promesse in extremis de la libération des prisonniers politiques pour éviter l'échec. Aujourd'hui, après s'être engagé — dans un accord avec le pouvoir — à ne pas agir contre ses fondements, on ne veut pas s'engager — dans les statuts, ce qui est différent — à agir en leur faveur. Inconsciemment, et cela est préoccupant, la querelle de mots fait élargir les problèmes politiques que chaque Polonais s'efforce pourtant à nier.

Espagne

UNE FUSILLADE FAIT TROIS MORTS AU PALAIS DE JUSTICE DE BARCELONE

Barcelone (A.F.P.). — Trois personnes — un garde civil, un membre de la police nationale et un civil — ont été tués, le 17 octobre, au cours d'un échange de coups de feu dans le bureau d'un juge, au palais de justice de Barcelone. Deux autres personnes ont été grièvement blessées. Selon des témoins, deux inconnus ont pénétré dans le bureau du juge, et, après avoir échangé quelques mots avec deux gardes civils de service, ont sorti leur revolver et ouvert le feu, provoquant la riposte des gardes civils.

Recherches Van Gogh pour l'encadrer avec plaisir



Les encadreurs du centre de l'encadrement

Peintures, dessins, gravures, estampes, miniatures, affiches, canevas, fleurs séchées, batiks indiens.

Atelier du centre de l'encadrement

34, rue René Boulanger 75010 Paris
Tél. 206.11.53
(métro République)

Yougoslavie

CRITIQUANT LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME

Deux intellectuels demandent un socialisme véritablement démocratique

De notre correspondant

Belgrade. — Le professeur Ljoudomir Tadić et l'écrivain Dobrica Ćosić viennent d'adresser à deux amis intellectuels yougoslaves une lettre qui contient d'acérées critiques du régime. Ils annoncent en même temps qu'ils ont l'intention de lancer une revue, *Jamnik* (« l'Opinion »), pour éveiller les forces vives du pays et l'arracher à sa « grave stagnation » actuelle.

Le professeur Tadić est l'un des huit philosophes de la faculté des lettres de Belgrade, qui, en 1975, furent écartés de l'université pour « déviationnisme » idéologique (le *Monde* des 30 et 31 janvier 1975). M. Ćosić, communiste de vieille date, ancien membre du comité central du parti serbe, est l'un des plus grands écrivains contemporains serbes. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages non conformistes sur la guerre de 1941 à 1945 et d'un roman historique à grand succès, *Les Temps de la mort*, dans lequel il célèbre les sacrifices consentis par le peuple et l'armée serbes au cours de la première guerre mondiale pour la création en 1918 de la Yougoslavie.

MM. Tadić et Ćosić estiment que les difficultés actuelles du pays ne sont pas dues à sa situation économique. Elles seraient le produit d'une « grave crise morale de notre société, de l'égoïsme politique et des préju-

gés idéologiques et nationaux ». Les difficultés économiques quant à elles ne dénotent que d'une mauvaise gestion. « Nous nous sommes réalisés tout ce que nous avons pu réaliser », se demandent-ils. « Nous nous sommes transformés en dévotionnaires idéologiques par la répression, l'étouffement de la critique et par des restrictions apportées aux droits des citoyens, ce qui constitue un grand risque ».

MM. Tadić et Ćosić demandent une réforme de la société, de l'ordre politique, et la contribution active de toutes les forces sociales pour surmonter les problèmes qui se posent. Sinon, estiment-ils, le pays reviendrait à la situation antérieure à 1948. Allusion au système dit de gestion administrative qui, après la rupture avec le Krouchtchov, fut officiellement condamné comme nocif. Pour pouvoir dépasser les « insuccès et les aberrations » de l'organisation autocratique, ils demandent un socialisme véritablement démocratique et attirent l'attention sur les dangers que comportent les conceptions « sectaires et dogmatiques ».

PAUL YANKOVITCH.

Etats-Unis

Un débat télévisé opposera MM. Carter et Reagan le 28 octobre

De notre correspondant

Washington. — La campagne présidentielle américaine sera marquée le 28 octobre prochain à Cleveland (Ohio) par un débat télévisé entre MM. Jimmy Carter et Ronald Reagan. L'importance de l'événement n'échappe à personne. Une semaine avant le scrutin, un duel sur le petit écran pourrait orienter le vote des indécis, qui seraient encore près de 15 %.

Il n'a pas été facile à la Ligue des électeurs, organisatrice du débat, d'obtenir l'accord des deux protagonistes. Si M. Carter refusait d'affronter M. Reagan, celui-ci insistait pour venir en compagnie de M. John Anderson, le candidat indépendant. Le président s'y opposait de manière catégorique : selon lui, M. Anderson ne représente rien d'est une créature de la presse, et la seule chose intéressante est de montrer aux téléspectateurs ce qui différencie le candidat démocrate du candidat républicain. Ce veto avait amené M. Carter à boycotter le débat télévisé du 31 septembre à Baltimore auquel prirent part ses deux concurrents.

Les sondages d'opinion ont permis de sortir de l'impasse, prouvant une fois de plus leur importance dans la campagne présidentielle. M. Reagan a vu dans les derniers chiffres un danger sérieux pour son avance. Pour arrêter ce mouvement, il veut montrer qu'il n'est pas du tout l'extrémiste que se plaisent à

dépeindre les démocrates. La Ligue des électeurs, elle, a vu dans les sondages une dégringolade de M. Anderson, qui n'attire plus que 10 % des électeurs. Elle s'est sentie autorisée à rebouter le siège du candidat indépendant : N'avait-on pas fixé en septembre la barre à 15 % d'intentions de vote ?

M. Anderson se dit « outragé » par cette décision arbitraire qui est, selon lui, le résultat des pressions de la Maison Blanche. Le candidat indépendant dépensera le peu d'argent qui lui reste pour acheter quelques minutes d'écran, le 28 octobre, sur une chaîne nationale. Ainsi sera-t-il présent malgré tout sur le petit écran. Ironie du sort : alors que la Ligue l'avait consacré en l'invitant à son premier débat, elle risque de le déclasser complètement en lui interdisant l'accès du second.

Pour le rendez-vous de Cleveland, M. Carter compte sur sa connaissance des dossiers et M. Reagan sur sa facilité d'élocution. Mais on s'attend à un duel entre le fond et la forme. Chaque candidat tentera de diriger le projecteur sur la personnalité de l'autre : M. Carter pour démontrer la légèreté et l'irresponsabilité de M. Reagan, et M. Reagan pour vanter la naïveté et l'incompétence de M. Carter.

Les deux hommes le font à distance depuis le début de la campagne. Leur seule rencontre a eu lieu jeudi 10 octobre à New York. Mais c'était pour un dîner de charité de l'archdiocèse ; ils ne pouvaient que se servir la main.

ROBERT SOLÉ

Argentine

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 1980 DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DES LIBERTÉS

Buenos-Aires (A.F.P.). — Le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a lancé vendredi 17 octobre, dans un communiqué republié par la presse, un appel au rétablissement des libertés syndicales et politiques et à un retour à l'ordre institutionnel en Argentine. Ce texte constitue une réponse au communiqué du gouvernement argentin qui l'accusait, mercredi d'avoir favorisé la subversion en dédaignant les droits de l'homme, ainsi qu'à diverses organisations de parents de militaires et de policiers tués par les guérilleros, qui lui reprochaient de ne pas avoir protesté contre ces assassinats.

M. Pérez Esquivel affirme notamment dans le communiqué : « La violence engendrée par le terrorisme, la répression, les tortures, les enlèvements, tenant de droits comme de gauche, sont des actes inhumains qui attentent à Dieu et à l'humanité. Par la force de la violence, on peut soumettre, mais non convaincre. Je reçois le prix Nobel de la paix au nom des peuples d'Amérique latine, en particulier au nom des plus pauvres, des petits, des ouvriers, des jeunes, des indigènes, des paysans, des réfugiés et de tous ceux qui ont souffert et luttent pour une société plus juste et plus humaine ».

Le Cerec des officiers argentins a condamné d'autre part, ce samedi, l'attribution du prix Nobel à M. Pérez Esquivel. Dans un communiqué publié à Buenos-Aires, le Cerec, qui regroupe les officiers de toutes les armes, estime que ce choix constitue « une atteinte inacceptable à la dignité » de l'Argentine.

Afghanistan

■ PLUS D'UN MILLION DE REFUGIÉS AFGHANS DE OFFICIELLEMENT enregistrés auprès des autorités pakistaises, vivent à l'extérieur du pays. A Genève, le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies. — (A.F.P.)

Corée du Sud

■ UNE UNIVERSITÉ FERMÉE A SEOUL. — A la suite d'une manifestation d'étudiants ayant entraîné, vendredi 17 octobre, une cinquantaine d'arrestations, le gouvernement vient de fermer l'université Koryo. Les manifestants avaient réquis le nouveau gouvernement du président Chun Doo-hwan et appelé au boycott de la « farce électorale » que représente, selon eux, le référendum constitutionnel qui doit se tenir mercredi 22 octobre dans l'ensemble du pays. — (A.F.P., U.P.I.)

Espagne

■ M. MELIA GOUVERNEUR GENERAL DE CATALOGNE. — M. Josep Melia, porte-parole du gouvernement, nommé, vendredi 17 octobre, gouverneur général de la région autonome de Catalogne. Le gouvernement n'a pas insisté sur le fait que M. Melia a succédé à M. Melia au poste de secrétaire d'Etat à l'information. — (Reuter.)

■ LE MALAISE DES POLICIERS AU PAYS BASQUE. — Le Syndicat des policiers espagnols a demandé au gouvernement d'organiser une consultation populaire au pays Basque sur leur maintien dans cette région, ont affirmé vendredi 17 octobre à Madrid les dirigeants de ce syndicat. « Si le peuple basque se montrait opposé au maintien de la police dans les provinces basques, nous demanderions au gouvernement de prendre une décision sur notre sort dans cette région », ont-ils ajouté. Le remplacement progressif des forces de l'ordre par une police locale constitue l'une des principales revendications des autonomistes basques. Les indépendantistes réclament quant à eux leur retrait total. — (A.F.P.)

Guatemala

■ ENLEVEMENT D'UNE JOURNALISTE. — Mme Patricia Fiqueroa a été enlevée par des inconnus dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 octobre, dans le centre de la capitale, et son fils qui tentait d'intervenir, a été tué par une rafale de mitraillette.

Haïti

■ ARRÊSTATION D'UN OPPOSANT AU RÉGIME DUVA-LIER. — M. Evens Paul, auteur dramatique et commentateur à la station Radio-Cacique de Port-au-Prince, opposant au régime du général Duvalier, a été arrêté jeudi 16 octobre, à l'aéroport de la capitale, à son retour de New-York. Apprend-on de bonne source à Paris, la répression s'est abattue plusieurs jours sur les milieux démocratiques haïtiens, notamment depuis l'arrestation, le 14 octobre, du président du parti démocratique chrétien, M. Silvio Claude.

Maroc

■ RETOUR DE M. YOUSSEF. — La présence à Casablanca de M. Abderrahmane Youssef, membre du bureau politique de l'U.S.F.P. (parti socialiste) et vice-président de l'Union des avocats arabes, a été confirmée le jeudi 16 octobre. M. Youssef avait fait l'objet le 20 août dernier d'une mesure de grâce royale. Son nom figurait parmi les noms de la liste des personnes dont on avait dit officiellement qu'ils avaient été l'objet de poursuites pour atteinte à la sécurité de l'Etat. En fait, M. Youssef, qui vivait en France depuis 1965, n'avait fait l'objet d'aucune condamnation, avait-on précisé alors de sources socialistes, et il disposait toujours d'un passeport marocain. Cependant, depuis l'affaire Ben Barka, M. Youssef avait demandé à Nice et n'était jamais revenu au Maroc. Le fait qu'il s'y soit décidé prouve que les exilés dont l'usage a été publié le 20 août dernier ont désormais assez confiance dans la libéralisation du régime marocain pour revenir dans leur patrie. — (Corresp.)

Union soviétique

■ UN NOUVEAU PREMIER SECRÉTAIRE POUR LE P.C. BIÉLORUSSE. — M. Tikhon Kisselev a été nommé à ce poste jeudi 15 octobre en remplacement de P. Macherov, décédé le 4 octobre dernier. Membre du comité central du P.C. depuis 1961, M. Kisselev

a été déjà premier secrétaire de la région de Bratsk, en 1955, puis fut secrétaire et deuxième secrétaire pour la Biélorussie. Depuis décembre 1978, il était vice-président du conseil des ministres Biélorusses. Reste à savoir si, au cours du prochain plénum du comité central qui précédera la session du Soviet suprême la semaine prochaine, M. Kisselev sera ou non appelé à succéder à M. Macherov comme membre suppléant du bureau politique du parti. — (A.F.P.)

Yémen du Nord

■ RECTIFICATION. — Contrairement à ce que nous avions écrit (le *Monde* du 17 octobre), le nouveau chef du gouvernement nord-yéménite, M. Abdel Karim el Arayani n'occupait pas le poste de ministre de l'agriculture dans le cabinet sortant. Le nouveau premier ministre est un technocrate diplômé de l'université Yale aux Etats-Unis et occupait avant sa nomination à la tête du gouvernement le poste de président de l'Organisation centrale du plan. D'autre part, l'ancien titulaire des affaires étrangères, M. Hassan Mohamed Makki a été nommé vice-premier ministre pour les affaires économiques.

SEXPOL

Sexualité politique

Le n° 39 est paru
Vente au kiosque

(Publité)

LA CIMADE A 40 ANS

Pour fêter ses quarante années de résistance au racisme et de solidarité avec les étrangers, la CIMADE, service communautaire d'aide, organise un

GALA DE SOLIDARITÉ

le 24 octobre 1980, à 20 h. 45
à l'UNESCO - Salle 1
125, avenue de Suffren, PARIS-7

AU PROGRAMME :

Idir
Thieu Phong
Mohamed Sussi
Marie-Paule Clermont
Toni et Candida
Théâtre Aleph

ALGÉRIE
VIETNAM
TUNISIE
HAÏTI
PORTUGAL
CHILI

Film de Dominique DANTE
Chili, les épileries de la colère

avec la participation de Marguerite Duras et de Garance

Bons d'entrée : 25 F., à retirer avant le 23 octobre à la CIMADE : 178, rue de Grenelle - 75007 PARIS - Tél. : 705-34-39 - CUP 4088 BT Y

مكازم التحصيل

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

De violents combats continuent, ce samedi matin 18 octobre, dans les faubourgs de Khorramshahr, le port iranien qui commande le Chatt-el-Arab, et à proximité d'Abadan. Selon la radio de Téhéran, les défenseurs de la cité ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi, tandis que des combats de rue se poursuivent dans les quartiers des abattoirs, de la gare et du port. A Abadan, toujours selon la radio iranienne, les forces irakiennes auraient été repoussées des abords de la ville vendredi en abandonnant de nombreux chars et véhicules militaires. Mais Abadan se trouvait samedi, en fin de matinée, sous un tir soutenu de l'artillerie irakienne.

Selon l'envoyé spécial de l'A.F.P. qui s'est rendu vendredi matin sur la rive est du fleuve, trois raids aériens irakiens ont été lancés contre le pont de barges posé par l'armée de Bagdad sur le fleuve Karoun et des positions d'artillerie. Le pont n'a pas été atteint. L'aviation irakienne a, pour sa part, attaqué des objectifs situés à l'intérieur de l'Iran, dont la base aérienne de Tabriz. Selon Téhéran, les raids de télécommunications et la raffinerie de Tabriz ont été endommagés, tandis que la défense a réussi à abattre deux Mig. Bagdad a annoncé que son aviation avait attaqué six villes irakiennes, dont Kirkouk, où se trouve l'une des plus importantes raffineries du pays, sans donner de détails sur les destructions.

● A STRASBOURG, le Parlement européen a demandé vendredi que la C.E.E. offre ses « bons offices » dans le conflit irako-iranien. Il a invité « les superpuissances et les autres pays de la région à s'abstenir immédiatement de toute intervention militaire ou autre, en particulier de fournir des armes aux parties belligères » (nos dernières éditions du 18 octobre).

● A ISLAMABAD, le secrétaire général de la Conférence islamique, M. Habib Chahidi, a déclaré à son arrivée de Bagdad que les négociations « inconciliables » de l'Irak et de l'Iran pourraient inciter à une intervention des superpuissances dans la région.

● A PARIS, prenant ses distances à l'égard de l'Irak, accusé d'avoir voulu « profiter de

l'anarchie et du chaos » régnant en Iran, l'ancien premier ministre iranien, M. Bakhtiar, a déclaré vendredi qu'il ferait tout pour assurer « l'intégrité territoriale et l'indépendance de son pays » contre l'« agression étrangère ».

L'ambassade iranienne à Paris a, pour sa part, démenti les informations concernant « l'intensification de la répression antikurde par Téhéran et la destruction des villes du Kurdistan, dont Mahabad, par l'artillerie iranienne ». L'ambassade accuse, par ailleurs, la P.D.K.I. de profiter des circonstances « pour lancer sa propagande mensongère contre l'Iran, alors que la majorité des Kurdes sont en train de défendre leur pays et de combattre l'agresseur irakien ».

Bagdad dénonce une « alliance objective » entre Washington et Téhéran

De notre envoyé spécial

Bagdad. — Les dirigeants irakiens voient dans l'attitude adoptée par les Etats-Unis, ces derniers jours, la confirmation de la thèse qu'ils n'ont cessé de soutenir sur l'« alliance objective » entre Washington et Téhéran. Les déclarations du président Carter concernant l'« agression » irakienne contre l'Iran et la nécessité d'éviter le démembrement de ce pays ont conduit Bagdad à dénoncer, une fois de plus, avec une vigueur accrue, la « fausse neutralité » des Etats-Unis et la « trahison » de l'Iran.

Une caricature représente d'ailleurs l'iranien Khomeiny drapé dans la sashvère érudite, le urbanisme du haut-de-forme de l'Onclé Sa, tandis que des dollars pleuvent sur lui en abondance. Bagdad soutient que, sous un « habillage » islamique, le « nationalisme pan-iranien » des mollahs n'a rien à envier à celui du chah. Les rumeurs concernant une éventuelle libération des otages américains détenus à Téhéran, en échange de livraisons de pièces détachées et de fournitures militaires, ont été accueillies ici avec un sourire entendu depuis six mois. Radio-Bagdad évoque périodiquement ce « troc », et, le 24 septembre dernier, elle avait assuré que l'accord était conclu.

A l'inverse, le représentant des intérêts américains à Bagdad est franchement scandalisé lorsqu'on lui dit qu'à Paris et ailleurs des diplomates arabes ont insisté auprès de Washington pour qu'il s'abstienne de s'engager à attaquer l'Irak. Quant aux dirigeants irakiens, ils s'opulent, eux, sur les derniers événements pour démontrer l'innocence de cette thèse. De même refusent-ils de perdre en considération la possibilité d'un « double jeu » de l'Amérique, qui, après avoir fermé les yeux sur l'attaque irakienne dans l'espoir qu'elle entraînerait la chute de Khomeiny, la condamne aujourd'hui dans la mesure où le régime du chef religieux se maintient et est, de plus, « courtisé » par l'Union soviétique.

De multiples raisons

Tout en supputant les différentes possibilités de compromis qui mèneraient fin au conflit, les diplomates arabes ont insisté auprès de Washington pour qu'il s'abstienne de s'engager à attaquer l'Irak. Quant aux dirigeants irakiens, ils s'opulent, eux, sur les derniers événements pour démontrer l'innocence de cette thèse. De même refusent-ils de perdre en considération la possibilité d'un « double jeu » de l'Amérique, qui, après avoir fermé les yeux sur l'attaque irakienne dans l'espoir qu'elle entraînerait la chute de Khomeiny, la condamne aujourd'hui dans la mesure où le régime du chef religieux se maintient et est, de plus, « courtisé » par l'Union soviétique.

En fait, les motifs qui ont poussé l'Irak à agir sont d'ordre à la fois idéologique, interne, régional et international. A la suite du succès de la révolution islamique à Téhéran, les Iraniens avaient lancé une campagne de dénigrement du régime baasiste. Bagdad avait riposté en apportant un soutien accru au Front de libération de l'Irak, accueillant et aidant les différents groupes de l'opposition iranienne. Au cours des derniers mois, les incidents de frontière s'étaient multipliés.

Les menaces de Radio-Téhéran contre le « régime corrompu de Bagdad » n'étaient pas restées au stade verbal, inspiré par l'Iran, le mouvement clandestin Al Daus avait tenté d'assassiner M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et idéologue du Baas irakien. Il aurait également cherché à provoquer un soulèvement du Sud peuplé de chiites. Le président Saddam Hussein, qui avait mis des années à venir à bout de la rébellion kurde et qui depuis douze ans cherche à constituer une nation irakienne unie et puissante, pouvait difficilement accepter, sans le recevoir, un nouveau défi qui serait celui de la venue du Sud. Il convenait donc de frapper ceux qui en étaient les principaux inspirateurs.

Au moins, celui-là plus personnel : lors de l'enterrement à

Bagdad de M. Salah Bitar, fondateur du Baas avec M. Michel Aflak, ce dernier, considéré comme « le guide spirituel » et le numéro un du parti à l'échelle arabe, avait, dans son discours funéraire, accordé une consécration remarquable au chef de l'Etat. « L'Irak, avait-il dit, a trouvé en Saddam Hussein son chef historique ». Or, l'autorité incontestée acquise par ce dernier était néanmoins entachée par une ombre : l'accord d'Alger de 1975 provoquant toujours un malaise au sein du Baas, parce qu'il avait entraîné « la cession de territoires arabes » à l'Iran. « En tant que vice-président, le camarade Saddam Hussein s'est défendu en expliquant qu'il s'agissait d'un accord tactique conclu dans des moments difficiles. En tant que chef historique, il ne pouvait que le dénoncer pour restaurer la souveraineté arabe sur les territoires perdus et sur le Chatt el Arab ».

Dans le monde arabe, où le chahisme du chah revêt une importance indéniable, cet élément n'est pas négligeable. On constate, en tout cas, que, dès le début des hostilités, cette bataille est devenue le qadaliyah de Saddam (1) et que

ce dernier est présenté comme l'héritier du grand Saladin, l'armée combattante étant elle-même baptisée la « force Saladin ».

Les dirigeants irakiens sont particulièrement sensibles à ce point de vue. Bagdad aspire à devenir le « gendarme du Golfe ». « L'Irak, disent-ils, s'est fait le champion de la volonté d'autonomie de la région arabe, en particulier dans le Golfe, face aux superpuissances. Il veut que les pays riverains — qu'ils soient ou non alliés aux Etats-Unis — assurent eux-mêmes la sécurité et la neutralité du Golfe ». Or, ajoutent-ils, l'Iran, en multipliant les menaces contre les régimes en place, a mis en cause cette politique et a ouvert la porte au jeu des grandes puissances rivales.

La date à laquelle les hostilités ont été déclenchées suscite des interrogations. D'après certaines sources occidentales, la décision d'attaquer aurait été prise au cours d'une réunion secrète qui se serait tenue à Bagdad, le 18 septembre, avec des opposants irakiens. En revanche, selon des sources arabes, ces derniers n'auraient constitué qu'un paramètre parmi d'autres plus importants. L'intensification des inci-

dents de frontière et l'évolution de la situation politique à Téhéran auraient poussés les dirigeants de Bagdad que le moment était venu d'agir.

D'autres considérations régionales et internationales ont probablement contribué à précipiter les événements : le fait que les deux Super-Grands étaient pratiquement neutralisés, les Etats-Unis consacrant toute leur énergie à l'élection présidentielle du 4 novembre et l'U.R.S.S. étant aux prises avec les problèmes de Pologne et d'Afghanistan. Selon plusieurs diplomates, l'union « entre Tripoli et Damas aurait également accéléré le cours des choses et le président Saddam Hussein aurait espéré qu'une rapide victoire empêcherait ou retarderait la signature du traité d'amitié entre l'Irak et la Syrie, qui demeure le principal « frère ennemi ».

Les dirigeants irakiens affirment qu'il s'agissait d'une guerre longue. De nombreux indices le confirment. Cela n'empêche — bien qu'ils répugnent à l'admettre — qu'ils espèrent une « victoire éclair ».

PAUL BALTA.

(1) Qadaliyah est le nom de la célèbre bataille que l'émir des Seldjoukides.

LES SUITES DES ACCORDS DE CAMP DAVID

Les Etats-Unis s'engagent à garantir pendant quatorze ans l'approvisionnement pétrolier d'Israël

Le secrétaire d'Etat américain, M. Edmund Muskie, et le ministre israélien de l'énergie, M. Modai, ont signé, le vendredi 17 octobre, à la Maison Blanche, un accord qui garantit pour quatorze ans l'approvisionnement pétrolier de l'Etat d'Israël en cas de nécessité.

Négozié depuis le mois de juin 1979 et prévu par les accords de Camp David, ce texte précise en vingt paragraphes les circonstances d'une intervention des Etats-Unis pour que les réserves en pétrole d'Israël soient toujours à un niveau égal à six mois de consommation.

Les Etats-Unis s'engagent ainsi à trouver du pétrole à l'étranger, voire à fournir du brut américain à Israël ne peut obtenir suffisamment de pétrole, même à un prix élevé, si Israël ne peut acheter du pétrole qu'à des prix très supérieurs à ceux du marché mondial et dans des conditions précaires, si Israël, enfin, perd l'une de ses deux sources principales d'approvisionnement (la Mésopotamie et l'Egypte).

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens ont accueilli avec une grande satisfaction l'annonce de la signature de cet accord. Certes, comme on le fait remarquer avec prudence dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, les garanties accordées par les Etats-Unis n'améliorent en rien la situation actuelle dans laquelle Israël est obligé de faire appel au très coûteux marché libre de Rotterdam pour près de 45 % de ses approvisionnements en pétrole. Le document de Washington n'est qu'une assurance permettant d'éviter une situation plus grave encore à l'avenir. Il s'agit là d'un acquis appréciable, mais pour les dirigeants de Jérusalem la signification de ce contrat n'est pas uniquement d'ordre économique. Il a aussi une portée politique.

En effet, les Israéliens sont heureux de voir — « enfin » — les Américains prendre un engagement ferme et public à leur égard. Ils se plaignaient depuis longtemps d'une certaine réserve manifestée par le gouvernement de Washington dans ses rapports avec Israël alors que les relations entre les Etats-Unis et l'Egypte se sont constamment et spectaculairement améliorées depuis deux ans. Israël prétend être l'unique privilégié des Etats-Unis au Proche-Orient et qu'il était dangereux de compter sur l'Egypte et l'Arabie Saoudite tout étant en ce n'est plus que sur Israël. Dernièrement les unités de la VI^e flotte américaine ont fait plus souvent escale dans les ports israéliens, et successivement en moins de deux semaines un sous-secrétaire d'Etat à la défense puis le chef d'état-major interarmées ont en-

des entretiens à Jérusalem. Mais il s'agit pour certains de la « ruse » de « grâces » destinées à rassurer Israël que d'une véritable « coopération stratégique » ardemment souhaitée à Jérusalem. Ainsi les dirigeants israéliens veulent-ils que des manœuvres militaires soient organisées entre les armées des deux pays comme cela vient de se faire à deux reprises entre Américains et Egyptiens, mais Washington tarde à donner une réponse positive.

L'accord signé le 17 octobre est donc considéré comme étant de bon augure. Cependant les dirigeants de Jérusalem ne se font pas trop d'illusions sur la bonne volonté américaine, car ils n'oublient pas qu'il a fallu plus d'un an d'après discussions pour obtenir cet accord. D'autre part, ils ne ignorent pas que l'attitude du gouvernement américain est actuellement dictée en grande partie par des considérations de politique intérieure. La presse israélienne indique avec insistance que le président Carter ne cesse de multiplier les preuves de son attachement à la cause d'Israël, à l'intention de l'électorat juif américain. On se dit à Jérusalem convaincu que les clauses du contrat sur le pétrole auraient été beaucoup moins favorables si les négociations à ce sujet n'avaient pas abouti avant les élections.

FRANCIS C. TU.

● Israël condamné à l'UNESCO — La conférence générale de l'UNESCO a « énergiquement condamné » vendredi 17 octobre à Belgrade le « refus d'Israël » d'appliquer ses résolutions antérieures sur l'éducation et la culture dans les territoires arabes occupés. Le vote a été acquis par 89 voix contre 18 (dont celles de l'Europe des Neuf) et 10 abstentions. 32 délégations n'ont pas pris part au vote. La conférence discutera lundi de Jérusalem. (A.F.P.)

JÉRUSALEM SE RÉSERVE LE DROIT D'INTERVENIR A TOUT MOMENT AU SUD-LIBAN

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — M. Begin a confirmé de la manière la plus nette qu'Israël se réserve le droit d'intervenir à tout moment au Sud-Liban contre les organisations palestiniennes et non plus seulement par représailles, comme c'était le cas les années précédentes. Soulignant que le raid effectué par Tsa'hal (l'armée israélienne) dans la nuit du 18 au 17 octobre avait « pleinement accompli son objectif », le premier ministre, qui est également ministre de la défense par intérim (depuis la démission de M. Ezer Weizman), a déclaré vendredi que cette opération n'était « ni la première ni la dernière ». Cette déclaration est interprétée à Jérusalem comme un avertissement, d'autant que l'on remarque que l'armée avait, d'une manière toute particulière, mis en valeur l'importance de ce raid en permettant pour la première fois — aux chroniqueurs militaires de la télévision israélienne d'accompagner les troupes en action au Sud-Liban. Il est apparu à plus d'un que cette initiative pouvait être bien plus qu'une « première » journalistique : par exemple, un nouveau signe d'une « normalisation » de la politique israélienne à l'égard du Liban. Cela n'a pas échappé à plusieurs diplomates en poste à Tel-Aviv, qui étaient déjà de ceux qui craignaient une normalisation des opérations militaires en territoire libanais (le Monde du 12 septembre). — F. C.

NOUVELLE ACTIVITE AVEC FIRMES INTERNATIONALES POUR ENTREPRISES ARTISANALES SÉRIEUSES

disposant de capacité de production et en mesure d'organiser suivant nos indications une partie de leur atelier et de leur main-d'œuvre (environ 3 à 4 ouvriers). Sous ces conditions et par une collaboration étroite avec notre organisation internationale de franchising opérant depuis des années avec succès, vous pourrez réaliser un bénéfice de

FF 100 à 200 000 par an et plus...

Notre organisation travaille déjà avec plus de 300 associés en Allemagne et à l'étranger. De nombreuses références prouvent nos dires sont à votre disposition. La création d'une activité prometteuse dans un créneau non exploité (nouveau en France) du marché, ainsi qu'une collaboration dans le cadre d'une association étroite et une base solide pour des artisans qui, avec notre aide, désirent réellement, énergiquement et avec suivi s'orienter vers une deuxième ou une nouvelle activité

vous est offerte.

Il faut environ 70 à 100 m² d'atelier et un investissement de l'ordre de FF 120 000 (disponibilités financières à justifier). Ecrivez nous seulement si vous remplissez ces conditions et envoyez votre demande en indiquant votre numéro de téléphone à :

PORTAS DEUTSCHLAND GmbH, Welschmüllerstr. 42, D-6000 Frankfurt/Main.

Les entreprises spécialisées PORTAS existent dans toute l'Allemagne, Autriche, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg et bientôt aussi dans toute la France.

PORTAS

B

De notre correspondante

New-York. — La visite du premier ministre iranien aux Nations unies n'a pas apporté d'éclaircissement sur le sort des otages américains, mais elle a mis en lumière l'embarras de Téhéran devant la guerre qui se poursuit avec l'Irak.

M. Radjai, qui était attendu dans la journée du jeudi 18 octobre à New-York, n'est arrivé qu'aux premières heures de la journée de vendredi.

L'emploi du temps du premier ministre iranien est resté mystérieux jusqu'à l'entretien de 7 heures d'une heure qu'il a eu vendredi après-midi avec le secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim. Dans la matinée, celui-ci avait reçu la réponse de Bagdad à sa proposition d'un cessez-le-feu partiel dans la région du Golfe afin de permettre aux navires marchands bloqués par le conflit irako-iranien de quitter la zone dangereuse, en attendant le pavillon des Nations unies. Accepté du moins en principe, par M. Bani Sadr, la proposition de M. Waldheim a été repoussée par M. Saddam Hussein, qui a déclaré que ces navires devaient battre pavillon irakien « tant qu'ils sont dans le Chatt-el-Arab, qui est un cours d'eau irakien ».

Peu avant de rencontrer M. Radjai, M. Waldheim avait reçu un message du président de la Conférence des pays islamiques, le général Zia ul Haq, qui proposait que les deux belligérènes observent un cessez-le-feu de trois jours, commençant samedi au coucher du soleil, en l'honneur de la Fête du sacrifice, qui marque la fin du pèlerinage à La Mecque. Au cours d'une conférence de presse, M. Radjai devait, dans la soirée, répondre à cette suggestion par la négative. Arguant qu'elle devait, d'abord, être adressée aux « agresseurs irakiens ».

Le premier ministre iranien a parlé pendant plus d'une heure au Conseil de sécurité. Il a repris l'énumération des griefs de Téhéran contre Bagdad, dont l'envoi de M. Bani Sadr, M. Ali Shams Ardekani, avait déjà, depuis quinze jours, parlé à plusieurs reprises. M. Radjai a commenté son discours par une longue digression sur les malheurs que la guerre apportait au peuple iranien. « Le monde entier doit savoir, a-t-il dit, que l'armée de Saddam Hussein agit sans pitié. »

Soulignant que la résistance du peuple iranien « avait stupéfié le monde », M. Radjai s'en est alors pris à plusieurs reprises aux « superpuissances » et à d'abord accusé les Américains d'aidé les forces irakiennes. « Les avions AWACS contrôlent les mouvements des troupes iraniennes, transmettent des informations aux Irakiens et trompent les pilotes iraniens et les pilotes américains », a-t-il déclaré. « Un peu plus tard, M. Radjai a accusé l'usage que les Irakiens font des Tupolev soviétiques et rappelé l'agression soviétique contre l'Afghanistan », avant d'évoquer « les armes soviétiques qui arrivent à Akaba, en transit vers l'Irak ».

Le premier ministre iranien a aussi violemment attaqué le parti baasiste, « instrument des superpuissances, manœuvré par Michel Aflak, franc-maçon, sioniste et raciste, qui n'a envoyé ses troupes combattre l'ennemi de Jérusalem que lorsque la guerre était sur le point d'être gagnée ». M. Radjai a également accusé les baasistes d'avoir « tué le ayatollah Sadr et sa sœur » et d'avoir transformé l'Irak « en un refuge des agents des superpuissances ». La preuve en est, a-t-il insisté, que des pilotes égyptiens et des unités jordaniennes sont aujourd'hui aux ordres de Bagdad. M. Radjai a encore évoqué l'« accord militaire » qui a été conclu entre les superpuissances et les puissances européennes pour renforcer leurs forces et leur flotte dans la région.

Aucune rencontre avec des officiels américains

Le sujet que chacun attendait — le sort des otages américains — a été à peine évoqué d'une phrase : M. Radjai s'est demandé, le premier ministre iranien, qui s'était refusé à répondre à toute question concernant les otages, indigne notamment qu'il resterait à New-York jusqu'à samedi soir, avant de se rendre en Algérie « pour exprimer notre sympathie aux victimes du tremblement de terre, et rien d'autre ». Ce « rien d'autre » ne pouvait manquer de faire naître de nouvelles spéculations sur cette « algarie connection » qui resurgit périodiquement dans l'affaire des otages, surtout depuis que l'ambassadeur d'Algérie à Téhéran, M. Badjioui, s'est rendu à Téhéran l'hiver dernier avec une mission de juristes dont il appartenait, en fait, sinon en titre, comme le chef.

M. Radjai a encore indiqué qu'il rencontrerait pendant son court séjour new-yorkais des représentants des pays musulmans, mais aucun officiel américain. A une question concernant le sort des armes américaines commandées, et payées par le régime iranien, M. Radjai a répondu d'une façon assez ambiguë : « Si les Etats-Unis nous donnaient ces armes, nous les utiliserions contre l'Irak, nous pourrions continuer la guerre sans elles. »

Un Conseil de sécurité, le représentant permanent américain, M. Donald McHenry, a fait une courte et prudente déclaration, indiquant seulement que les Etats-Unis n'avaient « à aucun moment » donné des informations à l'Irak ou à l'Iran, comme le prétendait M. Radjai. Il a ajouté : « Nous espérons que les otages seront libérés selon les mêmes principes d'humanité, de droit et de justice auxquels le premier ministre iranien a fait allusion. »

Enfin, M. McHenry a estimé qu'il était « ironique » que l'Iran critique le Conseil de sécurité pour ne pas avoir fait appliquer un certain nombre de résolutions, alors que Téhéran avait, précisément, ignoré trois de ces résolutions votées à l'unanimité l'année dernière pour demander la libération des otages américains.

NICOLE BERNHEIM.

Y. RIDLEWICZ

Diamantaire
19 Boulevard Strasbourg
B. 2090 - ANVERS



Pierres d'investissements
de 0.50 à 0.75 et de 1 à 2
Certificat H.R.D. et I.G.I.
Tél. (031) 34-19-30/61
32-17-11

Le Monde

politique

Le débat sur le projet « sécurité et liberté » devrait commencer le 4 novembre au Sénat Huit personnalités dénoncent les dispositions inquiétantes du texte

La commission sénatoriale des lois poursuit, depuis le 9 octobre, l'examen du projet de loi tendant à renforcer la sécurité et à protéger la liberté des personnes. Ce texte, que la garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, a fait adopter par l'Assemblée nationale le 21 juin (« le Monde » du 24 juin), a pour rapporteur au Palais du Luxembourg M. Pierre Carous, sénateur R.P.R. du Nord. Le

débat en séance publique devrait commencer au Sénat le 4 novembre.

Un colloque sur ce projet organisé par Forum 84, association pour l'étude du libéralisme, que préside M. Jean-Marie Benoist, a lieu samedi 18 octobre à l'université de Paris-II, 12, place du Panthéon, à 14 h. 30. M. André Decocq et Mme Marie-Laure Bassat, professeurs à

Paris-II, et M. Reynaud, conseiller honoraire à la Cour de cassation, présenteront les rapports.

Dans la perspective du débat au Sénat, huit personnalités, auteurs d'une déclaration commune publiée le 20 mai (« le Monde » du 21 mai), viennent de rédiger un nouveau texte dénonçant les dispositions inquiétantes de ce projet.

« Les sous-signés constatent que, en présence des réactions les plus vives et les plus légitimes suscitées de toute part par le projet de loi dans sa version d'origine, l'Assemblée nationale a éliminé du texte quelques dispositions qui méconnaissent gravement les principes fondamentaux de notre droit : « qu'ont ainsi disparu en matière de procédure pénale les propositions tendant à rendre facultative, au gré du procureur général, l'instruction des affaires criminelles par un juge d'instruction ; celles élargissant le champ de la détention provisoire, c'est-à-dire au procureur de la République le pouvoir d'accuser, puis lui-même certains actes d'instruction ; « qu'ont également disparu en matière de droit pénal certaines aberrations du projet telles que la notion équivoque de réitération, certaines interdictions d'accorder le sursis, la répression de la tentative de menace, la faveur faite aux délinquants les plus fortunés, qui, en désintéressant les victimes, n'auraient plus encouru que la moitié de la peine. « Ces modifications ont eu des conséquences graves et certaines. Elles justifient la protestation que les sous-signés avaient fait entendre dès la publication du projet gouvernemental, aussi bien que celles émanées, en dehors de toute orientation politique, par de nombreux ordres, syndicats, associations et personnalités diverses. »

« Est-ce à dire que le projet voté par l'Assemblée nationale doit emporter l'adhésion de ceux auxquels nos libertés sont précieuses ? Nous ne le pensons pas. Car, même modifié, le projet « sécurité et liberté » reste marqué par son inspiration d'origine à la fois autoritaire et répressif, et comporte des dispositions inquiétantes. « Demeurent dans le projet des restrictions importantes imposées à la liberté de décision des juges. Ceux-ci seront contraints de prononcer des décisions qu'ils estimeront injustes, entraînant un répression automatique au détriment de l'adaptation nécessaire de la peine à la diversité des hommes et des faits. « Demeurent dans le projet des discriminations formelles en termes de responsabilité, qui ne permettent pas de distinguer ce qui est licite de ce qui est interdit, ouvrant ainsi la voie à l'arbitraire. »

« Demeurent dans le projet l'hypocrisie qui prétend supprimer la procédure sommaire du flagrant délit, en étendant son domaine à tous les délits de droit commun sous la dénomination de « saisie immédiate ». « Demeurent dans le projet des dispositions qui transféreront aux magistrats la connaissance d'un nombre important d'infractions relevant, jusqu'à la Cour d'assises et réduisant

ainsi la compétence du jury, expression de la souveraineté populaire. « Demeurent dans le projet des dispositions dangereuses concernant la procédure d'instruction en matière criminelle. Le principe du double degré de juridiction au stade de l'instruction, protection contre le risque d'erreur judiciaire, n'est plus que théoriquement respecté. Le juge d'instruction, qui pourra être dessaisi au bout de trois mois au profit de la chambre d'accusation, perdra de ce fait la maîtrise de l'information. « Demeurent dans le projet, s'agissant de l'exécution des peines, des dispositions réduisant les pouvoirs du juge de l'application des peines et accroissant les pouvoirs du parquet et du ministre. Le procureur de la République pourra notamment former un recours contre cer-

tains décisions du juge de l'application des peines devant la garde des sceaux lui-même, qui jouera à cet égard le rôle de juridiction d'appel. « S'inscrivent enfin dans le projet de loi voté par l'Assemblée nationale des dispositions nouvelles concernant les contrôles d'identité. Le principe même en est discutable. Les modalités proposées s'avèrent dangereuses : elles permettront à tout agent de police, en toute circonstance, d'obliger tout citoyen à justifier de son identité. Et si l'agent estime la justification insuffisante, de le conduire et de le retenir dans les locaux de police. C'est la liberté de chaque citoyen dans sa vie quotidienne qui se trouve ainsi menacée. « Sans doute trouve-t-on dans le projet quelques mesures utiles, notamment celles concernant les droits des victimes, le contrôle

des établissements accueillant des malades mentaux ou la suppression de la tutelle pénale. Mais ces dispositions pourraient être reprises dans d'autres lois sans que leur opportunité entraîne le vote d'un projet qui, même amendé, menace encore nos libertés sans pour autant mieux « servir notre sécurité ». « Pierre Arpaillange, conseiller à la Cour de cassation, Robert Badier, avocat à la Cour de Paris, professeur à l'université de Paris-I, André Beaussart, conseiller à la Cour de cassation, Albert Brunolo, avocat à la Cour de Paris, ancien bâtonnier de l'ordre, membre de l'Institut, Jacques Lemaire, professeur à l'université de Paris-II, directeur de l'Institut de criminologie, Georges Lévassort, professeur honoraire à l'université de Paris-II, Jean Rivéro, professeur à l'université de Paris-II, Maurice Rolland, président de l'association honoraire à la Cour de cassation, Compagnon de la Libération.

Sécurité, liberté et droits de l'homme

(Suite de la première page.)

Le principe de la présomption d'innocence n'est pas davantage respecté dans la pratique. Certes, on enseigne aux étudiants en droit, mais la constatation vite, dès qu'ils entrent au barreau, que la réalité est différente. Lorsqu'un prévenu a été arrêté par la police et que des charges sont retenues contre lui, c'est à lui qu'il appartient d'apporter la preuve de son innocence pour ne pas être condamné. Et le témoignage d'un policier l'emportera toujours sur ceux de la défense.

Quant au principe fondamental de l'indépendance de la magistrature, il demeure lui aussi très théorique. En premier lieu, il n'existe pas en France comme dans d'autres pays un véritable pouvoir judiciaire indépendant. La Constitution ne mentionne qu'une simple autorité judiciaire dont l'indépendance est garantie par le président de la République. En second lieu, le juge pénal est placé dans une situation telle qu'il est difficile de faire preuve d'une véritable indépendance. Il est soumis à une pression constante de l'appareil policier qui l'influence

le plus souvent de façon déterminante. Le projet Peyrefitte ne fait que réduire encore la liberté du juge, aussi bien en ce qui concerne le prononcé de la peine qu'en ce qui concerne son exécution.

Si beaucoup de Français n'ont plus confiance dans la justice pénale, c'est peut-être aussi en raison du pouvoir souvent exorbitant que s'est octroyé la police. Ce service a acquis une influence démesurée dans notre pays. Au lieu d'être subordonné au service judiciaire et au pouvoir politique, il pèse d'un poids considérable sur le fonctionnement de la justice et sur les décisions du pouvoir politique.

Depuis quelques années, on observe toujours le même processus : ce sont les impératifs du maintien de l'ordre et les pressions de l'appareil policier qui sont à l'origine des projets tendant à renforcer la répression et à limiter l'exercice des libertés. Cette pression est suffisamment forte pour provoquer l'initiative du gouvernement. Ce dernier a les moyens de faire voter ses projets par la majorité des députés, surtout lorsqu'il parvient à rallier la majorité de l'opinion en exploitant

les mass media. C'est ainsi qu'ont été proposés la réforme de la loi sur les associations, en 1971, et le projet relatif à la fouille des véhicules en 1977. Ces deux réformes ont été adoptées malgré l'opposition du Sénat. Il a fallu l'intervention du Conseil constitutionnel, qui a fait prévaloir le respect des principes constitutionnels et des libertés fondamentales sur les exigences du maintien de l'ordre, pour que ces deux textes ne puissent entrer en application.

Le projet « sécurité et liberté » obéit à la même logique que les projets de 1971 et de 1977 : on veut profiter du conditionnement de la majorité de l'opinion publique pour faire voter un texte qui va à l'encontre des principes fondamentaux de notre droit pénal. C'est une grave erreur. Une aggravation de la répression ne donnera pas le résultat escompté. C'est, au contraire, un meilleur respect des règles fondamentales du droit pénal et une plus grande subordination de l'appareil policier qui pourront restaurer le prestige de la justice pénale et renforcer la sécurité.

LOIC PHILIP.

L'idée de convergences avec les socialistes progresse parmi les gaullistes

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a pu constater au cours de ses multiples déplacements en province tout au long de l'été que les adhérents du mouvement, devenus du score médiocre de la liste DIFP aux élections européennes de 1979, déconcertés par l'attitude ambiguë du groupe parlementaire — critiquant le pouvoir mais votant pour lui — troublés par la candidature de M. Michel Debré, se plaignaient de ne pas recevoir de précisions sur le projet de loi. Ils ont donc organisé, en septembre, un colloque à l'Assemblée nationale, à l'initiative de M. Chirac, pour Chirac, dans la capitale.

« Mardi 21 octobre, M. Jean Moe, secrétaire général adjoint du R.P.R., accompagné de M. Chirac, présentera la doctrine économique et sociale du mouvement rassemblées dans un livre sous le titre « Atout France ».

« Mercredi 22, le président du R.P.R. sera l'invité de l'émission de France-Inter, « Face au public ».

« Dimanche 26 octobre, réunion à Paris de quelque mille deux cents élus, cadres et responsables locaux auxquels M. Chirac s'adressera.

« Dimanche 30 novembre, fête de la fédération de Paris, avec un discours du président du R.P.R.

Trois ordres de préoccupations retiennent actuellement la réflexion des dirigeants du R.P.R. Ils veulent tout d'abord convaincre l'opinion — au-delà de leurs propres adhérents — qu'une autre politique économique et sociale que celle du gouvernement est possible.

Sans doute quelques gaullistes, comme MM. Olivier Guichard ou Jacques Chaban Delmas, estiment-ils qu'un R.P.R. assez fort pourra exercer une influence sur

les choix économiques du chef de l'Etat. En revanche, la plupart des cadres du mouvement ont renoncé à obtenir du présent régime la mise en œuvre de leur orientation nouvelle et ils se contentent comme autant de défis les affirmations de M. Barre selon qui seule la politique économique et sociale est justifiée. C'est pour cela que l'éventualité d'un changement de majorité est de plus en plus envisagée. D'abord carée pour la période suivant l'élection présidentielle — dans le cas d'une réélection de M. Giscard d'Estaing — cette hypothèse est maintenant avancée pour la campagne présidentielle elle-même. Après les allusions plus ou moins directes de M. Bernard Pons depuis plusieurs mois sur les convergences entre socialistes et gaullistes, M. Jacques Chirac lui-même, et pour la première fois, vient d'envisager la constitution d'une nouvelle majorité (le Monde du 18 octobre).

Une sorte de procédure explo-

ratrice préalable et secrète devrait en revanche, être engagée sous peu avec, pour objectif principal, de créer tout d'abord des divergences entre socialistes et gaullistes. M. Chirac a souligné que celles-ci portaient essentiellement sur le problème des nationalisations, laissant ainsi entendre que dans les autres secteurs les obstacles devaient être surmontables.

Les prises de position récentes du parti communiste ont été appréciées par beaucoup de gaullistes comme une facilité supplémentaire qui leur était offerte pour un rapprochement avec les socialistes. Depuis quelque temps déjà, les relations au niveau des hommes sinon à celui des appareils se sont améliorées. Les contacts directs ou indirects noués entre MM. Mitterrand et Chirac ont été démentis de façon ambiguë. Des conversations ont lieu épisodiquement à Strasbourg, dans certaines manifestations provinciales, au sein de tel ou tel conseil général, à l'Hôtel de Ville

L'Assemblée allège les droits indirects sur les alcools

De l'éloquence à haut degré...

La France viticole n'a pas attendu longtemps. Dès vendredi matin 17 octobre, l'Assemblée nationale a accueilli aux revendications des producteurs de cognac, d'armagnac et de minuscules producteurs de vin de France, le ministre du budget, M. Papon, qui a tenu à haut degré en arguant du respect de la réglementation communautaire, en prévenant que des mesures discriminatoires vaudront à la France d'être encore une fois condamnée par la Cour de justice de Luxembourg, en invoquant la position délicate des représentants français devant la Commission de Bruxelles, le 27 octobre ; en promettant, enfin, des facilités de crédit, des aides au stockage ou à l'exportation. Rien n'y fit. A bout d'arguments, valant par ce qu'André Gide avait nommé les « effluves capiteux du pressoir », M. Papon perdit pied : « Votez ! lança-t-il aux élus mais, avant d'applaudir, sachez que ce sera reculer pour plus mal sauter. »

Les électeurs de la deuxième circonscription de la Charente peuvent être fiers de leur député, M. Hardy, soutenu par une large majorité (311 voix contre 34), s'est montré un défenseur efficace des intérêts viticoles en obtenant un allègement substantiel des droits indirects sur certains eaux-de-vie. L'Europe, comme toujours dans ce genre de débats primordiaux, avait disparu depuis longtemps. Pour un peu, on eût dit le débat à « une soumission aux dictats de la Communauté ». Mais on entraînait là dans le domaine politique, car tout le monde ne faisait pas la même lecture de l'amendement de M. Hardy. A demi-victorieux, grâce à cet allègement fiscal sur les alcools, l'Assemblée accepte ensuite, sans coup férir, le « gag » de l'amendement de la majorité accordant une demi-part supplémentaire de quotient familial aux familles de trois enfants. Un gag pourtant constitué par une surtaxe sur les alcools.

La démographie ou l'Europe, il fallait choisir.

LAURENT ZECCHINI.

M. PAPON, ministre du budget, répond aux orateurs qui sont intervenus à propos de l'article 4 (majoration des droits indirects sur les alcools). Il s'élève contre « une tentative de procès contre le gouvernement ». Celui-ci, indique-t-il, a fait que s'aligner sur l'arrêt de la Cour de Luxembourg, qui rend obligatoire la modification de la structure du barème des droits indirects et pose le principe d'une taxation uniforme en fonction de la teneur en alcool des eaux-de-vie provenant de la distillation et des eaux-de-vie de vin et de fruits (l'article institue une majoration de 9,5 % des droits indirects sur les alcools et les boissons alcoolisées).

Le ministre du budget prévient que si l'arrêt de la Cour n'est pas appliqué, « un certain nombre de recours pourraient être introduits contre les producteurs français et des mesures de rétorsion risqueraient d'être prises, dont les auteurs ne seraient pas les premières victimes ». Il estime que les hausses prévues « ne peuvent être qualifiées d'insupportables ». Le ministre ajoute : « La France ne doit pas aborder la négociation de Bruxelles (le 27 octobre) en position de faiblesse : ce serait elle la principale bénéficiaire d'un accord d'harmonisation qui mettrait fin aux discriminations dont pâtit le cognac sur les marchés étrangers ».

L'Assemblée examine ensuite un amendement de M. HARDY (R.P.R., Charente) tendant à alléger — de 6 285 F à 5 540 F — les droits sur les spiritueux à base de vin, les vermouths et les vins

de liqueurs et assimilés ; de 7 655 F à 6 290 F les droits sur les eaux-de-vie de vin et de fruits et les whiskeys. Cet allègement serait compensé par une surtaxe de 2 660 F par hectolitre d'alcool pur (qui s'ajouterait aux droits de consommation) sur les boissons qui tirent au moins 18 % du volume d'alcool ; cette surtaxe s'appliquerait « aux spiritueux anisés, aux bitters, amers, goudrons, gentianes et tous produits similaires ».

Un long débat s'engage sur cet amendement, au cours duquel interviennent MM. HARDY, ALDUDY (U.D.F., Pyrénées-Orientales), BRANCHER (N.I., Charente-Maritime), DE LAFITTE (R.P.R., Seine-Maritime), VIDAL (P.S., Aude), COMBRISSON (P.C., Essonne), MALAUD (N.I., Saône-et-Loire), BÉX (P.S., Charente-Maritime), MARCHAND (P.S., Charente-Maritime), CHENAUD (U.D.F., Paris). L'amendement de M. Hardy, contre l'avis du gouvernement et de la commission des finances, est adopté par 311 voix contre 43 (le vote du groupe communiste, socialiste s'abstient). L'article 4 est ensuite adopté, par 233 voix contre 228.

L'Assemblée reprend ensuite la discussion des amendements précédemment réservés. Elle examine l'amendement des groupes R.P.R. et U.D.F., qui prévoit l'octroi, à partir du 1^{er} janvier 1981, d'une demi-part supplémentaire de quotient familial pour les familles ayant à charge trois enfants ou plus. Le gag est constitué par une surtaxe sur les alcools jusqu'au 31 janvier 1982. M. FABUS, au nom du groupe socialiste, propose un autre gag, consistant à l'abrogation provisoire du régime de la déduction forfaitaire de 30 % sur les revenus des propriétés urbaines. M. VIZET, au nom du groupe communiste, propose que la demi-part supplémentaire ne profite qu'aux familles dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche du barème de l'impôt sur le revenu (97 540 F). L'amendement de la majorité est seul adopté, avec deux modifications mineures du gouvernement.

Après l'article 2, l'Assemblée adopte à l'unanimité un amendement de M. CHENAUD qui stipule qu'à compter de l'imposition des revenus de 1980 les contribuables âgés de soixante-cinq ans, dont la cotisation d'impôt sur le revenu ne fait l'objet d'aucun « mouvement », sont assimilés, pour le paiement de la taxe d'habitation aux personnes qui font l'objet d'un « mouvement d'office ». Ils bénéficient, en outre, de l'ensemble des avantages sociaux accordés aux contribuables franchisés de l'impôt sur le revenu (exonération de la redevance radio et télévision et de la taxe de raccordement au réseau téléphonique à condition que les contribuables intéressés en fassent la demande). Cette mesure sera financée par une augmentation du droit de timbre sur les contrats de transport.

A l'initiative de MM. ICART (U.D.F., Alpes-Maritimes) et ALFANDRY (U.D.F., Maine-et-Loire), l'Assemblée adopte un amendement tendant à doubler le montant des limites de la réduction des droits de succession prévus pour les héritiers ayant plus de deux enfants (de 2 000 F à 4 000 F). La perte de recette résultant de cette mesure étant compensée par une majoration de la taxe sur les contrats d'assurance.

La séance est levée à 18 h. 45, la suite de la discussion des articles étant renvoyée à mardi 21 octobre.

« La commission exécutive de la fédération socialiste de Haute-Garonne a adopté, le 17 octobre, par 38 voix pour, 0 contre et 20 abstentions, une motion donnant mandat à son premier secrétaire de déposer la candidature de M. Mitterrand dès le 19 octobre.

Un gala pour la liberté d'expression à la salle Pleyel

Dans une période où les manifestations de l'intolérance se multiplient, un gala pour la liberté d'expression prenait jeudi soir tout son sens. La mise au scène elle-même illustre bien cette idée : tout au long du spectacle, la douleur du même mandat encore plus présentes les oppressions dénoncées par nos artistes. En outre, la variété délibérée des styles a permis à des artistes aussi différents que chanteurs lyriques, de variété, danseurs classiques ou modernes, et artistes de l'opéra de se produire. Au programme, Brecht de « L'opéra de quat'sous », de « L'opéra de quat'sous », de « L'opéra de quat'sous ».

Ce spectacle où la forme comme le fond était une première application de la cause défendue a été un franc succès. En effet, le public, certainement très motivé, a paraitement adhéré, en dépit d'une forme qui aurait pu paraître déconcertante. Il faut, en effet, souligner que les bénévoles seront directement reversés à des organismes humanitaires tels que Croix Rouge, Médecins du Monde et Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.

Dans ce but, une organisation confiée aux étudiants de l'Institut Supérieur de Gestion était essentiellement bénévoles. Cette soirée aura donc atteint ses objectifs si elle a contribué à renforcer la solidarité des artistes et du public autour de ce thème tant bafoué de nos jours.

A.E.S.G., 16, rue Spontini, 75116 PARIS

Polémique au sein de la fédération de Paris du P.C.

La direction de la fédération de Paris du P.C.F. répond aux cinq conseillers municipaux communistes qui ont contesté la procédure de désignation de M. Georges Marchais comme candidat à l'élection présidentielle (le Monde du 17 octobre). Le bureau fédéral déclare notamment : « Depuis des mois, leur pratique consistait : pour les uns, à refuser toute participation à quelque travail que ce soit comme dirigeants ou élus ; pour tous, à ne pas participer à la lutte pour la mise en œuvre de la politique du vingt-troisième congrès. Sans même parler des interventions publiques des uns ou des autres contre la politique du parti. »

Cela provoque la réprobation des communistes de Paris (le Monde du 17 octobre). « Force est de constater qu'ils n'ont rien fait pour empêcher et aggraver leur attitude, accep-

tent que le pouvoir et la bourgeoisie se servent d'eux pour déléguer le pouvoir fondamental à l'admirer le parti. »

« Intéressé, Mme Françoise Durand et MM. Michel Férignac, Henri Flabbin, Jean Gager et les communistes de Paris constatent que ce texte, publié dans l'Humanité, « invite les communistes à nous condamner sévèrement pour une initiative sur le contenu de laquelle les lecteurs sont laissés dans l'ignorance. »

« Nous sommes, poursuivirent-ils, affligés de constater que les accusations portées contre nous faussent le domaine du débat politique et font appel à des arguments calomnieux sur notre activité et nos motivations dans le but de nous discréditer aux yeux de nos camarades et de la population. »

de Paris ou sur les champs de foire de Corréze.

Deux sénateurs, MM. Christian Poncelet (R.P.R., Vaucluse) et Manuel Debré (P.S., Seine-Saint-Denis) se rencontrent régulièrement et informent scrupuleusement les chefs de partis respectifs.

M. Philippe Descharrière, ancien secrétaire général adjoint du R.P.R., vient d'écrire dans le mensuel Nouveau Siècle, organe du Mouvement pour le socialisme par la participation, dont il est le secrétaire général : « Je souhaite donc qu'un nouveau président gaulliste, pour la bien de la France et pour le bien des Français, fasse converger le courant socialiste et le courant gaulliste. Ces deux courants, enracinés, profonds, populaires, novateurs, fiers de leur passé, en charge de l'avenir ; laissent à l'arrière les pécunières à droite où ils sont bien, et d'un tout autre côté, les communistes seuls avec eux-mêmes. » La même revue publie un article de M. Michel Rocard.

Ce sentiment, qui semble pour le moment refléter celui d'une minorité, est en train de progresser parmi les militants R.P.R. au dire des dirigeants du mouvement.

La candidature de M. Michel Debré, en revanche, semble moins préoccupante. Les dirigeants de la rue de Lille. Aucune attaque n'est plus lancée, désormais, contre l'ancien premier ministre. On semble y avoir pris le parti de l'ignorer, quitte à remarquer que sa campagne électorale ne démarre pas de façon très convaincante.

Le candidat a retardé de plusieurs mois la publication de son « comité de patronage », bien qu'une cinquantaine de personnalités doivent, la semaine prochaine, rendre hommage à son initiative. Mais il ne semble pas que le maintien ou le retrait éventuel de M. Debré pèse d'un poids déterminant dans la décision que devra prendre M. Chirac.

ANDRÉ PASSERON.

مكازم الأصل

LE NOUVEL Observateur

CETTE SEMAINE

LE DÉFI JAPONAIS

Les Japonais sont arrivés. Fascinants. Inquiétants. Monsieur Japon, tout fraîchement nommé, va-t-il nous rassurer ? Pour mesurer l'ampleur du défi japonais, Le Nouvel Observateur lui ouvre toutes ses colonnes. Avec nos envoyés spéciaux et la totalité de nos rédactions (Economie, Politique, Armée, Lettres, Arts, Spectacles, Notre Epoque), entrez dans le secret des politiques industrielle, commerciale et militaire du Japon. Et apprenez à connaître cette société qui sait si bien imiter et encore mieux inventer.



Le Monde

Société

Jeunes juifs en France

II. — Les anciens et le nouveau

par DOMINIQUE POUCHIN

Amorce d'une action clandestine organisée ou réaction ténante au terrorisme antisémite, les quelques opérations de commandos qui ont suivi l'attentat de la rue Copernic — et l'attrait sensible qu'exerce l'idée d'auto-défense — traduisent surtout le désarroi d'une partie de la jeunesse juive en quête d'identité.

L'affirmation nouvelle et radicale de son judaïsme ne trouve guère d'écho dans les institutions communautaires, qu'elle juge timides et léthargiques. Mais cette poussée n'est pas davantage captée par les mouvements sionistes, partisans du « retour en Israël », dont l'influence reste marginale (« Le Monde » du 18 octobre).

Rothschild... Ce n'est plus un nom, c'est un wagon de clichés ! Voisin de Césaire dans les dictions du bon peuple, hors concours au palmarès des deux cents familles. Rothschild : un breiau de barons dans les salons de la haute, une brochette de hauts-de-forme au passage de Longchamp. Un fantasme en lingots dans les rêves éveillé des piliers de P.M.U. Un nom à rouler des « x » comme dans « grand capital », ou dans « grands monopoles ».

Une mine d'or, hier, pour la plume ou le fusil, fétide des petits messieurs de « Je suis par tout ». Le Diable encore, ou la gangrène de l'Occident menacé, dans les délires aryens de M. Fredrikson et de ses nazis « new look ». Rothschild c'est la suprême caricature dans l'imagerie classique de l'antisémitisme.

Maladresse peut-être que d'avoir voulu ces barons aux plus hautes charges de la communauté : M. Alain à la présidence du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) ; M. Guy à la tête du Fonds social ; David, fils du premier, à l'Organisation sioniste mondiale. Maladresse, peut-être, mais non point hasard. A gauche, de mauvaises langues susurrant qu'un jour, un de ces présidents en veine de confidences, a tout de go déclaré que les ancêtres leur avaient légué « la banque, les écuries et les institutions juives... ».

Mais l'héritage tel n'est pas un droit divin : les Rothschild sont élus, donc représentatifs. Non tant d'une « base sociale » — qui peuple davantage Barcelles ou Belleville que les hôtels particuliers du seizième arrondissement — mais bien de sa conviction, longtemps ancrée, qu'une poignée d'oligarques séculiers lui assurait, quand nécessaire, la meilleure carte de visite et lui garantissait ainsi la plus sûre des protections. Qu'un bon banquier vaut mieux qu'un marchand du Sentier pour les entrées à l'Élysée.

Un train de retard

Tilusion perdue ? La conviction, au moins, n'est plus aussi profonde, aussi largement partagée. Le doute est entré en la critique ouverte. Personne n'accusait les Rothschild d'avoir abusé de leur pouvoir : ils ont, de leurs fonctions, une idée et une pratique fort libérales. Non, au contraire, on leur reprochait plutôt, et là, de ne pas savoir — pas vouloir ? — en user quand et comme il convient. De murmurer quand il faut gronder, d'être discret quand il faut se montrer, de concéder quand il faut menacer. Bref ! s'indigne un jeune sioniste, « d'avoir un train... ou une génération de retard ! » et d'ignorer, volontairement ou non, ce qui se dit et se ressent en bas.

Les principaux cadres de la communauté sont, il est vrai, des survivants de l'holocauste, ou sont sortis des rangs de la Résistance. Ils ont rendu aux juifs de France droits et dignité, mais leur relève est encore loin d'être assurée. Un vide s'est creusé, qu'est venu aggraver un changement radical : l'arrivée massive, au début des années 50, des juifs d'Afrique du Nord.

Tout venait de changer, mais rien n'en transparut, du moins dans un premier temps. Les séfarades débarquaient, par dizaines de milliers, essayant d'oublier le soleil de Tunis ou d'Oran dans un F-4 grisâtre de Barcelles.

Rares ceux qui eurent alors une claire conscience du bouleversement elle était revêue, soudain, l'image consacrée, un peu jaunée, du juif de France ; de cet assis de la généralité.

gie connue plonge dans l'hexagone aussi loin que celle d'un Normand ou d'un Bourguignon pure souche : de ce fils, petit-fils ou arrière-petit-fils d'immigrant venu du froid, fuyant les pogroms d'autrefois ou les persécutions que le socialisme n'a jamais éteintes : en tout cas, de cet ashkénaze, parlant ou bredouillant le yiddish devant une carpe farcie, un soir de virée chez Goldenberg... Un bout de Diaspora, parfois très judaïsée, et souvent torturée dans sa judéité.

Image révolue : l'ashkénaze, désormais, était minoritaire. Le nouvel arrivant apportait avec lui d'autres habitudes, d'autres traditions, une autre culture : un judaïsme plus religieux, plus affirmé surtout, un peu militant. Des racines souvent plus populaires et une jeunesse volontiers démonstrative. Les séfarades : un sang tout neuf pour la communauté juive de France avec un cœur qui, lui, bat à l'unisson d'Israël, composante essentielle de leur identité.

Rien d'étonnant, dès lors, que les premières difficultés soient apparues au lendemain de la guerre : le dixième (1967). Jusque-là, la République, quatrième ou cinquième du nom, plutôt fâchée avec les Arabes du fait de son aventure algérienne, avait cajolé l'État juif. Et puis, de Gaulle rompit l'idylle. Sur Israël, la dispute entre le pouvoir et la majorité des juifs de France n'allait plus cesser.

La question d'Israël

Mais, s'envenimant, elle ne pouvait que susciter, au sein même de la communauté juive, des débats, bientôt des polémiques, sur la politique gouvernementale. Divergences, clivages, affrontements, ne devaient guère tarder : entre une discrétion qui se dit efficace et une fougue qui ne transige sur rien. Faiblesse, adonc, les uns tapage stérile, rétrograderont les autres. Et au milieu, bien sûr, mille et une nuances.

Nombre de jeunes, et beaucoup de séfarades se rangeront parmi les plus déterminés, à mesure que se confirme et s'accroît la pente

« pro-palestinienne » de la diplomatie française... sans que les dirigeants de la communauté changent assez au goût de leurs détracteurs, de discours et de ton. Ainsi la question d'Israël cristallise peu à peu les positions et rythme les querelles. Quoi de plus naturel ? Elle soude vraiment — au-delà des chicanes tactiques — la grande majorité des juifs français, qui, pour le reste, reflètent la diversité et les contradictions communes à l'ensemble du corps social.

Les critiques plus ou moins acerbes contre la « mollesse » du leadership communautaire à l'égard du pouvoir ont cependant fini par trouver un lien d'expression privilégiée avec la création, en 1979, du Renouveau juif. A son origine, M. Henri Hajdenberg, jeune avocat de trente-deux ans, le verbe haut, fougueux et tacleur, un sens aigu de l'initiative qui pape, un rien d'opportunisme et un brin d'ambition.

Il a fait 68, plutôt côté baricades, raconte-t-il, ont été fort déplorables : le mouvement étudiant, avec tant de juifs à sa tête, a foncé dans l'antisémitisme. Et la propagande dérapait, quel qu'en fussent les leaders, vers l'antisémitisme. Les organisations juives étaient délaissées : on baissait la tête devant des affiches qui nous agressaient. Personne pour nous défendre. Le ride ? Sous-entend-il l'antisémitisme et les barres de fer... « Nous protégeons nos créateurs qui expliquent le sens du mouvement de libération nationale du peuple juif : la communauté juive de France, de gauche... On ne se réclamait pas de M. de Rothschild devant un parterre de « maos » un peu nerveux !

Très vite, pourtant, M. Hajdenberg fréquente — un peu — l'Establishment « qui cherche à se lier à ces jeunes trop incertaines ». Brève rencontre... 1973 : « J'ai ressenti plus que jamais, au moment de Kippour, l'incapacité de la communauté à répondre à la politique gouvernementale... » La fosse se creuse. Avec des amis, « et peu de moyens », il fera « des choses qui font du bruit ». En 1976, en 1977 et de nouveau le 27 avril dernier, trois énormes meetings pour Israël, organisés « en lisère » des institutions représentatives, regroupent des dizaines de milliers de juifs. A la tribune, dans la foule, le diatribe fait rage contre un pouvoir « qui se vend pour du pétrole ».

Entre-temps, les promoteurs du Renouveau ont testé le « vote-sanction » : leur propagande a fait passer M. Jacques Dominiati, aux municipales, dans le quartier le plus juif de la capitale. Ils ont reçu un coup de poing d'Israël : M. Avi Primor, envoyé de Jérusalem pour diriger l'Agence juive, ne leur a pas ménagé son soutien. Et M. Hajdenberg s'est retrouvé membre du CRIF, sans rien représenter que lui-même, du moins officiellement. Un titre et quelques honneurs, histoire de l'amadouer ? Peut-être, mais, alors, c'est raté.

haut d'une communauté transformée en « groupe de pression » ! Est-il, cette fois, allé trop loin, ou trop vite ? Les critiques pleuvent. Toutes ne viennent pas des notables contestés, tant s'en faut.

On lui reproche bien sûr de croire — value et folle prétention — à un sionisme à l'américaine : un lobby, un vote qu'on marchandise et un soutien sans nuances non pas à l'État d'Israël — et au principe sacré de son existence — mais à la politique, quelle qu'elle soit, de son gouvernement. Faux procès, réplique M. Hajdenberg, mais « la communauté française ne pourra vraiment dialoguer avec les dirigeants israéliens, et donc éventuellement les contester, que lorsqu'elle aura fait la preuve de sa fidélité et de son énergie ». Comment donner tant de pages sans l'insolence d'abord, le droit de critiquer ? Cercle vicieux.

Reste l'essentiel : cette volonté farouche de structurer la communauté juive, d'homogénéiser ses choix politiques, de durcir son discours et ses attitudes ne conduit-elle pas tout droit — si elle était suivie — à un nouveau ghetto ? Le Renouveau juif cherche à se démarquer : sa présence, très « indépendante » et

coupe du reste du cortège, dans la manifestation « unitaire » qui a suivi l'attentat de la rue Copernic — sous prétexte de ne pas défilier à la remorque des communistes, « ennemis jurés d'Israël » — prouve en tout cas qu'un certain « isolement » n'est pas toujours pour lui déplaire.

Pour bien des juifs, ceux de gauche surtout, qui manifestent une vitalité nouvelle — récupérant nombre de fils prodiges, ex-gauchistes en quête de racines — l'opération Renouveau cache surtout un « néo-poujadisme » : un rassemblement de mécontents alimenté par l'exaspération croissante face à la politique pro-palestinienne du pouvoir, un « mouvement émotionnel » dont le succès pourrait bien n'être qu'éphémère. Le Renouveau lance un de ses jeunes militants, c'est un CRIF qui crée quand l'autre murmure. Ça plait, parce qu'aujourd'hui il faut crier.

Et demain ? Le bouillonnement de judaïsme français ne peut rester sans écho au sein de ses institutions. Les relèves approchent. Est-ce un hasard si M. Hajdenberg, l'homme-orchestre du CRIF qui crie à « Israël », depuis trois ans qu'on le lui a offert, quitte son siège à la tête de celui qui murmure ?

FIN.

« Pas besoin de ghetto »

Son judaïsme, c'était seulement, à la maison, le journal et la musique yiddish de papa, la cuisine traditionnelle de maman, les courses à Belleville à la veille de Pessah (la Pâque) ou de Roch Hachana (le Nouvel An). Rien de plus, ni leçon de rabbin, ni jeûne à Kippour, ni shabbat à la synagogue. Il était juif en famille, sans angoisse ni questions. Et juif par l'admiration du père, parti de sa Pologne natale, un jour de 1956, l'emportant sous son bras, lui qui n'avait que deux ans.

Un père pas comme les autres : juif et communiste, formé à Varsovie aux écoles du parti, monté en graine, promu très haut. Mais décidément juif. Il a l'habitude, s'est réfugié dans la « patrie de la classe ouvrière » et le petit père des peuples l'a envoyé en Sibérie. Mais décidément « rouge » : à peine sorti du goulag, il retourne en Pologne construire le socialisme. Mais décidément juif : en 1956, le parti jugera troublé son intérêt pour le théâtre et la culture yiddish : agent sioniste bien sûr... Il est venu en France.

Le fils, juif français né en Pologne, a fait longtemps de la belle histoire du père l'essentiel de son judaïsme. Hors la maison, à Saint-Denis, dernier refuge de la famille, rien ne le

faisait juif : il ne s'en embarrassait guère. La tripe paléenne l'a poussé au militarisme : lui aussi avait donc juif et rouge ; un flirt avec les communistes, le suivant avec les trotskistes ; le temps d'assouvir un besoin de ténacité.

« De ma banlieue, je n'avais jamais vu de fascistes », raconte-t-il. Mais à Sciences-Po, l'aïeul qu'Assas existait. Je les ai vus casqués, bottés et harnachés. J'ai vu leurs croix gammées... et puis des croix gammées... « Son judaïsme, jusque-là limité à la sphère familiale, acculé pour le reste par un environnement qui jamais ne l'avait menacé, se réveille peu à peu. Monocé ? « Pas du tout, sinon le serait-il pas. J'étais un juif, un bon d'Israël. Je n'étais pas juif parce que j'avais l'existence d'une communauté. Cette dimension collective, je ne l'ai découverte que face aux menaces et aux agressions... »

Il a gardé le cœur à gauche, a fait un petit tour de droite (quelques mois au Front des étudiants juifs, pseudopode du Betar) et, avec des copains, formé l'O.J.D. (Organisation juive de défense). « Je n'ai pas besoin de ghetto pour me sentir dans ma peau, dit-il, mais je dois défendre ma communauté si le veut vivre juif en paix. »

Le GRECE envisage de différer son prochain colloque

Les dirigeants du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) ont annulé une réunion qui devait avoir lieu mercredi soir 15 octobre dans un hôtel de Toulouse, la direction de celui-ci ayant reçu plusieurs coups de téléphone anonymes menaçant de « faire sauter » l'établissement. Ils envisagent également de reporter à une date ultérieure leur quinzième colloque annuel prévu le dimanche 30 novembre, au Palais des congrès à Versailles. Victimes de menaces de plus en plus nombreuses depuis l'attentat de la rue Copernic, les dirigeants, en effet, que ce rassemblement ne donne lieu à des affrontements encore plus violents que les incidents qui avaient marqué leur quatorzième colloque, le 9 décembre 1979, au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris. C'est au cours de ces assises que l'Organisation juive de défense (O.J.D.) avait, pour la première fois, protesté publiquement et violemment contre les thèmes idéologiques de la « nouvelle droite », dont le GRECE est le laboratoire culturel.

Refusant de « céder aux pressions qui relèvent du terrorisme intellectuel » et menant actuellement une intense campagne de presse sur le thème « haine au racisme et à la violence », les dirigeants du GRECE n'ont pas encore arrêté leur décision. Leur quinzième colloque restera, pour l'instant, maintenu, mais, s'il a lieu, il s'agira d'une manifestation « strictement privée », ouverte uniquement aux porteurs d'invitations personnelles.

Thème retenu : « La cause des peuples ». Les animateurs du groupement se proposent d'évoquer notamment les ethnocides commis sous l'empire des totalitarismes politiques et religieux, dans le droit fil du colloque de

1979, qui avait été consacré à la dénonciation des « exigences totalitaires » des religions monothéistes. A la suite de ces débats et des incidents qu'ils avaient suscités, le secrétariat du GRECE avait d'ailleurs, à l'époque, reçu un colis contenant deux bâtons de dynamite.

« Libération paléenne » En préambule au quinzième colloque, le GRECE exalte, dans le numéro 36 de sa revue bimensuelle, la nécessité d'une « libération paléenne » : « Parallèlement à la responsabilité du christianisme dans la naissance du cycle égalitaire, celle du monothéisme dans l'avènement de l'intolérance, nous réaffirmons de plus en plus évidente », écrit notamment l'éditorialiste. « Nous n'opposons pas l'intolérance à l'intolérance, nous opposons la haine des Hellènes et la Nazareth, nous préférons lutter contre la parole de Paul selon laquelle, désormais, il n'y aura plus « ni Juifs ni Grecs ». Nous sommes prêts à nous battre pour le droit des peuples à honorer leurs dieux — même quand ce Dieu s'appelle Jésus. Nous n'admettrons pas, en revanche, qu'on nous empêche d'honorer les nôtres. »

D'autre part, M. Alain de Bendat affirme que « la christianisation de l'Europe, l'intégration du christianisme au système mental européen, fut l'événement le plus désastreux de toute l'histoire humaine à ce jour, la catastrophe au sens propre du terme ». Si ce langage n'est pas de nature à mettre fin aux polémiques sur la « nouvelle droite », il semble valoir au GRECE de nouveaux sympathisants. Le Club des Cent, créé par le GRECE, en octobre 1979, pour rassembler ses adhérents, est devenu le Club des Mille. — A. R.

VENT DE PARAITRE

L'INDEX 1968 DU "MONDE"

UN VOLUME DE 1320 PAGES
REPERTORIANTE TOUTES LES INFORMATIONS PARUES
DANS LES 8000 PAGES DU "MONDE" DE 1968.

Index analytique est un dictionnaire-catalogue où chaque information est résumée, analysée et classée chronologiquement suivant l'ordre alphabétique.

PRIX EXCEPTIONNEL DU VOLUME : 695 F.
Ce prix sera maintenu jusqu'au 31 décembre 1980.

Index actuellement disponibles : 44-45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58.

Cette publication est complémentaire de la réédition du journal "Le Monde" en mini-format (12 années déjà parues, dont 1968).

OFFRE SPÉCIALE : INDEX ANALYTIQUE 68 + MONDE EN MINIFORMAT AU PRIX EXCEPTIONNEL DE 2 300 F (au lieu de 2 695 F).

En vente au journal "Le Monde", 5, rue des Italiens, 75247 Paris.
Chez l'éditeur : en lui adressant le bon de commande ci-dessous.

Editeur RALPHES.

8-10, Place de la Mairie, 89330 Saint-Julien-du-Sault. Tél. (86) 63.21.57 - Télex 801.193

Je désire recevoir :
☐ exemplaire(s) de l'Index 1968, au prix exceptionnel de 695 F (jusqu'au 31.12.80).
☐ exemplaire(s) combinés de l'Index 1968 et du "Monde" en mini-format 1968, au prix exceptionnel de 2 300 F.
☐ une documentation complète de l'Index analytique du "Monde". ☐ du "Monde" en mini-format.
☐ Trouvez ci-joint un chèque de F.

Une facture me sera envoyée à réception de ma commande.

Nom : _____ Société : _____
 Adresse : _____ Tél : _____
 Signature : _____ Profession : _____

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS CEDEX 05
C.C.P. Paris 697-21

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - F.O.M.
224 F 371 F 521 F 671 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
281 F 501 F 651 F 801 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
284 F 504 F 654 F 804 F

II. - SUISSE - TUNISIE
284 F 504 F 654 F 804 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux fois par an) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكاتب التحرير

JUSTICE

LES POURSUITES CONTRE LE LEADER DE L'EX-FANE

M. Fredriksen va faire appel du jugement le condamnant à dix-huit mois de prison dont douze avec sursis

M. Marc Fredriksen, leader de l'ex-FANE, a l'intention de faire appel du jugement qui l'a condamné, vendredi 17 octobre, à dix-huit mois de prison dont douze avec sursis. L'appel

étant suspensif, M. Fredriksen, qui était prévenu libre et n'était pas présent lors de la lecture du jugement, ne connaîtra son sort qu'après la décision de la cour d'appel.

M. Marc Fredriksen, ancien dirigeant de la Fédération d'action nationale et européenne (FANE) dissoute le 3 septembre, a été condamné, vendredi 17 octobre, (nos dernières éditions), par la dixième chambre correctionnelle de Paris qui présidait M. Jean Schewin, assisté de MM. Gaston Quilichini et Georges Boyer - Chamard, à dix-huit mois de prison dont douze avec sursis, à 3 000 francs d'amende et à 6 000 francs de dommages et intérêts pour chacune des cinq parités civiles constituées : le mouvement contre le racisme et

pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.), la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.R.A.), la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes, le Comité d'action de la Résistance et le Comité pour l'égalité de la Résistance.

L'importantes forces de police protégeaient le palais de justice au moment où le président donnait lecture du jugement. Quelques dizaines de militants d'extrême gauche étaient repoussés par les C.R.S. Les forces de l'ordre ont interpellé vingt-trois personnes, pour la plupart membres de la Ligue communiste révolutionnaire, qui manifestaient aux cris de « Giscard-Bonnet, complices des assassins ! ». Tous les manifestants interpellés ont été relâchés dans la soirée. Pour entrer dans la salle d'audience, des mesures de sécurité avaient été prises, et le portique de détection fonctionnait.

Le jugement, de plus de cinquante pages, établit à l'encontre de M. Fredriksen les trois délits pour lesquels il était poursuivi par le ministère public : « diffamation raciale », « provocation à la discrimination », « apologie de crimes et délits et complicité ».

La diffamation raciale ressort, selon les juges, des écrits de M. Fredriksen au sujet du « mythe des six millions de morts juifs », fabriqué selon lui par les juifs eux-mêmes pour obtenir de substantiels dommages de guerre des Allemands. Dans divers articles, on relevait des phrases comme celles-ci : « Les camps du III^e Reich sont une invention de la propagande juive », « La propagande juive a fait croire à la fable ignoble d'un prétendu massacre des juifs... » Notre conception est de défendre notre culture, nous avons le droit d'être gouvernés conformément à notre ascendance aryenne à 100 % ».

La « pourriture » et l'holocauste

Entre autres éléments de diffamation raciale, le numéro Notre Europe du 24 juin 1980, dans lequel M. Fredriksen accuse Jesse Owens d'avoir accepté d'être « accablé l'idée que des motifs raciaux avaient poussé Hitler à lui tendre la main pour le féliciter de son succès. En échange, l'organisation nazie lui aurait versé des honoraires de quelque 500 000 francs (sic) par an ».

Le délit de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale est constitué

Les polémiques entre les syndicats de policiers

Les déclarations faites au lendemain de l'attentat de la rue Copernic par les responsables de deux syndicats de la police, et dénonçant la présence dans les rangs de collaborateurs néo-nazis, ont suscité prises de positions, réactions et démentis.

M. Marcel Bonnetcarrière, directeur du personnel et des écoles de la police nationale, mis en cause, le 4 octobre, lors d'une conférence de presse, par M. José Delorm, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.), a démenti qu'un membre de sa direction soit affilié à une organisation néo-nazie.

M. Bonnetcarrière a rendu public, le vendredi 17 octobre, la lettre qu'il a adressée, le 10 octobre, à M. Delorm, et où il écrivait notamment : « Les graves événements de ces jours derniers et vos déclarations prématurées à la presse me conduisent à démentir formellement l'accusation grave que vous portez contre un fonctionnaire de mes services, qui n'a jamais appartenu à une organisation néo-nazie et à son poste actuel n'a jamais manifesté, d'une manière ou d'une autre, la moindre sympathie à l'égard d'une organisation de ce genre ».

D'autre part, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a reçu, à leur demande, vendredi, les représentants de quatre syndicats de policiers, MM. Paul Florent, secrétaire général du Syndicat des commandants et officiers, Ferdinand Le Dain, président du Syndicat des gradés, Rémy Halbwax, secrétaire général du Syndicat indépendant des gradés, et Serge Tavernier, président du Syndicat des corps en civil.

par de nombreux articles parus dans neuf numéros de Notre Europe, où il est notamment question de « la même pourriture de l'impérialisme et du stalinisme » ou on accuse les juifs « de ne pas en être à un holocauste près, et le stalinisme de constitution de sorte criminelle ». On y explique aussi que « le salut nazi brutalement ouvert signifie : je viens en ami, alors que le salut marxiste, avec le poing fermé, est un symbole de vengeance sans de la fête juive du Pourim, qui rappelle le massacre de soixante-dix mille non-juifs ».

Enfin, le délit d'apologie de crimes de guerre ressort du fait que la revue porte en exergue, chaque mois, la date anniversaire de l'incarcération de « notre camarade Rudolf Hess », ainsi que d'autres écrits justifiant les attentats contre M. Paul Cacheux ou l'assassinat de Pierre Goldman.

Au terme du jugement, M. Fredriksen s'étant rendu coupable des délits susceptibles de conséquences graves telles que le mépris, le rejet et la violence à l'égard de certains groupes de personnes », a donc été condamné à une peine de prison ferme.

Le jugement déclare notamment : « Ces textes, lus en particulier par des jeunes, justifient les actes commis au nom des idéologies fascistes ou nazies, glorifient les chefs de l'Allemagne hitlérienne condamnés à Nuremberg, défendent et encouragent les militants néo-nazis actuels, approuvés par ces textes dans la mesure où ils participeraient pour promouvoir leurs idées à des actions violentes ».

Le président du tribunal a insisté sur le fait que « le prévenu n'était jugé que pour ses écrits ». M. Fredriksen, actuellement hospitalisé à Rambouillet, à l'attention de faire appel. Il s'agit, selon lui, d'un jugement « polémique ». La décision du tribunal a en tout cas satisfait les représentants des parties civiles, qui tous ont considéré qu'il s'agissait d'un jugement « de qualité ». Au cours d'une brève conférence de presse, les représentants des comités internationaux des camps de déportation ont également approuvé le jugement et mis en garde contre la montée du néo-nazisme. M. Marcel Paul, ancien ministre, Robert Sheppard et Mme Chombarde de Lauwe, notamment, ont insisté sur la responsabilité de chacun. « Nous avons manqué de vigilance », ont-ils dit. Ils ont également condamné le laxisme des pouvoirs publics.

LES RÉQUISITIONS AU PROCÈS DES AUTONOMISTES BRETONS

Ce sont de longues peines qu'a requises le vendredi 17 octobre, devant la Cour de sûreté de l'Etat, l'avocat général M. Jacques Colette contre les six autonomistes bretons accusés d'avoir participé à deux reprises, les 6 mars et 29 mai 1979, l'immeuble abritant à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) les services des renseignements généraux (le Monde du 15 et 16 octobre).

Il a requis contre M. Jean-Charles Grall, âgé de vingt-cinq ans, déjà condamné en juin dernier à deux ans de réclusion criminelle, une nouvelle peine du minimum de sept ans de réclusion criminelle ; contre M. Hervé Le Bevilion, trente-trois ans, un minimum de six ans, et pour M. Claude Briant, vingt-cinq ans, cinq ans de cette même peine.

Contre MM. Jacques Surzur, âgé de trente-trois ans, et André Le Cunff, âgé de vingt et un ans, l'avocat général a requis une peine supérieure à quatre ans de prison contre le premier, et une peine de quatre ans de prison contre le second. Trois ans d'emprisonnement pouvant être assortis d'un sursis ont été requis contre Mlle Marie-Noëlle Tréguer, vingt-trois ans.

M. MARCEL BARBU EST POURSUIVI POUR ESCROQUERIE

M. Gilbert Estève, juge d'instruction à Fontenay (Val-d'Oise) vient d'inculper M. Marcel Barbu, qui avait recueilli 279 683 voix à l'élection présidentielle de 1980, d'abus de biens sociaux, escroqueries, abus de confiance et infractions aux lois des 7 et 13 août 1987 régissant les sociétés civiles immobilières. M. Barbu a été placé sous contrôle judiciaire ainsi que son épouse et un de ses collaborateurs, M. Jean-Jacques Barbet.

En 1985, M. Marcel Barbu avait créé une association régie par la loi de 1901, l'Association pour la construction et la gestion immobilière de Sannois (A.C.G.I.S.). Cette association avait pour but de faciliter la construction d'appartements en fournissant à ses membres, à moindre frais, des moyens d'étude, des terrains à bas prix et des prêts avantageux. En 1976, devant l'infatigable galopade des cotisations, ainsi que le refus de l'association de divulguer les comptes, plusieurs adhérents avaient porté plainte. Une expertise financière était alors ordonnée et permettait de découvrir plusieurs jeux d'écritures illégaux.

L'expertise aurait dévoilé des détournements importants de fonds entre 1964 et 1976.

● L'expulsion de M. Malley. — La Ligue des droits de l'homme déclare que, « connaissance prise des conditions dans lesquelles il a été procédé à l'expulsion de M. Simon Malley (directeur de la revue Afrique-Asie), elle ne peut que condamner l'attitude du ministre de l'Intérieur, les mesures qu'il a cru devoir prendre et la façon dont ces mesures ont été mises à exécution. Une fois de plus le gouvernement français a accepté de violer ouvertement des principes dont il affirme volontiers le défenseur, pour céder aux pressions de chefs d'Etat étrangers dont le comportement, au regard des droits de l'homme, n'est pas exempt de critiques ».

● Un nouveau président pour le Conseil supérieur du notariat. — M. Jacques Bernard, notaire à Toulon, a été élu le 15 octobre président du Conseil supérieur du notariat. Il succède à ce poste à M. Pierre Delommes, notaire à Villeneuve-d'Ascq (Nord), qui assumait ces fonctions depuis 1978.

UN ETRANGE PHENOMENE DANS LA PRESSE

Parce qu'elles jettent sur l'actualité un regard différent Parce qu'elles prennent résolument parti, mais récusent tous les dogmatismes

les nouvelles littéraires

en un an, sans tapage ni promotion spectaculaire, sans pages couleurs, ni papier glacé, ont multiplié leur vente par 5, et leurs abonnements par 4

A partir de cette semaine, les nouvelles littéraires ont décidé d'aller PLUS LOIN...

Ne soyez pas les derniers à découvrir avec

les nouvelles littéraires

qu'aujourd'hui la culture est la clef qui ouvre la porte de l'événement

chaque jeudi, 7F

ABONNEMENT SPECIAL D'ESSAI 14 numéros pour 60F

NOM
ADRESSE

A découper et retourner aux Nouvelles littéraires, 10, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

Règlement par chèque bancaire ou CCP Paris 19704 19 R à l'ordre de : SECS, les Nouvelles littéraires.
CANADA : Vente au numéro et abonnements : LNP 4435, bd des Grandes-Prairies, St-Léonard, Montréal. Périodica, 7045, av. du Parc, Montréal, Henri Chaloin, 1665, av. Delguy, Québec

théâtres

11-12 d'Iry (072-57-42) :
 Pourquoi Benedetti
 cide? (sam., 20 h. 30; dim.,
 16 h.)
 Théâtre des Amandiers, Nanterre
 (922-18-81) : Vichy
 (sam., 20 h. 30).
 Théâtre 18 (226-47-47) : Il
 n'y a pas d'avis ni noir (sam.,
 13 h. 30).
 Théâtre Parle-Bas, Nanterre
 (975-91-64) : L'ivre et Rabe-
 lay (sam., 20 h. 30; dim.,
 13 h.).
 Théâtre de la Ville : Le
 Malade imaginaire (sam.,
 20 h. 30).
 Théâtre de la Ville (922-18-81)
 (49-92) : Les Femmes de
 sam. 14 h. 30; dim., 14 h. 30).
 Théâtre de la Ville (922-18-81)
 10-54) : I l'Amour
 cobaye (sam. et dim., 20 h.).
 Théâtre de la Ville (922-18-81)
 (1594-72-00) : Groupe
 20 h. 30). (sam. et dim.)

Opéra (743-87-50) : Musical
 macher (dim. 14 h. 30).
 (396-12-20) : V
 (samm. 20 h. 30).
 Comédie (samm. 20 h. 30) :
 (samm. 20 h. 30) : E
 Singulier (dim. 14 h. 30) : le
 geols sans l'absence (dim. 20 h. 30)
 (325-70-33)
 (samm. 20 h. 30).
 T. & F. (743-88-08) :
 (samm. 19 h. 15).
 T. S. P. : Seul c
 h. 30; dim. 16 h.).
 C. e. t. : Dix ans de
 taires suisses (samm. et dim. 14 h. 30)
 17 h. 15 :
 (581-28-24)
 Cirque :
 et dim. 14 h. et 16 h. 30) ; Ball
 (samm. 20 h. 30)
 dim. 16 h.).
 de la ville (274-11-34)

[illegible]

Samedi 18 - Dimanche 19 octobre

[illegible]

14 (365-15-773) : Luc
 cles ; Hante survalance (sam.
 29 h. dim.)
 15 (274-11-51) :
 l'écume des jours (sam. 29 h.
 dim. 15 h.)
 16 (294-09-30) : Fial
 out ; Le wedge (sam. 29 h. ;
 dim. 15 h.)
 17 (294-09-30) :
 le Pégase de Pigaro (sam. 29 h. 30
 dim. 15 h.)
 18 (294-09-30) :
 L'impropre de Versailles ; la Noce
 chez les petits-bourgeois (sam.
 29 h. 30 dim. 17 h.)
 19 (294-09-30) :
 Théâtre d'été (sam. 29 h. 30
 dim. 15 h.)
 20 (293-02-30) : J. Sa-
 marin (sam. 29 h. 39 ; dim.
 17 h.) - II : le Médéric maigre
 (sam. 29 h. 39 ; dim. 17 h.)
 21 (294-09-30) : Le Serend-
 22 (sam. 29 h. 40 ; dim. 17 h.)
 Tristan-Bernard (252-48-40) :
 23 (294-09-30) :
 24 h. ; dim. 15 h. 30 et 16 h. 30)

Les chansonniers
 1 (274-11-51) : République (278-44-45) :
 2 (274-11-51) : mais qui n'attend rien
 3 (274-11-51) :
 4 (274-11-51) :
 5 (274-11-51) :
 6 (274-11-51) :
 7 (274-11-51) :
 8 (274-11-51) :
 9 (274-11-51) :
 10 (274-11-51) :
 11 (274-11-51) :
 12 (274-11-51) :
 13 (274-11-51) :
 14 (274-11-51) :
 15 (274-11-51) :
 16 (274-11-51) :
 17 (274-11-51) :
 18 (274-11-51) :
 19 (274-11-51) :
 20 (274-11-51) :
 21 (274-11-51) :
 22 (274-11-51) :
 23 (274-11-51) :
 24 (274-11-51) :

Batacian (700-30-12) : J. ~~W. H. H. H.~~
(sam., 20 h. 30).

Robine (322-74-84) : les Quillapues
 (seam. 20 h 45 ; dim. 17 h.)
 Crypte Sainte-Agnès (298-89-32)
 P. Camarero (seam. 22 h 30)
 La Liberté (350-30-30) : les Années
 Mamma Be (seam. 30 h 15 ; dim.
 17 h 30)
 Grynnase (770-18-15) : Cottoche (seam.
 21 h ; dim. 15 h)
 Olympia (742-25-42) : G. Bécard
 (seam. et dim. 21 h.)
 Le Pigeon (350-30-30) : les Années
 noires (seam. et dim. 22 h.)
 Palais des congrès (758-22-56)
 Julien Clere (seam. 21 h ; dim.
 17 h.)
 Palais des glaces (807-49-63) : Tania
 Maria (seam. 30 h 30 ; dim. 15 h.)
 La Liberté (350-30-30) : les Années
 la Liberté d'expression (seam.
 21 h 30)
 (333-30-32) : M.-P. Berle
 (seam. 30 h 30 ; dim. 17 h, dim.

[illegible]

(200-12-27)

THEATRE

Centre Pompidou : Quarantaine (samm. 20 h. 30; dim., 16 h.)
Carrousel du Louvre : Une visite (samm. 20 h. 30; dim., 15 h. 30).

Offices du Nord (206-34-36)
Wislottia, Wislottia (samm. 20 h. 30, décroché)
Musée de l'Aquarium (374-2111) : Wylly (samm. 20 h. 30; dim., 15 h. 30).

PERFORMANCES

marina : Centre (321-42-30) :
Joan Jones (samm. 21 h.).

EXPOSITIONS

10th Miami Modern (733-51-27) :
Savannah : 10th Miami Modern, de 12 h. à 17 h. 40.

Ln. 20 oct. / 20 H

**LE PLUS GRAND
SPECTACLE-WESTERN AMÉRICAIN
CONTINENTAL-COWBOY**

JIMMIE RODGERS - GARY GENTRY
DIANE VARGA - THE LE GARDES
Invité spécial : FARON YOUNG
et LES RENCONTRES
INTERNATIONALES DE RODÉO
U.S.A. - FRANCE

LOCATION : AUX "FNAC"
jour du spectacle à l'Hippod

**En V.M. : ELYSÉES LINCOLN - ST-GERMAIN VILLAGE - 7 PARNASSIENS - OLYMPIC
ENTREPOT. En V.F. : ST-LAZARE PASQUIER - BERLITZ**

La Veuve Montiel

FESTIVAL DE BIARRITZ 80
PRIX DU JURY
à l'unanimité
PRIX A.F.C.A.E.

NELSON VILLAGRA

Par 5000 mètres de profondeur, un combat impitoyable.

**LA
GUERRE
DES
ABIMES**

LORD GRADE *THEY* MARTIN STARGER
"LA GUERRE DES ANIMÉS"
Avec JASON ROBARDS · RICHARD JORDAN · DAVID SELBY · ANNE ARCHER · JAMES CROMWELL
MARTIN STARGER · WILLIAM FRYE · JERRY JAMISON
Scénario de ADAM KENNEDY · Adapté de ERIC HUGHES · Musique de CLIVE CUSSELL · Montage de JOHN BARBER

هكذا من الأهل

CONJONCTURE

Les prévisions de la Commission européenne

- Reprise possible au cours de 1981
- Aggravation du chômage

Bruxelles (Communautés européennes). — Une conjoncture économique réduite à + 1,3 % en 1980, et à + 1,1 % en 1981, un chômage qui n'en finit pas de croître — 6 % de la population active en 1980, 6,8 % en 1981, — une inflation vive, telles sont les prévisions peu réconfortantes pour la Communauté que l'on découvre dans le rapport économique annuel 1980-1981, qui vient de paraître de la Commission européenne. Cependant, le diagnostic des experts bruxellois n'est pas aussi sombre que ces données chiffrées portent à le croire. Les experts considèrent que l'économie de la Communauté a plutôt mieux résisté au second choc pétrolier que celui de

1973, et entretiennent des chances raisonnables de reprise économique à partir de 1981. Le ralentissement de l'activité début 1980 résulte surtout de la réduction de la consommation privée, qui a suivi les hausses de prix entraînant par le mécanisme du pétrole. En revanche, et c'est un élément encourageant pour l'avenir, l'investissement privé est resté jusqu'à présent relativement dynamique, atteignant un taux de croissance réel de 2,2 % en 1980.

Pour l'heure, le chômage continue d'augmenter à franchi pour la première fois, en septembre, le cap des 7 millions (7,1 millions).

De notre correspondant

table qu'il faut supporter quelque temps, la Communauté a perdu du terrain dans la compétition mondiale par rapport aux Etats-Unis et au Japon : la part dans le déficit de la balance des paiements courants de l'O.C.D.E. est passée d'environ 100 milliards en 1979 à près de la moitié des totaux plus importants attendus pour 1980 et 1981.

Conséquence en matière tactique : s'écarter des politiques traditionnelles de gestion de la demande. Dans cet esprit la Commission plaide pour une modération des dépenses dans les pays où l'économie est compétitive, et peut envisager des hausses de salaires réels en 1981.

Quelle politique pour renforcer les chances de survie ? La Commission formule une double recommandation : une déclaration de l'inflation, assurée la modernisation, qui avertit du renforcement du potentiel économique. A cet égard, la Commission estime que, au-delà de l'impact du commerce extérieur, le choc pétrolier a eu un effet négatif sur un changement

duction des déficits, par l'effet négatif de la dépréciation de l'activité, et qui a entraîné un changement de terrain. La structure des dépenses et des investissements publics, la Commission le convient, ne peut pas être maintenue sur le financement de la consommation. Les dépenses sociales, encore l'aide aux entreprises, un défi, pour donner résolument la priorité aux investissements dans les secteurs les plus porteurs, aux actions visant à accroître la productivité. La Commission insiste sur l'importance de donner un élan important aux industries dont la production est en baisse, et à l'économie d'énergie. Une réduction des importations de pétrole obtenue grâce à des investissements entraînant une économie d'énergie stimulant l'activité économique par la demande, dans l'attente de la dévaluation des importations, a fait des importations, de façon plus générale, le rapport observe, la reprise économique ne peut pas être obtenue sans un effort d'investissement. Parmi les industries, le rapport privilégie celles qui ont des perspectives de croissance, les secteurs de l'énergie, de l'électronique, de la chimie.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

CONSUMMATION

Les Rencontres européennes

Le boycottage est une arme d'ultime recours qu'il n'est pas question de réglementer

déclare M. Monory

Les Rencontres européennes de la consommation sur le pouvoir économique des consommateurs ont pris fin vendredi soir 17 octobre sur le discours de M. Monory, ministre de l'économie, qui a été précédé de la manifestation de cette manifestation. On ne doit pas parler aujourd'hui de protection des consommateurs, conclut le ministre, il s'agit d'un dialogue capable de faire respecter.

« Ce dialogue qu'un dialogue permanent », s'installe entre les entreprises et les associations de consommateurs, M. Monory a cependant insisté sur le fait que, lorsque toutes les possibilités de dialogue ont été épuisées, il reste le rapport de forces. « Dans la dernière de la consommation, a-t-il poursuivi, s'exprime le boycottage. Je le dis tout net, il ne peut être question de réglementer l'usage. (...) Mais, compte tenu de la gravité de ses conséquences, il faut le prendre pour ce qu'il est, une arme capable de faire respecter.

La limitation de la production européenne d'acier

LES ALLEMANDS DÉNONCENT UN « DIRIGISME BUREAUCRATIQUE ET DANGEREUX » DE LA COMMISSION EUROPÉENNE.

L'hostilité des Allemands au plan européen, qui prévoit une limitation européenne d'acier, a été dénoncée par le ministre allemand de l'Industrie, Hans Eichel, lors d'une conférence de presse à Bonn. Les représentants du comité allemand de l'acier, qui regroupent les représentants des aciéries, des syndicats et de la Commission, se sont réunis à Bonn, lors d'un vote, le 16 octobre, sur la proposition de la Commission de limiter la production d'acier. Les Allemands ont voté contre la proposition, qui est considérée comme un « dirigisme bureaucratique et dangereux ».

« Une loi politique ne répond pas à une conception économique », a souligné le porte-parole des producteurs allemands, qui ont voté contre la proposition de la Commission. L'inspection du travail a refusé de signer la proposition de la Commission, qui prévoit une limitation de la production d'acier. Les Allemands ont voté contre la proposition, qui est considérée comme un « dirigisme bureaucratique et dangereux ».

Votre adresse en SUISSE MONTREUX

1 h. de l'aéroport international de Genève par autoroute. Résidence « LARGES HORIZONS » A VENDRE

- Au cœur d'une belle villa.
- Appartements de grand luxe de 1 à 6 pièces.
- Exposés au sud, et prolongés par de magnifiques terrasses-jardins.
- Vue panoramique grandiose.
- Chaleur douce, ensoleillement maximum.

VILLARS

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1300 m d'altitude, 20 minutes de Montreux. A VENDRE, parc privé, avec environnement protégé. APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 5 à 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, offrant les prestations les plus raffinées.

- panoramique imprenable
- chaîne Alpes
- Mont-Blanc.

crédit : 75 % du prix de vente, intérêt environ, amortissement sur 10 ans. VENTE : directement du constructeur IMMOBILIERE DE VILLARS S.A. B.P. 62 - CH-1884 VILLARS S/Olon Tél. : 19-4125/35 31 41 ou 35 22 06 - Télex : GESER

Les difficultés en Allemagne fédérale et en France

Les « retombées » du choc pétrolier amorcé en mars 1979 continuent de perturber les économies occidentales, qui réagissent plus ou moins bien aux prévisions sur leurs richesses nationales qui représentent les très fortes hausses des prix du pétrole (150 % en deux ans, 75 % environ depuis un an). L'accès de faiblesse du deutchemerk — provoqué par le formidable déficit des paiements courants de la R.F.A. — suscite, dans le patronat allemand, inquiétudes et critiques, sur le thème :

« la République fédérale vit au-dessus de ses moyens ». Le déficit important du commerce extérieur de la France, déclare M. Barre, démontre solennellement que les prix des salaires augmentent beaucoup trop vite en France, et que cela doit être rapidement corrigé. Seul le Japon commence à tirer son épingle du jeu : pour la première fois depuis juillet 1979, la balance des paiements japonais est excédentaire en septembre (+ 950 millions de dollars).

LA FAIBLESSE DU DEUTSCHEMARK INCITE LE PATRONAT ALLEMAND A RECLAMER DES MESURES D'AUSTERITE

« La R.F.A. vit au-dessus de ses moyens », affirme aujourd'hui le patronat allemand, qui réclame des mesures d'austerité à la R.F.A. Le deutchemerk, le deuxième depuis le début de l'année. Vendredi 17 octobre, à Francfort, le deutchemerk est tombé à son plus bas, à 1,36 dollar depuis le 17 avril, malgré les interventions de la Bundesbank. Alors que 170 deutchemarks suffisent l'année dernière pour acheter 1 dollar, l'Allemagne doit déboursier depuis vendredi 1,84 deutchemark. La monnaie ouest-allemande frôle maintenant le cours plancher à l'intérieur du système monétaire européen.

La hausse des prix et des salaires est excessive et doit être corrigée

déclare M. Barre

« Il est absolument nécessaire que l'évolution excessive des salaires et des prix soit rapidement corrigée », a déclaré, vendredi 17 octobre à Lyon, M. Raymond Barre. Sorani de l'Ecole centrale, le premier ministre a ajouté : « Je lance un appel aux chefs d'entreprise et aux salariés pour qu'ils modèrent l'évolution des prix et des rémunérations. Les chefs d'entreprise doivent comprendre que lorsqu'ils contentent de fortes hausses de salaires et lorsqu'ils maintiennent régulièrement leurs prix, ils affaiblissent leurs entreprises, mettent en péril l'emploi et favorisent leurs concurrents étrangers. (...) Dans les circonstances actuelles, il faut maintenir le pouvoir d'achat et éviter des déficits trop importants. »

En un an

L'INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION A AUGMENTÉ DE 15,10 %

L'indice trimestriel du coût de la construction s'est établi, pour le deuxième trimestre de 1980, à 587 (base 100 au quatrième trimestre 1969). Il a été publié au Journal officiel du 16 octobre. Par rapport à l'indice du premier trimestre, qui était de 589, la progression est de 3,16 %. En un an (par rapport au deuxième trimestre 1979), l'indice a progressé de 510, soit une progression de 15,10 %.

Rappelons cet indice souvent utilisé comme base de référence dans les baux locatifs des appartements à loyer libre, où le dernier indice doit être cité. L'indice qui vient d'être publié a été victime d'une erreur matérielle qui en avait infléchi le calcul. L'indice officiel (et qui s'établissait à 580) est donc corrigé.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

L'économie sort de la récession mais la reprise sera lente et fragile

De notre correspondant

Washington. — Le mot « récession » a officiellement banni la construction s'est établi, pour le deuxième trimestre de 1980, à 587 (base 100 au quatrième trimestre 1969). Il a été publié au Journal officiel du 16 octobre. Par rapport à l'indice du premier trimestre, qui était de 589, la progression est de 3,16 %. En un an (par rapport au deuxième trimestre 1979), l'indice a progressé de 510, soit une progression de 15,10 %.

Les Américains qui se préparent à voter gardent encore à l'esprit les résultats du printemps et de l'été 1979. Nombre d'économistes soulignent que la récession du deuxième trimestre a été la plus forte qu'elle constitue, à elle seule, une récession. Toujours est-il que la reprise a fait plus d'un an. Après six mois de doute continu, la production industrielle a augmenté en août (+ 0,8 %) et en septembre (+ 1,1 %). Une note, parallèlement, une utilisation croissante des capacités industrielles : 74,7 % en juillet, 75 % en août et 76,8 % en septembre. Les résultats du dernier trimestre, enfin, une augmentation de 0,9 % (0,7 %).

La reprise avait amorcée en juin par une forte hausse de la consommation des ménages. Hausse stimulée par son importance et les prévisions de mouvement de reprise frappe autant par sa fragilité que par sa fragilité.

La fragilité de la reprise tient à plusieurs facteurs. D'abord, elle est assez largement financée par des épargnes qui n'est pas inépuisable (1). D'autre part, elle s'accompagne de tendances inflationnistes persistantes, malgré un ralentissement de la hausse des prix. Une inflation annuelle de l'ordre de 10 % annule quasiment l'augmentation des revenus distribués de septembre. Enfin, la reprise risque de pâtir de la hausse des coûts d'intérêt : le 17 octobre, la plupart des grandes banques américaines ont porté leur prime rate à 11 %, malgré les mises en garde du gouvernement.

Ces différents facteurs — joints à l'incertitude sur la future politique économique de M. Reagan ou à M. Carter — empêchent d'exclure un plafonnement de la reprise dans les prochains mois, ou une recrudescence provisoire. — R. S.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Une filiale du Creusot-Loire a obtenu un contrat de 2,5 milliards de francs pour la réalisation d'un projet hydroélectrique à Porto-Principe sur le fleuve Parana.

Agriculture

Les producteurs de blé demandent au gouvernement de reprendre les exportations vers l'U.R.S.S. L'Association générale des producteurs de blé (A.G.P.B.) a demandé au gouvernement de reprendre les exportations vers l'U.R.S.S. L'Association générale des producteurs de blé (A.G.P.B.) a demandé au gouvernement de reprendre les exportations vers l'U.R.S.S. L'Association générale des producteurs de blé (A.G.P.B.) a demandé au gouvernement de reprendre les exportations vers l'U.R.S.S.

L'Union nationale des coopératives agricoles

également prononcée en sens.

Fiscalité

La France est en tête des grands pays industrialisés pour les recettes fiscales en pourcentage du P.I.B. Le bulletin statistique des recettes fiscales des pays membres de l'O.C.D.E. publié le 17 octobre montre que la France est en tête des grands pays industrialisés pour les recettes fiscales en pourcentage du P.I.B. Le bulletin statistique des recettes fiscales des pays membres de l'O.C.D.E. publié le 17 octobre montre que la France est en tête des grands pays industrialisés pour les recettes fiscales en pourcentage du P.I.B.

SOCIAL

DES SALARIÉS LICENCIÉS OCCUPENT LEURS USINES

Briançon (Hautes-Alpes), la société Heinkel-Perrin, qui produisait des machines à fabriquer des pièces, a été liquidée. Les salariés ont occupé les usines pendant plusieurs jours. Les salariés ont occupé les usines pendant plusieurs jours. Les salariés ont occupé les usines pendant plusieurs jours. Les salariés ont occupé les usines pendant plusieurs jours.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2-3. DIPLOMATIE

— La guerre entre l'Irak et l'Iran : Bagdad dénonce « alliance objective » entre Washington et Téhéran ; l'intervention de M. Radjavi aux Nations unies n'a apporté aucun éclaircissement sur le rôle des otages américains.

4. AMÉRIQUES

— États-Unis : un accord relatif à la sécurité nucléaire signé le 28 octobre.

5. PROCHE-ORIENT

— La guerre entre l'Irak et l'Iran : Bagdad dénonce « alliance objective » entre Washington et Téhéran ; l'intervention de M. Radjavi aux Nations unies n'a apporté aucun éclaircissement sur le rôle des otages américains.

6. EUROPE

— Les travaux du Parlement européen.

7. POLITIQUE

— Les travaux du Parlement européen.

8. SOCIÉTÉ

— Les travaux du Parlement européen.

9. ÉDUCATION

— Les travaux du Parlement européen.

10. SCIENCES : les causes de l'échec d'Arion

— Les travaux du Parlement européen.

11. RELIGION : les travaux du Synode

— Les travaux du Parlement européen.

12. CULTURE

— Les travaux du Parlement européen.

13. ÉCONOMIE

— Les travaux du Parlement européen.

14. MANIFESTATIONS

— Les travaux du Parlement européen.

15. MÉTÉOROLOGIE

— Les travaux du Parlement européen.

16. JOURNAL OFFICIEL

— Les travaux du Parlement européen.

17. RADIO-TELEVISION (13)

— Les travaux du Parlement européen.

18. INFORMATIONS

— Les travaux du Parlement européen.

19. SERVICES (14)

— Les travaux du Parlement européen.

20. MÉTÉOROLOGIE

— Les travaux du Parlement européen.

21. JOURNAL OFFICIEL

— Les travaux du Parlement européen.

22. RADIO-TELEVISION (13)

— Les travaux du Parlement européen.

23. INFORMATIONS

— Les travaux du Parlement européen.

24. SERVICES (14)

— Les travaux du Parlement européen.

25. MÉTÉOROLOGIE

— Les travaux du Parlement européen.

26. JOURNAL OFFICIEL

— Les travaux du Parlement européen.

27. RADIO-TELEVISION (13)

— Les travaux du Parlement européen.

28. INFORMATIONS

— Les travaux du Parlement européen.

29. SERVICES (14)

— Les travaux du Parlement européen.

30. MÉTÉOROLOGIE

— Les travaux du Parlement européen.

31. JOURNAL OFFICIEL

— Les travaux du Parlement européen.

32. RADIO-TELEVISION (13)

— Les travaux du Parlement européen.

33. INFORMATIONS

— Les travaux du Parlement européen.

34. SERVICES (14)

— Les travaux du Parlement européen.

35. MÉTÉOROLOGIE

— Les travaux du Parlement européen.

36. JOURNAL OFFICIEL

— Les travaux du Parlement européen.

37. RADIO-TELEVISION (13)

— Les travaux du Parlement européen.

38. INFORMATIONS

— Les travaux du Parlement européen.

39. SERVICES (14)

— Les travaux du Parlement européen.

40. MÉTÉOROLOGIE

— Les travaux du Parlement européen.

41. JOURNAL OFFICIEL

— Les travaux du Parlement européen.

42. RADIO-TELEVISION (13)

— Les travaux du Parlement européen.

43. INFORMATIONS

— Les travaux du Parlement européen.

44. SERVICES (14)

— Les travaux du Parlement européen.

45. MÉTÉOROLOGIE

— Les travaux du Parlement européen.

46. JOURNAL OFFICIEL

— Les travaux du Parlement européen.

47. RADIO-TELEVISION (13)

— Les travaux du Parlement européen.

48. INFORMATIONS

— Les travaux du Parlement européen.

49. SERVICES (14)

— Les travaux du Parlement européen.

EN ITALIE

M. Forlani a présenté le nouveau gouvernement au président Pertini

M. Arnaldo Forlani, qui avait été chargé de constituer le nouveau gouvernement italien après la démission de M. Cossiga, a été reçu au Quirinal ce samedi matin 18 octobre. Il a présenté au président de la République, M. Sandro Pertini, la liste des membres de son cabinet. Celui-ci comprend vingt-sept ministres appartenant à quatre formations : démocrates-chrétiens, socialistes, républicains et sociaux-démocrates.

De notre correspondant

Rome. — La quarantième gouvernementale italienne depuis la libération a été constituée en un temps record. C'est en effet le 11 octobre dernier que M. Forlani, alors président de la démocratie chrétienne, a été chargé de former le premier cabinet de M. Cossiga. M. Forlani avait tenté d'élargir la coalition gouvernementale au petit parti social-démocrate et d'essayer d'obtenir un accord avec le parti libéral, ainsi qu'une opposition « plus compréhensive » du parti communiste. Ce d'auphila le secrétaire du parti, qui fut déjà secrétaire de la démocratie chrétienne en 1969 et qui était derrière une apparente nonchalance, est parvenu à tenir ce pari. Après deux jours de discussions passionnées, les portefeuilles ont été ainsi distribués : quatorze ministres aux démocrates-chrétiens, trois aux socialistes, deux aux libéraux, deux aux républicains et trois aux sociaux-démocrates.

Ce cabinet à quatre pourrait sembler une réédition de la

L'ARABIE SAOUDITE COMMANDE CINQ NAVIRES AUX CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT ET DE LA SEYNE

De notre correspondant

Marseille. — Conséquences du traité d'armement signé à la France par l'Arabie saoudite : cinq navires seront commandés aux chantiers navals de la Ciotat (Bouches-du-Rhône) et de la Seyne (Var). Les chantiers navals de la Ciotat (dont le capital est détenu par l'État) ont obtenu la commande de trois navires de type pétrolier, tandis que les chantiers de la Seyne ont obtenu deux navires de type pétrolier et un navire de type cargo.

UN AVION S'ÉCRASE EN ALSACE : SEPT MORTS

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Un Baccara 2000 piloté par M. Jean-Pierre Sestier s'est écrasé vendredi 17 octobre, au soir, dans la Dordogne de Ribécourt, à une quinzaine de kilomètres au nord de Metz (Moselle). Les sept passagers ont trouvé la mort dans cet accident. Il s'agit de M. Jean-Pierre Sestier, un des six associés-généralistes de la société Casco, du professeur Henri Vignoni, qui dirige le service d'urgence de l'hôpital de Saint-Etienne, de M. Jacques Dreyfus, un industriel lyonnais, de M. Jean-Claude Dumas, industriel à Lyon (Loire), de M. Bernard Galle, directeur de la sécurité de la société Casco, et de M. Jean-Claude Dumas, directeur de la sécurité de la société Casco.

NOUVELLES BRÈVES

Le gouvernement français a décidé d'accueillir cinq mille réfugiés supplémentaires du Vietnam, à compter du 1er janvier 1981, à l'exception de la région de la capitale, Hanoi.

M. Jean-Pierre Sestier, pilote de la région Rhône-Alpes, interrogé au sujet de son accident, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

M. Bernard Galle, directeur de la sécurité de la société Casco, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

M. Jean-Claude Dumas, directeur de la sécurité de la société Casco, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

M. Jean-Claude Dumas, directeur de la sécurité de la société Casco, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

M. Jean-Claude Dumas, directeur de la sécurité de la société Casco, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

M. Jean-Claude Dumas, directeur de la sécurité de la société Casco, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

M. Jean-Claude Dumas, directeur de la sécurité de la société Casco, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

M. Jean-Claude Dumas, directeur de la sécurité de la société Casco, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

M. Jean-Claude Dumas, directeur de la sécurité de la société Casco, a déclaré qu'il s'agissait d'un accident de vol, et non d'un accident de manœuvre.

Dans la région parisienne

LES DÉTENUÉS OBTIENDRONT PLUS DIFFICILEMENT DES PERMISSIONS

De notre correspondant

Paris. — Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

Le procureur général de Paris, M. Paul-André Sauton, a demandé, après concertation, l'adoption de la loi du 18 octobre 1979 sur les permissions de sortie des détenus. Cette loi vise à renforcer le contrôle des permissions de sortie des détenus, en particulier pour les détenus condamnés pour des infractions graves.

A L'ÉCOLE CENTRALE DE LYON

M. Barre annonce son intention d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur

De notre envoyé spécial

Lyon. — Il est à l'ordre du jour de la réforme de l'enseignement supérieur, et plus particulièrement de l'enseignement technique, a dit M. Raymond Barre, le premier ministre, lors d'une conférence de presse à l'École centrale de Lyon, où avait lieu un colloque de la Commission des grandes écoles de l'enseignement technique.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Le premier ministre a déclaré qu'il était convaincu que les grandes écoles de l'enseignement technique doivent être réformées, et qu'il envisageait d'engager une réforme du diplôme de docteur-ingénieur.

Au Sénat

Un vote « homophobe »

Les discriminations légales (loi de 1979) sont toujours maintenues. Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

Le Sénat, examinant en lecture (le 18 octobre) la proposition de loi de M. Edgar Tallendes (P.S., Gard), relative à la répression de la débaucherie, a voté, à la majorité absolue, un amendement qui vise à renforcer la répression de la débaucherie.

LES BELLES LITÉRIES
TRECA
EPEDA
SIMMONS
s'achètent toujours
chez
CAPELOU
Distributeur
Seule adresse de vente :
37 av. de la République - Paris (11)
Tél. 357.46.35
LIVRAISON GRATUITE, TOUTES RAPIDES
DANS TOUTE LA FRANCE

CHEMISES
à vos
MESURES
185 F
JACQUES DEBRAY
37, bd Malesherbes, ANJ. 15-41

PARIS TENNIS
6 centres à Paris : Porte de la Chapelle, Porte d'Orléans, Porte d'Aubervilliers, Maisons-Alfort, Champigny, la Défense.
Initiation - Perfectionnement avec moniteurs (soirées et samedis).
Protennis - Paris Tennis
51, Avenue Michel Bizot - 75012 Paris
Téléphone : 628

PARIS
BANGKOK
2980 F

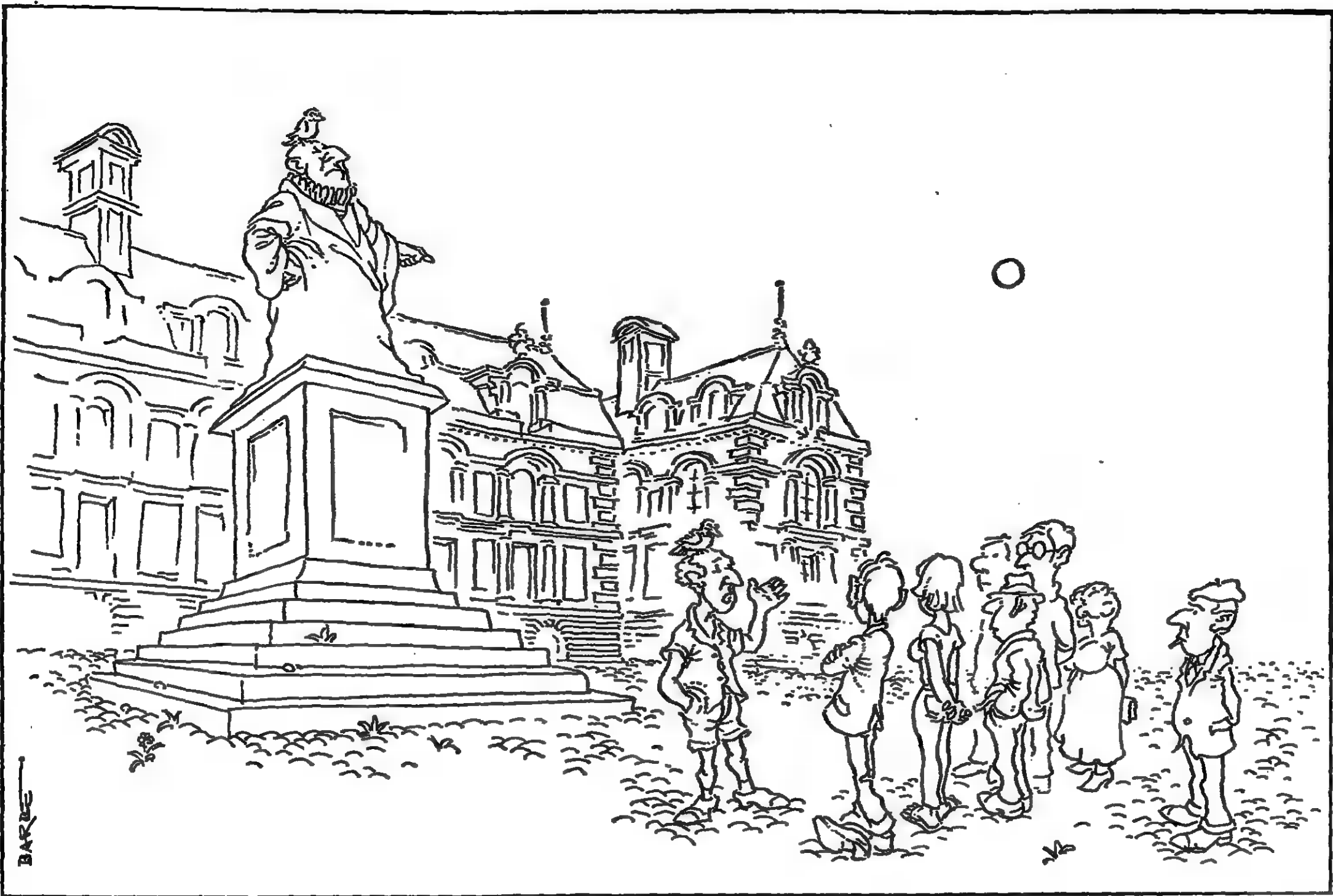
c'est bonche !

aller-retour

Volé à dates fixes

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

66, bd Saint-Michel 75006 PARIS - 329.12.14
5, rue Bilière 38000 GRENOBLE - 87.16.53/54



ANDRÉ BARBE

VIES

Les châtelains de Boucard

Les châtelains de Boucard, près de Sancerre, dans le Cher, se démènent pour éviter que la grande demeure Renaissance ne tombe en ruine. On ne les comprend pas toujours bien dans le pays...

LILIANE DELWASSE

Donc, c'est par Versailles, soit ?
« Quelle belle ville ! »
« C'est un très beau pays, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

« Parisiens »

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

Festival

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »
« C'est très agréable, et on y trouve beaucoup de choses intéressantes. »

maurice saine

a redécouvert pour vous

Le confort et l'esprit de Paris

CHEZ CLUB ROMAN FASHION

Plus qu'un mode de style pour vous, l'élégance.

GALERIE DU CLARIDGE

74 CHAMPS-ÉLYSÉES 01 50 22 10

Nocturne

Il s'était engagé [] l'armée, voilà plusieurs mois, dans la marine, [] apprenti mécanicien ; nourri, logé, [] bonne qualification d'ouvrier spécialisé [] voir [] pays.

JEAN-GABRIEL MONNIER.

Sud-Liban

Après la troisième _____ de
thé, il a fallu s'en aller. Il
fallu _____ du mains une ligne
_____ condoléances; sortir
dans la lumière vive et indé-
certaine. Un garçon armé d'un cou-
_____ a grimpé pour nous
la vigne qui protège du soleil
le perron. Une petite fille a
_____ les deux mûts, situés au
bout du petit jardin. Mais des
vignes qui courent sur la corde
tendue; silhouettes précises et
nerveuse sur fond de carte pos-
tale. Elle prend la tenacité (cruche)
russellienne par le colnet et
_____ dans l'air, elle se penche vers
sur la margelle, jambes écar-
tées pour garder l'équilibre, elle
l'eau dans le plateau où
_____ raiet attend. Dans ce
les enfants surtout sont gênés
_____ leurs yeux sérieux qui re-
gardent droit.

Herbiers

aliaies, on découvre l'absinthe
 digestive, la cardamine anti-
 scorbutique et le serpolet toni-
 que. Le mille-peruis emprisonné
 une fois d'huile
 papasera bientôt la flamme du
 feu. Cet hiver, le vin des res-
 tations et décoctions, nous re-
 viendra, le temps d'une veillée, et
 brin d'été.
 L'imaginez-vous un
 barbare comme moi, se sortir gué-
 rison. Gérard cueille
 simples à trente
 n'ont plus
 pour lui, c'est qu'il est
 le premier, la réponse

La concentration

JACQUES STERNBERG

Les 15-20 ans

Pour les autres, le grand

L'effort physique

Travailler moins, donc pour quoi faire ?
sur ! les loisirs qui sont le moyen d'épanouissement personnel et par conséquent la facilité. « J'ai fait deux stages d'affilée pour pouvoir tous les jours aller à la messe au premier échelon, me faire un bon repas, prendre l'air sur le pont de l'Antoinette, châtier ramégné au large de plongée sous-marine au centre U.C.P.A. (Union des Centres Plein air) du Nielon, dans la baie de Marseille. Là, j'ai pu constater que cet apprentissage ne semble pas gêner la tentaine de jeunes gens qui ont été formés et qui s'occupent sagement leur tour pour plonger avec leurs collègues claires de

Assurance

l'ensemble du S.N.E.T.P.
S.T.T. (Syndicat national des
enseignements techniques et pro-
fessionnels) en France, au
dernier auprès de cinq
élèves ayant participé. Ils
ont été en France, au premier
rang des expériences des séquences édu-
catives des entreprises (4)
à l'égard riche d'enseignements.
Ces stages nous met-
tent en face de la réalité : «
nous a permis un épanouissement
moi-même et certains
ouverture d'esprit » : « je
pourrai utile » : « ça m'a

Si Nicolas a ouvert,
depuis un an, le pôle
de Niolon, qu'il dirige,
à dix-huit ans, c'était
pour répondre à une
forte demande de plus jeunes
ce sport difficile. Charles
Revel, directeur technique
du personnel de l'U.C.P.A., confirme
qu'il y a actuellement chez
une exigence de qualité de l'en-
seignement. Ils sont des réven-
teurs appréciables : sont deman-
deurs de loisirs plus
demandant un effort physique
plus important.

Le petit camion

■ **Effort individuel** d'épanouissement personnel mais : seize-vingt ans sont-ils aujourd'hui réifiés toute action collective ? « On passerait tellement **temps** à s'occuper des autres qu'on n'aurait plus **temps** à s'occuper **soi** », répond Ariane, dés-espérée. « On ne peut pas que l'observation du désert organisations politiques **jeu** nes, de l'opposition **de** la majorité, illustre déjà depuis quelque temps : **jeu** », s'alarme le sondage. ■ **Dossier** l'étudiant viennent réaliser les lycéens, eût-ils considérés que l'absence de temps qu'ils n'exprime leurs analyses ou espoirs. ■ **n'étaient** 71 %

■ le sondage 1978.

■ La politique, ■ m'énervé
 constate Albert, je ■
 pour qui je vais voter. Paul-André
 ■ les écologistes. ■ Spéculations
 ■ objet, ■ il n'a ■ toute
 façon ■ l'intention de faire
 l'effort d'aller s'inscrire ■ les
 listes électorales. Georges, qui
 vient tout juste ■
 bac, tient à justifier ■ passi-
 vité : ■ Les grèves lycéennes sont
 toutes récupérées. Tu as tou-
 jours le petit camion ■ C.G.T.
 qui suit la manif ■ qui
 retrouve après, comme ■
 hasard, ■ photo ■ jour-
 nal, ■

Mais les ■■■ agit d'empêcher
de penser. ■■■
jeunes se montrent dans
domaine d'une tolérance sans
bornes ■■■ J.O.F., s'interroge
Nicole, je comprends ■■■ qui
vont ■■■ je comprends aussi ■■■
■ ■■ qui boycottent. Moi, je n'au-
rais ■■■ choisir. ■■■ Tolérance
■ ■■ autres, mais
■ ■■ farouche
d'apprendre. Patrick en octo-
bre 1978, prend ■■■
Jeunes ■■■ : un
militant ■ son lycée d'enseigne-
ment professionnel l'a convaincu
■ la nécessité ■ s'organiser
pour améliorer ■ conditions
d'études. Au lycée, ■ mois
■ ■■ si le je ne puis
■ ■■ ulser que P.G. d'Afrique
condamné l'invasion de l'Afgha-
nistan. Mais il n'est pas anti-
communiste pour autant : ■
rentré, si ■ ■■ d'accord avec
cyr, fy retournerai à ■ parts
politiques ■■ décidément
bien ■ ■■ sy vraiment
■ ■■ jeunes ne
■ ■■ discipline ■ parti, qui
■ ■■ accepter ■ générations
militantes ■ ■■ cœur.
■ la bouche close,
■ lignes ■ successives défilées
dans ■ directions. Au
■ ■■ idées, ■ ■■
consommateurs ■ ■■
■ ■■ débattre ■ ■■ différents
états ; ils ■ s'approvisionnent
pièces chez un seul fournisseur.

« Ça me défoule »

Cet éclectisme, **faculté**
sponiane à remettre
en cause les idées, les choix, se
retrouvent bien d'autres
domaines, par exemple la
musique. « J'aime **violence,**
énergie; **me dégoûte** »,
explique Sylviane, dix-neuf ans,
observant du Palais
d'hiver à Lyon, les **rock** qui
s'accrochent sur
seuil, le 13 juillet 1980. Elle
n'est qu'une incon-
ditionnelle **musique;**
« Je **fan** **per-**
sonne; j'aime **godier à tout.** »
Pratiquement, **group-**
es inscrits au **group-**

Il est pourtant un domaine où les jeunes se sont récemment mobilisés. Le mouvement universitaire n'est sans doute pas prêt à ébranler la surprenante stabilité des étudiants, au printemps dernier, contre les décrets restreignant sévèrement l'accès des étrangers étrangers dans les familles françaises.

Mais les manifestations de ces différents protestataires n'eurent pas grand-chose de commun avec les revendications politiques globale des années passées. « Je n'ai pas d'idée politique, je ne me rattache à aucun organisme », explique, humble, étudiant dans cette université d'Anvers, qui, la première

déclenché les révoltes et obtint,
 après sept années de graves menaces, pas d'effets politiques,
 certes, mais une générosité à
 l'égard de l'épave : « On avait
 le droit d'imposer à qui
 passait, ont, comme avant,
 le droit d'étudier. La
 grande analyse de politique
 du gouvernement français à
 l'égard de d'origine des
menaces, pas de dis-
 cours vengeurs sur la représen-
 tation, pas de discipline non plus
 à l'égard des d'ordres nation-
 naux ou parisi politiques non
 plus ou déféctible suspicion.
 Plutôt ce qu'on pourrait appeler
 une profonde analyse d'ophi-
 théisme. Comme dit Alain de
 Vauvenargues, ils sont capables
 d'une solidarité
 intense, mais
 fermés à mots d'ordre trop
 généraux. Solidarité
 comprise d'ailleurs, mais
 qui, à de vacances,
 vient d'apprendre à malgré
 sa inscription en troisième
 année de licence, sa fille a été
 supprimée à préavis, mais
 fermement que maintenant
 c'est à d'y passer, les
 étudiants étrangers ne nous sou-
 tiendront pas la lutte contre
 les décrets Sauter-Séité

Du bout des doigts

[illegible]

Pour certaines, qui d'habitude ne se livrent qu'à des relations sexuelles, les vacances au bord de l'V.G. relève d'un réalisme résigné : « On ne peut pas y échapper », dit un réalisme qui pousse d'autres à ne pas céder aux pressions de leur ami

(4) Insérées par une circulaire du ministre de l'éducation publiée le 28 juillet 1979. Prés de 100 élèves de troisième année de l'I.A.P. ont participé à cette expérience pendant l'année 1979-1980.

(5) Centre de recherches travail et santé, université de Paris-IX Daumesnil.

(6) Cotravants, qui regroupe la plupart des ministères de jeunes, a donné pour l'année 1979 la participation de 13 000 jeunes (contre 2 000 en 1978) à la réalisation de 15 000 journées de travail.



ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les pirates de l'édition

Sans se soucier des lois littéraires, des militants veulent « rendre au peuple son patrimoine culturel ». Ils ont bien du mal...

THIERRY VOELTZEL

A Berlin et dans d'autres villes d'Allemagne fédérale, on peut se procurer de petits livres recouverts de carton brun, où les lignes sont trop serrées et où les marges sont minimes. Il s'agit d'ouvrages récents, écrits par des auteurs allemands, mais le prix est très élevé. Ces livres sont économiques. Et pour ceux qui ne peuvent pas se procurer ces livres « pirates », produits par des militants « pirates ».

Qu'est-ce qu'un pirate ? C'est un éditeur qui ne respecte aucun droit particulier à l'égard de son auteur. Il ne lui donne pas de rétribution et ne lui demande pas l'autorisation de reproduire son texte. Il préfère publier, la plupart du temps, des œuvres déjà en vente en librairie et qu'il recopie sans se soucier de l'éditeur légal. Il peut ensuite vendre ses livres à des prix défilant toute « justice ».

L'édition pirate ouest-allemande naît aux alentours de 1968. A cette époque, des militants anarchistes intéressés par le « livre » décident de publier des œuvres philosophiques et des romans sur le prolétariat, des textes de Pannofek, d'Ottwald et d'autres. Après les événements du printemps de 1968, la gauche allemande se divise progressivement pour prendre deux directions. L'une doit mener à la constitution d'un parti « véritablement communiste » ; l'autre mène à l'établissement de « communes alternatives » : communes, jardins d'enfants, collectifs de toutes sortes. Cette dernière tendance entend relancer

et d'étendre le mouvement de l'édition pirate, par petits tirages de mille ou deux mille exemplaires.

En 1971, plus de trois mille titres sont disponibles : romans, essais ou articles, photocopiés ou tapés à la machine et imprimés en offset (c'est le procédé le plus facile et le moins coûteux). Il devient alors nécessaire de coordonner le mouvement. Un réseau de trente librairies est mis en place. De grandes assemblées sont convoquées trois ou quatre fois l'an et réunissent éditeurs, imprimeurs et libraires. Les pirates ont donc aussi leurs « foires de Francfort » où, pélemêle, ils décident de leurs choix, discutent de la diffusion, des conditions de travail et des salaires. On ne se contente pas de vouloir réunir les corps d'université de Marbourg ou de Dordrecht, on a des projets plus ambitieux, on imagine des éditions des œuvres complètes de Freud ou de Sade...

Terrorisme

Lorsque la gauche allemande s'éparpille en tendances, les communistes homosexuels, féministes et écologistes prennent leurs distances avec le mouvement pirate. Bientôt, sur la demande de certains auteurs et éditeurs « légaux », des livres sont saisis et des procès intentés aux pirates. Les librairies subissent le contre-coup de ces opérations policières, et des livres ordinaires apparaissent parmi les produits qu'elles proposent. Avec l'installation de la répression antiterroriste de 1977 et 1978, les problèmes deviennent encore plus sérieux. Quand paraît en Suède une édition en langue allemande de textes interdits en R.F.A. de la Rote Armée Fraktion (Fraction armée rouge), un livre pirate est immédiatement produit. Afin de démontrer l'isolement des compagnons de Baader, même dans la gauche, la police essaie d'obtenir de l'ensemble du mouvement pirate qu'il se désolidarise de cette publication. Mais il refuse et s'engage à défendre la « droit à la liberté d'expression ». La justice, estimant à trois millions de marks les dommages matériels par le mouvement pirate, sonne le 1977, l'arrestation d'un pirate. Une partie de cette somme aux groupes terroristes, et en particulier à la R.A.F. ; dans ce climat, l'édition pirate disparaît pour un an.

Depuis 1978, elle est manifestée de nouveau par la publication d'une dizaine d'ouvrages. Les pirates allemands parus sont presque tous d'auteurs français : le « Manifeste de la gauche », de Michel Foucault ; l'« Anti-Édipe », de Gilles Deleuze et Félix Guattari ; la « Part maudite », de Georges Bataille. Le dernier sort est le « Nouveau Désordre amoureux », de Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut, qui ne sont pas marks au lieu de vingt-huit. Le seul livre allemand est un ouvrage de Gün-

ter Waltraf à propos de son expérience dans un journaux à scandales du groupe Springer. La première génération d'éditeurs pirates estimait produire « des instruments de formation » et les auteurs s'opposaient à la réappropriation par le peuple de la culture. Elle considère que les livres qu'elle reproduisait n'appartenaient ni à un auteur ni à un éditeur, puisqu'ils faisaient partie du « patrimoine culturel du peuple ». Elle peut-être sous son influence que des maisons d'édition en place ne sont un peu plus intéressées à des auteurs, mais « gauchistes », comme Reich, qu'elles auraient volontiers délaissés.

Mais les nouveaux pirates sont surtout des gens qui trouvent les livres de leurs amis trop chers et désirent permettre leur accès à un plus large public. Nul doute, si ce fait était avéré, que les librairies allemandes réagiraient. Leur intervention actuelle devrait être, pour les pirates, leur colère.

BRICOLAGE

Le CRIME de la rue Gazagne

Réparer sa voiture, fabriquer un placard... Une association toulousaine veut mettre le « do it yourself » à la portée de tous.

RICHARD CLAVAUD

Le CRIME offre des emplois. C'est du moins ce que prétendent les membres du Centre de Recherche et d'Initiatives Manuelles Éducatives (CRIME) dans une brochure de présentation, pour la recherche d'emplois d'utilité sociale auprès du ministère du Travail et de la participation. Cette association, loi n° 1901, créée à Toulouse en septembre 1977, propose une formation technique dans trois domaines : mécanique automobile, menuiserie et cul-

ture. Le but des formations du CRIME est d'aider les individus à prendre en charge certains de leurs problèmes en supprimant les intermédiaires. Ici, on répare soi-même sa voiture, on fabrique ses meubles et on cuisine ses menus. Dans leur démarche de subvention, les fondateurs du CRIME expliquent leur démarche : « L'individu est de moins en moins capable d'un geste ou d'un acte plus technique, on ne lui fait plus de conseils, on ne lui fait plus de conseils de temps en temps pour se perfectionner.

Le but des formations du CRIME est d'aider les individus à prendre en charge certains de leurs problèmes en supprimant les intermédiaires. Ici, on répare soi-même sa voiture, on fabrique ses meubles et on cuisine ses menus. Dans leur démarche de subvention, les fondateurs du CRIME expliquent leur démarche : « L'individu est de moins en moins capable d'un geste ou d'un acte plus technique, on ne lui fait plus de conseils, on ne lui fait plus de conseils de temps en temps pour se perfectionner.

Le but des formations du CRIME est d'aider les individus à prendre en charge certains de leurs problèmes en supprimant les intermédiaires. Ici, on répare soi-même sa voiture, on fabrique ses meubles et on cuisine ses menus. Dans leur démarche de subvention, les fondateurs du CRIME expliquent leur démarche : « L'individu est de moins en moins capable d'un geste ou d'un acte plus technique, on ne lui fait plus de conseils, on ne lui fait plus de conseils de temps en temps pour se perfectionner.

Le but des formations du CRIME est d'aider les individus à prendre en charge certains de leurs problèmes en supprimant les intermédiaires. Ici, on répare soi-même sa voiture, on fabrique ses meubles et on cuisine ses menus. Dans leur démarche de subvention, les fondateurs du CRIME expliquent leur démarche : « L'individu est de moins en moins capable d'un geste ou d'un acte plus technique, on ne lui fait plus de conseils, on ne lui fait plus de conseils de temps en temps pour se perfectionner.

Caisse à outils

Depuis 1977, le public touché par le CRIME a évolué. Au début, c'étaient Pierre, l'ancien a fonctionné avec une caisse à outils. On utilisait essen-

tiellement les marginaux de la Haute-Garonne ou de l'Ariège. Maintenant, nous sommes mieux équipés et davantage connus. De plus, on nous a offert un local à Toulouse, rue de la République, où nous avons installé nos ateliers.

Le but des formations du CRIME est d'aider les individus à prendre en charge certains de leurs problèmes en supprimant les intermédiaires. Ici, on répare soi-même sa voiture, on fabrique ses meubles et on cuisine ses menus. Dans leur démarche de subvention, les fondateurs du CRIME expliquent leur démarche : « L'individu est de moins en moins capable d'un geste ou d'un acte plus technique, on ne lui fait plus de conseils, on ne lui fait plus de conseils de temps en temps pour se perfectionner.

Le but des formations du CRIME est d'aider les individus à prendre en charge certains de leurs problèmes en supprimant les intermédiaires. Ici, on répare soi-même sa voiture, on fabrique ses meubles et on cuisine ses menus. Dans leur démarche de subvention, les fondateurs du CRIME expliquent leur démarche : « L'individu est de moins en moins capable d'un geste ou d'un acte plus technique, on ne lui fait plus de conseils, on ne lui fait plus de conseils de temps en temps pour se perfectionner.

Le but des formations du CRIME est d'aider les individus à prendre en charge certains de leurs problèmes en supprimant les intermédiaires. Ici, on répare soi-même sa voiture, on fabrique ses meubles et on cuisine ses menus. Dans leur démarche de subvention, les fondateurs du CRIME expliquent leur démarche : « L'individu est de moins en moins capable d'un geste ou d'un acte plus technique, on ne lui fait plus de conseils, on ne lui fait plus de conseils de temps en temps pour se perfectionner.

De plus, si nous réglons ces problèmes financiers, nous pourrions ouvrir les ateliers le soir et toucher un public encore plus large.

Aujourd'hui, le CRIME change de local. Il émigre dans le quartier Saint-Cyprien, sur la rive gauche de la Garonne, un quartier populaire où il avait réfugié les républicains espagnols fuyant le franquisme. L'association a un terrain qui abritait auparavant un ferrailleur. Pour le moment, tout est à refaire : nettoyer, aménager, installer des machines à bois. Anne et Odile souhaitent acheter un vieux autobus pour y aménager la cuisine. La présence de quelques arbres a poussé la municipalité à réserver ce terrain « vert » à la commune. Il sera question d'utiliser une partie de l'espace pour des activités socio-culturelles. Pour les responsables du CRIME, il n'y a pas d'incompatibilité, au contraire : « Ça serait peut-être une solution satisfaisante pour tout le monde. Après tout, la mécanique, la menuiserie et la cuisine, c'est aussi du social.

Le CRIME : 3, rue Gazagne, 31000 Toulouse.

Le Monde de L'ÉDUCATION

LES ADOLESCENTS ET LA SEXUALITÉ



NUMÉRO D'OCTOBRE
EN VENTE PARTOUT
Le numéro : 8 F.

Socio-culturel

Ces problèmes se retrouvent dans les autres journaux. Comment faire pour développer les moyens de se développer ? Le bénévolat ? C'est fini, déclarent les responsables. L'autofinancement ? C'est possible, mais ça travaille au noir !. Mais la subvention. Nous sommes des bénévoles, affirme Marc, pas des professionnels. Si elle était déca, une institution pourrait servir à payer ses charges socia-

EMAGNE FÉDÉRALE

s pirates
l'édition

des lois littéraires, des
rendre au peuple son
Ils ont bien du mal.

HERRY VOLTZEL

La littérature est un art
qui ne peut pas être
rendu au peuple son
Ils ont bien du mal.

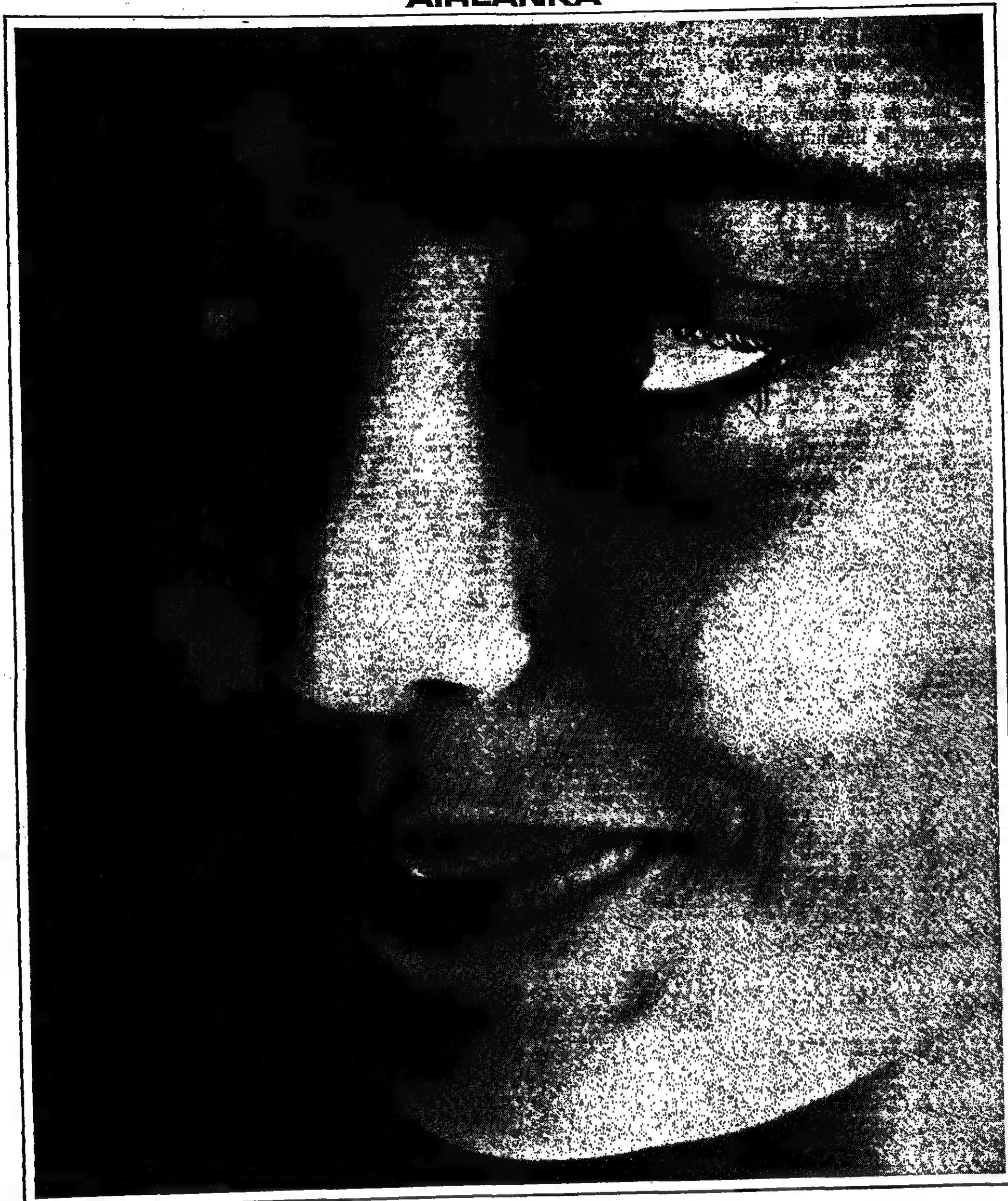
Terrorisme

Le terrorisme est un art
qui ne peut pas être
rendu au peuple son
Ils ont bien du mal.

Le terrorisme est un art
qui ne peut pas être
rendu au peuple son
Ils ont bien du mal.

Le terrorisme est un art
qui ne peut pas être
rendu au peuple son
Ils ont bien du mal.

Le terrorisme est un art
qui ne peut pas être
rendu au peuple son
Ils ont bien du mal.



AIRLANKA: NOUS N'ECONOMISONS PAS SUR LA CLASSE ECONOMIQUE DE NOS TRISTAR.

Ce que la plupart des compagnies ne vous offrent qu'en première classe, nous vous le donnons en classe économique. Plus d'hôteses et de stewards pour s'occuper de vous que dans n'importe quel autre TriStar. Des grands crus, des bières de qualité et des cocktails de toutes les couleurs. Différents plats au choix. Plus de place pour les jambes et les bagages à main que dans la plupart des gros courriers.



À partir du 1er Novembre, nous vous offrons des vols réguliers sur des TriStar entre Paris, Francfort, Zürich, le Moyen Orient et notre île paradisiaque de Sri Lanka. Pour toute réservation et tout renseignement complémentaire, veuillez appeler Air Lanka, 9 rue du 8 Septembre, Paris 75002. Tél: 297.43.44.

Mahé la princesse

GILBERT COMTE

Marianne

En 1918, bien qu'en
frigue, la même époque, une

100

Trente familles

éprouer. Les premiers fonctionnaires parus au terme de bons succès dans les rangs de l'administration coloniale ont dû, comme sous-officiers au début d'une carrière prometteuse, les **éprouer** à l'équivalent le sacrifice des detraites infiniment **éprouer** à la compensation qu'offraient les services publics locaux, à équivalence de **éprouer** le transfert de souveraineté, d'autres fils du **éprouer** ont été recrutés dans quelque part **éprouer**. Ne comprennent-ils toujours les **éprouer** juridiques de par-dessus les têtes **éprouer** plus tard.

Le président

Passant une heure en leur
comme jadis, et se réunissent
de même dans l'égalité de la
République. Les enfants ont
la santé. Les rues sont pour
son précédent. Les habitants
ont pris le chemin des conver-
geants les enfants saisissent
et quelques uns magiques
l'ancienne diaspora coloniale :
Djibouti, Diego-Suarez, la Réu-
nion, Casablanca, Tunis, Dakar,
Algérie... Dire qu'en temps-là
de chemins du monde
convergeaient vers la caserne
de Clignancourt, le fort de Vin-

La France

leurs oreilles, pourtant,
 la France», cela se prononce
 «le p'roif», n'est-ce pas ?
 «Dieu», c'est l'église. Avec
 opération. Dussante. Ingrate
 vinité, «*mère patrie* ne leur
 avoie «*coopérant*.
 iste quelques «*Journaux*,
 «elle réduit d'année en année
 leur économie. paraît-il.

Cordiaux, chaleureux, «*fran-*
 «de de Mafin accueillent
 «un frère métro-
 «littain «passage. Il soir.
 «mément regarder
 «ariate «dans la
 «oman «*partent* «*passé*,
 «qu'autour d'eux «téné-
 «s s'alourdissent «leurs
 «ix charmes de nostalgie.

La côte de boeuf »

REFLETS DU MONDE

TIME

Des cravates convoitées

différentes idées pro-
(forte)
- Cette idée se s engendré
autre, que s'engendré
par les
L'un
suspendu vingt-huit
mur son le
bution plus la recher-
: ainsi, par exemple,
Pepsi-Cola à l'ine-
scription en cyrillique, d'ol-
soviétiques, ou
Toyota
japonais.

Newsweek

Les clones républicains

ment identiques : l'Ohio, les candidats républicains présentés en Iowa et Wisconsin, les déclarations impétreuses citées avec guillemets. C'est une copie de conseils : Washington, le Campaign Management Associates, qui a été chargée de la campagne électorale républicaine Etats. »

Le silence n'a rien sûr qu'il clones du G.O.P. (Grand Party ou parti républicain).

La « malédiction indienne »

des siècles : élu en
Abraham Lincoln a
cinq ans plus tard, John
Garfield, en 1880, a connu
un an après
pouvoir,
McKinley, en
1901, un an après son élec-
on.
En 1923, Warren Har-
ing a été élu en 1920,
Roosevelt pour dernière
mort en 1945,
John Kennedy, en
1961, a été élu en 1960.

Képis rouges

Après la guerre de Duplex
ses guerres implacables
contre les Anglais. Il avait le
Paris dans la place à ses lieu-
tenants, mais une interdiction
de s'y retrancher der-
rière des fortifications. Puisque
aucun mur ne l'en empêchait
plus, le bourg s'en alla, famille
par famille, s'endormir sous les

Égalité

Une brève inscription sur le socle, demeure intact, résume les idées de MARY L'ESPÉRANT EN PAYS ANGLAIS : « UN - CONSERVATEUR DE LA RÉVOLUTION. Et c'est tout. Un siècle après la prise du pouvoir par les grands bourgeois anti-ouvriers et conservateurs parvenus au pouvoir à la suite de W. Perry, se sentaient encore complètement les héritiers d'une gigantesque morale religieuse exportant l'Evangile des droits de l'homme outre-mer, sous l'inquisition fiscale et l'autoritaire régime du travail forcé pour les indigènes ».

ASSOCIATED PRESS

La guerre du musicien (suite et fin)

Le musicien qui ■■■■ samedi demandait aux habitants ■■■■ Hampstead de signer une pétition contre l'installation dans leur quartier chic d'un ■■■■ à « hamburger » ■■■■ Monde

Dimanche du 5 octobre) ■ gagné la partie. Le directeur de ■ chaîne ■ restaurants ■ en fin de compte à son projet.

Jeudi 23 octobre

PREMIERE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 _____ régionales.
14 h 50 Objectif santé : L'a _____ poche.
15 h _____ jouent.
15 h 30 Histoire _____ : 14 h 30. Sécurité routière : 15 h 35. Buzsatche à la seine : 16 h 50. La discipline : 16 h. Des _____ quel _____ B. _____ A. la découverte de la _____ trouée : 17 h. Les nouvelles techniques : Moyen Age : 16 h. Plaisir de lire, plaisir de lire : 17 h. _____ l'Italie du Sud : Tarente. _____ l'AF4.
18 h _____ aux _____.
18 h 25 _____ pour les _____.
19 h 10 Une _____ pour les _____.
Pint le _____ tempère le verre, mais _____ annuelles.
19 h 20 _____ régionales.
19 h 30 _____ parisi de TF 1.
Journal.
20 h 35 Série : Les _____.
Une femme _____ nom d'tôle. Réalisation _____ Villiers. Avec _____ Barrier. G. Fontanet, J. Frantz, D. Manuel.
(Une _____ action.)
21 h 35 _____
E. Marqué _____ J. Bessançon.
22 h 25 _____ d'un _____
(Gobein).
19 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE 1 2

10 ■ **ANTIOPE.**
12 h 4 ■ **Le grand meurtre.**
14 h 30 Série : Les amours des rois.
12 h ■ **Journel.**
13 h ■ **Les nouvelles régionales.**
13 h ■ **Face à vous.**
14 h ■ **Aujourd'hui méditerranée.**
15 h ■ **Jalouse :** Delfin de France.
16 h ■ **Le monde du jeu :** Elizabeth Bédaride.
17 h ■ **Le journal sur...**
18 h ■ **Le spécial.**
17 h 15 ■ **Album A2.**
Ceser et la comie : Les paladins de France ; Discopuce : Les maux ont la parole ; Les Quat'arnis.
18 h ■ **Le grand jeu.**
18 h 50 ■ **Des chiffres et des lettres.**
19 h ■ **Le grand jeu.**
19 h 20 ■ **Les nouvelles régionales.**
19 h 45 ■ **Les grands débats politiques.**
L'opposition.
20 h ■ **Le grand échiquier.**
20 h 35 **Le grand échiquier.**
La Comédie-Française.
21 h ■ **Le grand échiquier.**
La Comédie-Française. Jacques Chancel.
21 h 30 ■ **Le grand échiquier.**
La Comédie-Française. Jacques Tardieu.

Le Directeur général,
des Postes et Télégraphes.

[illegible]

Vendredi 24 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

[illegible]

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h ■■■■■■ ■■■■ ■■■■

17 h 30 Série : ■■■■ amours des années folles.

12 h ■ Journal.

18 h 35 Emissions ■■■■■■

10 h 50 **Time & Date**
10 h 50 **Location**

14 h Aujourd'hui **Le grand prix**
15 h **Le grand prix**
16 h **Magazine**
17 h **Le grand prix**
18 h **Musiques**
19 h **Chaper et son**
20 h **Le grand prix**
21 h **Le grand prix**
22 h **Le grand prix**
23 h **Le grand prix**
24 h **Le grand prix**
25 h **Le grand prix**
26 h **Le grand prix**
27 h **Le grand prix**
28 h **Le grand prix**
29 h **Le grand prix**
30 h **Le grand prix**
31 h **Le grand prix**
32 h **Le grand prix**
33 h **Le grand prix**
34 h **Le grand prix**
35 h **Le grand prix**
36 h **Le grand prix**
37 h **Le grand prix**
38 h **Le grand prix**
39 h **Le grand prix**
40 h **Le grand prix**
41 h **Le grand prix**
42 h **Le grand prix**
43 h **Le grand prix**
44 h **Le grand prix**
45 h **Le grand prix**
46 h **Le grand prix**
47 h **Le grand prix**
48 h **Le grand prix**
49 h **Le grand prix**
50 h **Le grand prix**
51 h **Le grand prix**
52 h **Le grand prix**
53 h **Le grand prix**
54 h **Le grand prix**
55 h **Le grand prix**
56 h **Le grand prix**
57 h **Le grand prix**
58 h **Le grand prix**
59 h **Le grand prix**
60 h **Le grand prix**
61 h **Le grand prix**
62 h **Le grand prix**
63 h **Le grand prix**
64 h **Le grand prix**
65 h **Le grand prix**
66 h **Le grand prix**
67 h **Le grand prix**
68 h **Le grand prix**
69 h **Le grand prix**
70 h **Le grand prix**
71 h **Le grand prix**
72 h **Le grand prix**
73 h **Le grand prix**
74 h **Le grand prix**
75 h **Le grand prix**
76 h **Le grand prix**
77 h **Le grand prix**
78 h **Le grand prix**
79 h **Le grand prix**
80 h **Le grand prix**
81 h **Le grand prix**
82 h **Le grand prix**
83 h **Le grand prix**
84 h **Le grand prix**
85 h **Le grand prix**
86 h **Le grand prix**
87 h **Le grand prix**
88 h **Le grand prix**
89 h **Le grand prix**
90 h **Le grand prix**
91 h **Le grand prix**
92 h **Le grand prix**
93 h **Le grand prix**
94 h **Le grand prix**
95 h **Le grand prix**
96 h **Le grand prix**
97 h **Le grand prix**
98 h **Le grand prix**
99 h **Le grand prix**
100 h **Le grand prix**

Injustement renvoyé par [redacted] par
appreni bonianger [redacted] rstranche

octobre, m. ■■■■■ où il était logé.
 copains m. ■■■■■ filles.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h 30 Pour les jeunes.
 Les comtes du folklore japonais : le Bonnet
 et le léopard ; Les livres pour nous : *Expansité*
 Lir...

14 h 55 Tribune Libre.
 Conférence générale des cadres

19 h 16 ■■■■■

19 h 25 Émissions régionales.
 19 h 55 Dessin animé.
 Hector et Victor.
 ■■■■■ Les Vieux

20 h 30 V3 - Le nouveau vendredi : Stars en
 ■■■■■

Une émission de J.-M. Cavada et M. Thoulou-
 louze ; Réal. : C. Druhot.
 Dans dix jours a lieu l'élection présidentielle
 et les Français ont droit à une émission de
 «chance-Business» ne récompensant pas à faire
 campagne. On sait que Frank Sinatra et
 Louis Armstrong ont remporté le Big et que
 Paul Newman apparait Anderson. On sera
 aussi Ginger Rogers, Peter Fonda, Robert
 Stack. Lionel Lincoln

21 h 15 Ballet : « La jeune fille et le Soldat »
 D'après E.-M. Rostke. Réal. : S. Maigros ;
 Musique : C. Mahler ; Chorégraphie : M.
 Sparandak. Avec G. Andrieu, G. Gori,
 M. Boulou, P. Renaudo, Faturet et les
 danseurs de l'Opéra de Lyon.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Magazine : Thelusta.
 Le départ de la comtesse Le Saule-Delaiz

Samedi 25 octobre

PREMIERE CHAINE : TF 1

13 h 10 _____ régionales.
12 h _____ notre jardin.
12 h 45 La _____ : _____
13 h _____
13 h 30 _____ de l'accordéon.
13 h 50 Le plaisir du _____
Dessin animé. M. h. _____ 2 ;
14 h 50, La Famille Soussardier ; 14 h 50,
L'Arbre à paroles ; 15 h 55, Mays l'Abellé ;
16 h 10, L'Amant de la nuit ; 16 h 20, L'homme qui
_____ 3 milliards ;
16 h 10 _____ millions _____
16 h _____ Magazine _____
16 h _____ pour vous _____
16 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les parés de TF 1.
20 h Journal.
20 h _____
_____ Variétés :
M. Lacroix, M. Pignat, le _____ Abbe ;
R. Margnane, J. _____ Lolionborgia.
21 h Série : Tant qu'il y _____
Réédition R. Kukli avec M. Wood. _____ De _____

22 ■ 30 Talk-foot 1.
21 5 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 45 Journal des sources et des maisons-
librairie.

12 h 15 La vérité est au fond de la marotte.
12 h 45 L'humour.

13 h 30 Des animaux et des hommes.

14 h 25 Les jeux à table.

17 h 20 **Musée A 2.**
Pincobac : la mortelle (J. J. Bouchard).

18 h 35 **L'actualité.**

19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h 10 **Le monde régional.**

21 h 46 Top club.

22 h **Journal.**

23 h 36 Série : **François.**
Le roman d'un homme libre (G. G.). Réal.
C. Chabrol. Avec H. Berger, J. Carlier,
C. G. Roussel, C. G. Roussel, C. G. Roussel.
à Vienne, en Autriche, en France.

ne s'accomplir cette fois — exp
crochets

22 h 10 Variétés : Charles Amouroux à l'Olympia.
22 h 15 Documentaire : Les carnets de l'aventure.
Comme les oiseaux.
Les exploits des paracoutistes-amateurs. Les
dérivés : nouvelles des grandes expéditions.
22 h 35 [REDACTED]
22 h 55 Musique : Concert rock à Essen.
Le groupe Police.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
La Pêche noire : A vos marques : l'acrimie.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Rector et Victor.
20 h Les jeux
20 h 30 Retransmission lyrique : « le Monde de la lune ».
(Lire notre sélection.)
22 h 25 Journal.
22 h 45 Champ contre champ.

Dimanche 26 octobre

PREMIERE CHAINE : TF 1

9 h 10 Tchaïkovski.

9 h 30 Concert de la radio.

10 h Traversée protestante.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

11 h Messe.

Célébration la collégiale Marie-Thérèse de Saint-Laurent-d'En (Seine-Maritime).

12 h La séquence du spectacle.

12 h TF 1 - TF 1.

13 h Journal.

13 h 15 C'est pas sérieux.

14 h L'Américain : les nouveaux romans.

15 h 10 Théâtre à Longchamp.

15 h 40 Série : Les hommes de Ross.

16 h 10 Cinéma : M. T. et le monde D. Doll, J. Marinelli, M. ...

17-18 25 Les secrets des étoiles

18 h 10 Journal.

18 h 10 Cinéma : « Un singe en hiver »

Pisto français de A. Vercellotti [film], avec J.-C. ...

19 h 10 Cinéma : M. T. et le monde D. Doll, J. Marinelli, M. ...

20 h 10 Cinéma : M. T. et le monde D. Doll, J. Marinelli, M. ...

21 h 10 Jazz à Antibes.

Réalis. J.-C. Averty, avec ... Turner.

(Haut sonore)

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

[illegible]

10 h 30 Mosaïque.
15 h 45 Experts du court métrage tra-

16 h Assez d'un certain mélange européen.
17 h Je suis : Vous connaissez trois.
Le palais du Luxembourg.

17 h Prétende à l'après-midi : Vivaldi.
Concerto F 342 en sol mineur.

17 h 15 Théâtre ■ toujours : ■ il vous
plaît.

De Shakespeare (V.O sous-titrée).

18 h 40 Spectacle DON-TOUT.

20 h Série : Benny Hill.

20 h 30 Hollywood : 1920-1950, une révolution livrée.
Une émission de G. Rémy, R. Beaumont, G. Vincens, A. Prost, René : P. Robert No 3 :
■ le quotidien ■
La France a changé en soixante ans, mais
les Français, eux, ont-ils changé? Pour
savoir ce qui est resté et ce qui a disparu,
nous soulevons dans les trousseaux noirs et blancs
enquêtes comment on vivait jadis et comment
on vit aujourd'hui on mange, on se lave, on
s'habille.

21 h 25 Journal.

21 h 40 L'émission de FR 3 : L'arbre du vie.

22 h 60 Cinéma de cinéma (cycle Hollywood ve
par Hollywood) : ■ Les Ensorcelés ■
Film américain de V. Mordaunt (1952), avec
L. Turner, E. Douglas, W. Fegans, D. Powell,
J. H. Brown (V.O sous-titrée). G. Roland, J. G.
Carroll, V. Brown (V.O sous-titrée). R. Institut-
Stalton).

Un spectateur de films cherche à faire sa
reentrée à Hollywood. Un spectateur en scène,
une égarée et la caméra ne voit pas son confan-
ce et la caméra ne s'aperçoit ni de son confan-
ce à leurs sentiments de leurs rapports

A VOIR

Vive l'armée de l'air !

DOCUMENTAIRE :
« FRANCE 100 VERT »
Émission de télévision
TF 1, 20 h 35

Qu'on ne s'y trompe pas : il
ne s'agit d'un documentaire
burlesque, mais pour
rater le Non, l'émission
émission
faire découvrir
opération militaire
serions jours,
capitaine
chef patrouille, il aura
la responsabilité de quatre
Mirage-Fi en vol. Le la
de intercepter
Mirage plein ciel.
François Marseul, réalisa-
teur-dialoguiste-scénariste, inaugure
ici un nouveau genre : un
documentaire d'actualité
en un reportage ni une
mais en film : un
façon faire l'information,
explicite-hin, c'est
histoire Celle-ci
pré-céciter scénario
dialogues, mais elle
rouve par pilotes
chasse et comé-
dies. Par là, il
...s'écrit

Impressionnantes. Seulement, le
factieux et vous
expliquer : on ne perd parole
son latin. Et surtout à trop
vouloir raconter, il tombe rapi-
dement en piéce l'ane-
dotique et clichés, style
« Tanguy... » la
... la
... danté virile. On voit même
un pilote penser, en plein vol,
à la ... soirs qu'il
... petite famille
... , précise-t-il.
Tout manque de spontanéité. Et l'on n'est plus
la personnalité
pilotes sur pourquoi leur engagement.

Lorsque **généraliste** apparaît
nom **d'information**
publiques
(SIRPA) **sux**
TF 1, **deux** producteurs
émission, on s'interroge
raison qui **poussé** l'état-
major **l'armée** l'air
accepter **scénario**. Il n'est
même pas **interpréter** la
télévision **véritables** pilotes
chasse. François M.
reproche **il** s'agit
d'un **propagande**.
La
astucieuse, **choix** du sujet
moins.

Haydn sorti de l'oubli

FR 3, 20 h 30

Joseph Haydn ■ compositeur
quintz opéras pour ■ théâtre
princier de ■ matfre Nicolas
la Magnifique, mais, aussi
curieux que cela puisse paraître,
aucun d'entre eux n'a
riére au-delà de la scène où
■ vu le jour. Ils y rencontrèrent
pourtant bien davantage qu'un
seul et même succès. Les lettres
de Haydn démontrent le com-
positeur décline humblement l'offre
l'entendant du théâtre
Prague ■ représenter un ■ ses
sur la scène où
Giovanni venait d'être or-
n'a pu qu'encourager le
légendaire ■ directeur d'opéra
les préjugés ■ historiens.

C'est seulement ■ lors-
que le Festival ■ Horade
celui d'été de Prvence ont
ressuscité conjointement
■ de la Lune, que les
idées toutes fraîches ont cédé
place à l'interrogation : les
opéras ■ Haydn seraient-ils
vraiment dépourvus d'intérêt ?
Quelques musicologues, ■ Marco
Vignoli en particulier, ont mis
leur enthousiasme ■ contribution
pour démontrer que ces opéras
sont somme toute aujourd'hui
L'un après l'autre, ■ opéras
Haydn sont ■ l'oubli ardue

...disques
radio ou festivals, lorsqu'ils
en n'ont plus
l'impression d'accomplir
ment bonne action.

Composé en 1777, l'occasion
des du du
Nicolas le Magnifique.
le Luno, comme déjà l'Apo-
théaire, a été écrit d'après
pboas Goldoni. L'action en est
simple, moins naïve qu'il
n'y a pas, derrière le
du conte, l'esprit de lumière
transparaît en filigrane :
xmen arduide Buonafede,
passionné d'astronomie, a leun
accorder ses deux
et Flaminia, le soi-disant astro-
logue , son ami
Emesto, la complicité de
la sa et
Cecco, lui font accomplir un
saut que imagine sur la Lune,
toute ce qu'est sur
sur se réalisent.

La production que présente ■■■ à ■■■ à l'occasion ■■■■ représentations données ■■■■ l'opéra de Lyon en janvier 1979. Sans ■■■■ exceptionnelle, la distribution ■■■■ l'ensemble ■■■■ satisfaisante. L'orchestre réunissant ■■■■ musiciens ■■■■ Lyon ■■■■ Chambéry a dû donner quelque ■■■■ à Claire Gibault, ■■■■ direction brillante ■■■■ départ ■■■■ d'une certaine ■■■■ échec — est un peu super-
— ■■■■ C.

La mémoire du blues

JAZZ : JOE THURMAN ■ ANTIBES
 26
 TF 1, 22 h

En jazz, les pianistes classés
 1. Le plus souvent Paris, dans les années 1950.
 2. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.
 3. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.
 4. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.
 5. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.
 6. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.
 7. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.
 8. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.
 9. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.
 10. Le plus souvent Paris, qu'il y a eu une tournée d'Adèle.

Joe Turner n'est pas un pianiste ordinaire. Comme T. Johnson et comme les grands pianistes - mais à la main gauche - il joue qu'à sa main droite, qui s'amuse à des tours imaginaires de temps. Un coup sur un autre, un autre sur l'accord, un autre sur le rythme, précis que rapide et décalage et pointe d'accent qui vous conçoivent les temps de la mesure.

le génie rythmique du piano
« tride », c'est n'est
dire rien, un simple, naïf,
et pourtant c'est un
personne ou
réussir.

Turner n'est un chanteur
ordinaire. Tous
chanson pourtant. Tous

ritournelles, il
sait par
les voux
prennent toujours
coup laune comme un air
à la guitare
du piano, là, à
qu'il ajoute le pianiste « tride »
(et
à ceux qui ne
point), à simples pianistes méca-
niques, il ajoute
qui vient du blues. Et
il
un irrémédiable
acteur la musique noire.

À l'heure où une **musical, Harlem swing, triomphe** à Paris, une **quintette** la **Waller**, il convient **découvrir** ou **regarder l'art** **de jouer** **Joe Turner** : **que, à soixante-treize** **Joe Turner** **propre** : **tout saul.** — F. M.

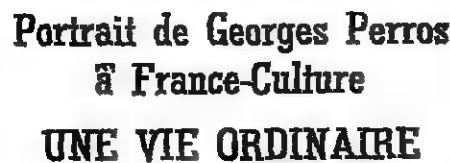
le rangement c'est l'armoire universelle

pour tous les styles, à vos mesures
en toutes essences de bois

Amplitude de rangement
de 1,20 m à 2,40 m
Prix spécial : 299 000 F
LITS RELEVABLES
(LITON 2020) : 2 Litages Paris-Provence
48 av. Emile Zola
PARIS 15-9519
tél. 575 23.21

2 Litages Paris-Provence
25 av. Div. Leclerc
ANTONY 92160
tél. 237 48.00

Catalogue 6414 cont. 4 litages 130 F



ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

[illegible]

FRANCE - CULTURE

FRANCE - MUSIQUE

6 h. ■ **Quatuor Musique** (Biser, Schumann, Prokofiev, Weizner) ■ 8 h. ■ **L'Intégrale** ■ 9 h. ■ **Semaine :** ■ concertos pour violon, ■ disque ■ Mozart ; 4 h. 40. ■ disque ■ 8 h. ■ Le Martini des Musiciens : Brahms et Viennse (1862-1898).

12 h. ■ **Musique de chambre :** ■ légère (Berlioz, Liszt, Mendelssohn) ■ 13 h. ■ **Musique classique :** J. S. Bach, Couperin, 33 h. ■ **concerto au piano.**

■ h. ■ **Musiques :** L'art dans la simplicité (Hernando Cortez, Albin, Chabrier, Debussy, Ravel, Repertoire). ■ 17 h. ■ **Musique :** Prokofiev, Tchaikovsky, 18 h. ■ **Musique de chambre :** « Quatuor n° 15 en sol majeur » de Schubert, par le quatuor de chambre de la Philharmonie symphonique (Krumpholtz, Stomohel, Kowalick, Kominski).

19 h. 2. ■ **Rit-Ruit :** jazz time ; 16 h. 30. ■ **Megaphone** de D. Lemery ; 30 min. ■ **Gaietés de son** (Sachl, Vividali).

20 h. ■ **Concert (Festival National de Paris)** ■ « Trio pour piano, violon et violoncelle et tri solo major » (Beethoven), « Trio pour piano et violon » (Schubert).

FRANCE - CULTURE

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2. *Quotidien Musique* (Delibes, Rimsky-Korsakov, Couperin) ; 7 h. 40. *L'intégrale de la semaine* (Mozart) ; 7 h. 30. Informations.

8 h. 2. *Le Maître des musiciens* : Beethoven à l'école, autour de la Messe, de la Symphonie en ré mineur, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. A. Boehm.

12 h. 15. *Classique de l'après-midi* : Musique Moderne (Masseňek) ; 13 h. 35. Jazz classiques (J. Tergander) ; 13 h. 45. Les musiciens en la parole.

14 h. 15. *Classique de l'après-midi* : Musique Moderne (Masseňek) ; 15 h. 35. Jazz classiques (J. Tergander) ; 15 h. 45. Les musiciens en la parole.

16 h. 15. *Classique de l'après-midi* : Musique Moderne (Masseňek) ; 17 h. 30. Deux œuvres inédites de Rostislav.

18 h. 15. *Classique de l'après-midi* : 18 h. 30. Magazines de D. Lemaire ; Portrait par *musiciens* : Alain Mozart, piano, interprète *musiciens* : Jean-Michel et Jean-Louis Joles (Verdi, R. Strauss, Wolf, Wagner).

20 h. 30. Concert : « *Éclipses* », création musicale (A. Chénier) ; « *Elysées* » (J. Chénier) ; « *Chambre* » (D. Ousg) ; « *Double concerto pour clavessin et piano* » (Carcer).

FRANCE CULTURE

FRANCE - CULTURE

- 7 D. 2. **Matinales.**
- 8 h. Les chemins de la connaissance : La circulation des grains (des greniers du Rome);
- 9 h. 30. Les moines agronomes : les frères convers.
- 8 h. 50. **École au hasard.**
- 9 h. 15. **Matinée des adresses et des techniques :**
- 9 h. 45. Le **Nouv** ouverture sur la vie : « Le Roi de l'Est » ;
- 10 h. 15. « Odeur » ; « Odeur Matinale » ; « Matinale à la ve-t-en-gaître », de C. Brand.
- 11 h. 2. **Musiques de Noël à Nancy.**
- 12 h. 5. **Nous tous chéris.**
- 13 h. 15. **Programme.**
- 14 h. **Magazine des jeunes musicales de France.**
- 15 h. **Sont : Ballets et ballets.**

FRANCE - MUSIQUE

■ **h. 2.** *Quintetum Musicae* (Ch. Strauss, Boettcher, Bonger, Ravel). *L'Intégrale* ■ **h. 3.** *Semaines* (Mauriat). **7 h. 40.** ■ **h. 4.** *du disque*; ■ **h. 5.** *Informations*.

■ **h. 6.** ■ **h. 7.** ■ **h. 8.** ■ **h. 9.** ■ **h. 10.** ■ **h. 11.** ■ **h. 12.** ■ **h. 13.** ■ **h. 14.** ■ **h. 15.** ■ **h. 16.** ■ **h. 17.** ■ **h. 18.** ■ **h. 19.** ■ **h. 20.** ■ **h. 21.** ■ **h. 22.** ■ **h. 23.** ■ **h. 24.** ■ **h. 25.** ■ **h. 26.** ■ **h. 27.** ■ **h. 28.** ■ **h. 29.** ■ **h. 30.** ■ **h. 31.** ■ **h. 32.** ■ **h. 33.** ■ **h. 34.** ■ **h. 35.** ■ **h. 36.** ■ **h. 37.** ■ **h. 38.** ■ **h. 39.** ■ **h. 40.** ■ **h. 41.** ■ **h. 42.** ■ **h. 43.** ■ **h. 44.** ■ **h. 45.** ■ **h. 46.** ■ **h. 47.** ■ **h. 48.** ■ **h. 49.** ■ **h. 50.** ■ **h. 51.** ■ **h. 52.** ■ **h. 53.** ■ **h. 54.** ■ **h. 55.** ■ **h. 56.** ■ **h. 57.** ■ **h. 58.** ■ **h. 59.** ■ **h. 60.** ■ **h. 61.** ■ **h. 62.** ■ **h. 63.** ■ **h. 64.** ■ **h. 65.** ■ **h. 66.** ■ **h. 67.** ■ **h. 68.** ■ **h. 69.** ■ **h. 70.** ■ **h. 71.** ■ **h. 72.** ■ **h. 73.** ■ **h. 74.** ■ **h. 75.** ■ **h. 76.** ■ **h. 77.** ■ **h. 78.** ■ **h. 79.** ■ **h. 80.** ■ **h. 81.** ■ **h. 82.** ■ **h. 83.** ■ **h. 84.** ■ **h. 85.** ■ **h. 86.** ■ **h. 87.** ■ **h. 88.** ■ **h. 89.** ■ **h. 90.** ■ **h. 91.** ■ **h. 92.** ■ **h. 93.** ■ **h. 94.** ■ **h. 95.** ■ **h. 96.** ■ **h. 97.** ■ **h. 98.** ■ **h. 99.** ■ **h. 100.** ■ **h. 101.** ■ **h. 102.** ■ **h. 103.** ■ **h. 104.** ■ **h. 105.** ■ **h. 106.** ■ **h. 107.** ■ **h. 108.** ■ **h. 109.** ■ **h. 110.** ■ **h. 111.** ■ **h. 112.** ■ **h. 113.** ■ **h. 114.** ■ **h. 115.** ■ **h. 116.** ■ **h. 117.** ■ **h. 118.** ■ **h. 119.** ■ **h. 120.** ■ **h. 121.** ■ **h. 122.** ■ **h. 123.** ■ **h. 124.** ■ **h. 125.** ■ **h. 126.** ■ **h. 127.** ■ **h. 128.** ■ **h. 129.** ■ **h. 130.** ■ **h. 131.** ■ **h. 132.** ■ **h. 133.** ■ **h. 134.** ■ **h. 135.** ■ **h. 136.** ■ **h. 137.** ■ **h. 138.** ■ **h. 139.** ■ **h. 140.** ■ **h. 141.** ■ **h. 142.** ■ **h. 143.** ■ **h. 144.** ■ **h. 145.** ■ **h. 146.** ■ **h. 147.** ■ **h. 148.** ■ **h. 149.** ■ **h. 150.** ■ **h. 151.** ■ **h. 152.** ■ **h. 153.** ■ **h. 154.** ■ **h. 155.** ■ **h. 156.** ■ **h. 157.** ■ **h. 158.** ■ **h. 159.** ■ **h. 160.** ■ **h. 161.** ■ **h. 162.** ■ **h. 163.** ■ **h. 164.** ■ **h. 165.** ■ **h. 166.** ■ **h. 167.** ■ **h. 168.** ■ **h. 169.** ■ **h. 170.** ■ **h. 171.** ■ **h. 172.** ■ **h. 173.** ■ **h. 174.** ■ **h. 175.** ■ **h. 176.** ■ **h. 177.** ■ **h. 178.** ■ **h. 179.** ■ **h. 180.** ■ **h. 181.** ■ **h. 182.** ■ **h. 183.** ■ **h. 184.** ■ **h. 185.** ■ **h. 186.** ■ **h. 187.** ■ **h. 188.** ■ **h. 189.** ■ **h. 190.** ■ **h. 191.** ■ **h. 192.** ■ **h. 193.** ■ **h. 194.** ■ **h. 195.** ■ **h. 196.** ■ **h. 197.** ■ **h. 198.** ■ **h. 199.** ■ **h. 200.** ■ **h. 201.** ■ **h. 202.** ■ **h. 203.** ■ **h. 204.** ■ **h. 205.** ■ **h. 206.** ■ **h. 207.** ■ **h. 208.** ■ **h. 209.** ■ **h. 210.** ■ **h. 211.** ■ **h. 212.** ■ **h. 213.** ■ **h. 214.** ■ **h. 215.** ■ **h. 216.** ■ **h. 217.** ■ **h. 218.** ■ **h. 219.** ■ **h. 220.** ■ **h. 221.** ■ **h. 222.** ■ **h. 223.** ■ **h. 224.** ■ **h. 225.** ■ **h. 226.** ■ **h. 227.** ■ **h. 228.** ■ **h. 229.** ■ **h. 230.** ■ **h. 231.** ■ **h. 232.** ■ **h. 233.** ■ **h. 234.** ■ **h. 235.** ■ **h. 236.** ■ **h. 237.** ■ **h. 238.** ■ **h. 239.** ■ **h. 240.** ■ **h. 241.** ■ **h. 242.** ■ **h. 243.** ■ **h. 244.** ■ **h. 245.** ■ **h. 246.** ■ **h. 247.** ■ **h. 248.** ■ **h. 249.** ■ **h. 250.** ■ **h. 251.** ■ **h. 252.** ■ **h. 253.** ■ **h. 254.** ■ **h. 255.** ■ **h. 256.** ■ **h. 257.** ■ **h. 258.** ■ **h. 259.** ■ **h. 260.** ■ **h. 261.** ■ **h. 262.** ■ **h. 263.** ■ **h. 264.** ■ **h. 265.** ■ **h. 266.** ■ **h. 267.** ■ **h. 268.** ■ **h. 269.** ■ **h. 270.** ■ **h. 271.** ■ **h. 272.** ■ **h. 273.** ■ **h. 274.** ■ **h. 275.** ■ **h. 276.** ■ **h. 277.** ■ **h. 278.** ■ **h. 279.** ■ **h. 280.** ■ **h. 281.** ■ **h. 282.** ■ **h. 283.** ■ **h. 284.** ■ **h. 285.** ■ **h. 286.** ■ **h. 287.** ■ **h. 288.** ■ **h. 289.** ■ **h. 290.** ■ **h. 291.** ■ **h. 292.** ■ **h. 293.** ■ **h. 294.** ■ **h. 295.** ■ **h. 296.** ■ **h. 297.** ■ **h. 298.** ■ **h. 299.** ■ **h. 300.** ■ **h. 301.** ■ **h. 302.** ■ **h. 303.** ■ **h. 304.** ■ **h. 305.** ■ **h. 306.** ■ **h. 307.** ■ **h. 308.** ■ **h. 309.** ■ **h. 310.** ■ **h. 311.** ■ **h. 312.** ■ **h. 313.** ■ **h. 314.** ■ **h. 315.** ■ **h. 316.** ■ **h. 31**

FRANCE - CULTURE

- 7 h. 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Le crâne des hommes des grottes (des graviers de Bologne).
- 9 h. 5. 32. Les moutons aggroscaves : le marabou agricole européen.
- 10 h. 7. Les malinrs du songe.
- 11 h. 6. Questions sur la littérature.
- 12 h. 46. Questions au zig-zag : « Paris danslog ». Prof. Z. Sarrus.
- 13 h. 5. Musique en Noët à Nancy.
- 14 h. 3. []
- 15 h. 4. Handicap.
- 16 h. 30. Renaissance des organes de F. []
- 17 h. L'orgue du l'abbaye-aux-Dames de []
- 18 h. 4. []
- 19 h. 5. Du litre. « voir » : c.le [] des logopades d'A. []
- 20 h. 47. Questions. [] de trajet de []
- 21 h. 56. Contact.
- 22 h. 3. Magasin.
- 23 h. 48. Département. [] En direct de [] (les vendanges).
- 24 h. 16. []
- 25 h. 20. []
- 26 h. 30. La Comète de Monte-Cristo, d'après A. Dumais.
- 27 h. 2. Jean à l'écluse.
- 28 h. 5. Les progrès de la biologie en de la []
- 29 h. 1. La pathologie des migrants.
- 30 h. La libellule à travers : Le [] et l'Empire. de R. Leenhardt.
- 31 h. [] conscience : Colloque international de la Commission internationale pour la conscience et la [] d'êtres.
- 32 h. 38. [] magnétiques ; Objets inanimés.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. ■ Quotidien Musiquier (Gershwin, Debussy, Liszt, Dukas) : L'Internationale de la Musique Moderne 7 h. ■ Les Concerts de la semaine : 8 h. ■ 30 Informations.

9 h. 2. Avez-vous la musique :

■ 1. Le concert de l'école : Brahms et Beethoven ;
■ 2. Le concert d'adultes : « Concerto pour piano en mi mineur », par l'Orchestre national de France, dir. K. Karajan ;
■ 3. Le concert de chambre : Trio pour piano, Copland (Guarnieri) ; 15 h. ■ J'accuse classique (C. Fauré) : 15 h. ■ La musique à la parole.

16 h. ■ Musiques : concert de la terre : « Les musiciens du monde » ; 17 h. ■ Musique moderne (Zimmerman) ; 19 h. 20. ■ Musique contemporaine (Betsy Jones) ; 19 h. 30. ■ III. Musique : 20 h. ■ Musique (III) : les sources du vingtième siècle (Halverson, Messiaen, Boulez, Górecki, Berg, Arnestedt).

21 h. 2. Six-huit : Jazz time : 18 h. ■ Concert en jazz : 19 h. ■ Les concours internationaux de claviers : 20 h. ■ Concours international de guitare.

22 h. ■ Concours Perspectives du vingtième siècle : Jean Jean Barraqué ; « Sonate piano » ; « Séquence » ; « Concerto pour clarinette » ; « Chorégrame » ; « Suite pour piano » par l'ensemble 25-26, dir. Paul Méfano.

23 h. ■ Mieux la vie ! Le grand spectateur : 23 h. ■ Les grands spectacles : 23 h. ■ Les grands compositeurs proposent : Claude Ballif.

FRANCE - CULTURE

[illegible]

FRANCE - MUSIQUE

■ h. 2. Quotidien (Offenbach, France, Beethoven, Schubert): L'Intégrale de (Mozart): 7 h. 40. Actualité disque, 3 Informations.

9 h. 2. Le Minidiscs, Vienne, Quintette clari-

12	a.	Musique		Musique légère (Kodaly, Dvorak); 13 h. Jazz classique (J. Stravinsky); 13 h. 15. Jazz moderne (M. Ravel).
14	b.	Musiques : Les chants du terroir :		
		13 h., 28. Les Enfants d'Orphée; 15 h., Piano :		
		Casadevall interprète Nordstrom.		
		Satie 16 h. 15. L'Opéra :		
		« Doktor »		
		(livret de Jarnach), par l'Orchestre radio-		
		symphonique aux 15 h. 45. Opéra :		
		P. Lettner, avec V. Fischer-Dieskau, K.-Ch.		
		Kohn, W. Cocheran, A. de Sidière.		
19	b.	13 h. 15. Magasin de la semaine :		
		Magazine de D. Lemercier; 30 h. Actualité lyrique :		
		Hommage à Claude Debussy (Debussy,		
		Messiaen, Gounod, Dostoevski).		
20	a.	13 h. 15. Échanges franco-allemands :		
		« Symphonie n° 4 en fa mineur »		
		(Tchaïkovski) ; « Médias », monologues dra-		
		maturaux (Koch) pour orchestre » (Dallapic-		
		cola, répertoire radio-symphoniste de la		
		radio, dirigé par M. Besson, avec les		
		Wagmann, soliste soprano.		
21	b.	15. Ouvert la nuit : Contrats par petites		
		étapes : 23 h. 15. Concerto pour piano et		
		orchestre ; 23 h. 45. Vieilles airs : cycle P. von Weiz-		
		gartner (Brahms) ; 0 h., J. Bass Fort.		

FRANCE-CULTURE

[illegible]

FRANCE - MUSIQUE

[illegible]

FRANCE - CULTURE

- 7 a. 7. La fontaine envinée.
- 7 b. 8. Héroses. magazine religieux.
- 7 c. 9. Chasseurs de son.
- 7 d. 10. Orthodoxes et chrétiens orientaux.
- 7 e. 11. Protestants.
- 7 f. 12. Israël.
- 7 g. 13. Divers aspects de la pensée contemporaine.
- 7 h. 14. L'Europe centralisée.
- 7 i. 15. Messe en l'église Saint-Sauv. à Paris.
- 7 j. 16. Marche sur la musique.
- 7 k. 17. A. Allegro.
- 7 l. 18. Disques rares de R. Martin.
- 7 m. 19. Sons : Salons et ballons.
- 7 n. 20. S. T. Comédie - Française présente :
XIV.
- 7 o. 21. Premiers prix 1978 des tour-
nois de royaume de la musique.
- 7 p. 22. Les rencontres de G. Monnerville, le
docteur Lagravère et E. Bonnefous.
- 7 q. 23. Ma non troppo.
- 7 r. 24. Le cinéma d'industries.
- 7 s. 25. Albatros : G. Perros (lire notre édition).
- 7 t. 26. Atelier de création radiophonique.
- 7 u. 27. Scazzetti, Casanovi, Casanovi,
Giordani, C.-M. von Weber, Arsenaki.

FRANCE - MUSIQUE

2. **B. C. Fromanet** (J. M. Morel,
 Baud, Gletner, Lehar, Lion, Hagen).
 3. **20. Les chœurs** : **Musique chorale** :
 1. **21. Le chant grégorien** :
 2. **Le chant grégorien** : à travers les
 siècles : de J.-S. Bach à nos jours
 pour le vingt et unième dimanche
 après la Trinité : 10 h. — classiques
 3. **22. Concert** (en direct du Grand Auditorium) :
 « Quatuor à cordes en ut mineur »
 (Mozart), par le Quatuor du Théâtre-
 lyrique.
 4. **23. Les Jours du Vendredi** : Une personne
 à la fois : de ses goûts et présente
 quelques œuvres.
 5. **24. Tous en scène** : **July Garland**,
James Cagney, **Massimo Nakai** (Bach,
 Beethoven, Schubert).
 6. **25. Les après-midi de l'orchestre** : **Elizaveta**
Levin (Mozart, Beethoven, France, « Les
 créations Pasdeloup ») (Schumann).
 7. **26. La tribune des critiques de disques** :
 8. **27. Les enregistrements des « Puccini-
 ans »**.
 9. **28. Palmarès du Concours international de
 guitare**.
 10. **29. Concert de chœurs** (Doudine
 et Chœur de Courchevel) : « Souve pour
 violon et piano », « en ré mineur »
 11. **30. « Souve » violon et piano**
 en soi-même : « Souve » violon et piano
 12. **31. « Souve » violon et piano** :
 13. **32. « Souve » violon et piano** :
 14. **33. « Souve » violon et piano** :
 15. **34. « Souve » violon et piano** :
 16. **35. « Souve » violon et piano** :
 17. **36. « Souve » violon et piano** :
 18. **37. « Souve » violon et piano** :
 19. **38. « Souve » violon et piano** :
 20. **39. « Souve » violon et piano** :
 21. **40. « Souve » violon et piano** :
 22. **41. « Souve » violon et piano** :
 23. **42. « Souve » violon et piano** :
 24. **43. « Souve » violon et piano** :
 25. **44. « Souve » violon et piano** :
 26. **45. « Souve » violon et piano** :
 27. **46. « Souve » violon et piano** :
 28. **47. « Souve » violon et piano** :
 29. **48. « Souve » violon et piano** :
 30. **49. « Souve » violon et piano** :
 31. **50. « Souve » violon et piano** :
 32. **51. « Souve » violon et piano** :
 33. **52. « Souve » violon et piano** :
 34. **53. « Souve » violon et piano** :
 35. **54. « Souve » violon et piano** :
 36. **55. « Souve » violon et piano** :
 37. **56. « Souve » violon et piano** :
 38. **57. « Souve » violon et piano** :
 39. **58. « Souve » violon et piano** :
 40. **59. « Souve » violon et piano** :
 41. **60. « Souve » violon et piano** :
 42. **61. « Souve » violon et piano** :
 43. **62. « Souve » violon et piano** :
 44. **63. « Souve » violon et piano** :
 45. **64. « Souve » violon et piano** :
 46. **65. « Souve » violon et piano** :
 47. **66. « Souve » violon et piano** :
 48. **67. « Souve » violon et piano** :
 49. **68. « Souve » violon et piano** :
 50. **69. « Souve » violon et piano** :
 51. **70. « Souve » violon et piano** :
 52. **71. « Souve » violon et piano** :
 53. **72. « Souve » violon et piano** :
 54. **73. « Souve » violon et piano** :
 55. **74. « Souve » violon et piano** :
 56. **75. « Souve » violon et piano** :
 57. **76. « Souve » violon et piano** :
 58. **77. « Souve » violon et piano** :
 59. **78. « Souve » violon et piano** :
 60. **79. « Souve » violon et piano** :
 61. **80. « Souve » violon et piano** :
 62. **81. « Souve » violon et piano** :
 63. **82. « Souve » violon et piano** :
 64. **83. « Souve » violon et piano** :
 65. **84. « Souve » violon et piano** :
 66. **85. « Souve » violon et piano** :
 67. **86. « Souve » violon et piano** :
 68. **87. « Souve » violon et piano** :
 69. **88. « Souve » violon et piano** :
 70. **89. « Souve » violon et piano** :
 71. **90. « Souve » violon et piano** :
 72. **91. « Souve » violon et piano** :
 73. **92. « Souve » violon et piano** :
 74. **93. « Souve » violon et piano** :
 75. **94. « Souve » violon et piano** :
 76. **95. « Souve » violon et piano** :
 77. **96. « Souve » violon et piano** :
 78. **97. « Souve » violon et piano** :
 79. **98. « Souve » violon et piano** :
 80. **99. « Souve » violon et piano** :
 81. **100. « Souve » violon et piano** :
 82. **101. « Souve » violon et piano** :
 83. **102. « Souve » violon et piano** :
 84. **103. « Souve » violon et piano** :
 85. **104. « Souve » violon et piano** :
 86. **105. « Souve » violon et piano** :
 87. **106. « Souve » violon et piano** :
 88. **107. « Souve » violon et piano** :
 89. **108. « Souve » violon et piano** :
 90. **109. « Souve » violon et piano** :
 91. **110. « Souve » violon et piano** :
 92. **111. « Souve » violon et piano** :
 93. **112. « Souve » violon et piano** :
 94. **113. « Souve » violon et piano** :
 95. **114. « Souve » violon et piano** :
 96. **115. « Souve » violon et piano** :
 97. **116. « Souve » violon et piano** :
 98. **117. « Souve » violon et piano** :
 99. **118. « Souve » violon et piano** :
 100. **119. « Souve » violon et piano** :
 101. **120. « Souve » violon et piano** :
 102. **121. « Souve » violon et piano** :
 103. **122. « Souve » violon et piano** :
 104. **123. « Souve » violon et piano** :
 105. **124. « Souve » violon et piano** :
 106. **125. « Souve » violon et piano** :
 107. **126. « Souve » violon et piano** :
 108. **127. « Souve » violon et piano** :
 109. **128. « Souve » violon et piano** :
 110. **129. « Souve » violon et piano** :
 111. **130. « Souve » violon et piano** :
 112. **131. « Souve » violon et piano** :
 113. **132. « Souve » violon et piano** :
 114. **133. « Souve » violon et piano** :
 115. **134. « Souve » violon et piano** :
 116. **135. « Souve » violon et piano** :
 117. **136. « Souve » violon et piano** :
 118. **137. « Souve » violon et piano** :
 119. **138. « Souve » violon et piano** :
 120. **139. « Souve » violon et piano** :
 121. **140. « Souve » violon et piano** :
 122. **141. « Souve » violon et piano** :
 123. **142. « Souve » violon et piano** :
 124. **143. « Souve » violon et piano** :
 125. **144. « Souve » violon et piano** :
 126. **145. « Souve » violon et piano** :
 127. **146. « Souve » violon et piano** :
 128. **147. « Souve » violon et piano** :
 129. **148. « Souve » violon et piano** :
 130. **149. « Souve » violon et piano** :
 131. **150. « Souve » violon et piano** :
 132. **151. « Souve » violon et piano** :
 133. **152. « Souve » violon et piano** :
 134. **153. « Souve » violon et piano** :
 135. **154. « Souve » violon et piano** :
 136. **155. « Souve » violon et piano** :
 137. **156**



ALAIN MUKENZIE

FOSSÉ

Mahdi Elmandjra : la culture, levier du développement

Ne **pas** d'ap-
prendre, les est le
sine du **de** la
rapport au **de**
Rome, qui vien-
d'être traduit en
français (1), et don-
la particularité
d'avoir été **de** par
un Américain, **de**
W. **de** un repré-
tiera-monde, Mahd
marocain, et **de**
l'Europe **de** la
Royaume **de** la
y des **de** physiques à la
croissance.
sont, **de** de l'intelligence, elles
sont inépuisables. **de** faut-
comblent un **de** pour qu'elles
soient totalement exploitables.

Le **maréchal Elmandjra** est professeur à l'université **Moulay** **med V** **el** **Rabat**, président de la **Fédération mondiale pour les études sur le futur**, il possède de nombreuses publications, notamment sur les problèmes du tiers-monde. Il a été pendant **trois** **ans** en poste à **l'UNESCO**.

« ~~Comment~~ combler l'écart, que ~~les~~ ~~milieu~~ grandissant, mais la complexité ~~des~~ problèmes qui se posent au monde et les possibilités de le maîtriser ? »

L'histoire de l'humanité
réduit presque à une
courbe qui a une partie
complexité et la partie
et la courbe de l'apprentissage.
c'est-à-dire la capacité
l'homme, qui lui-même
cette complexité, la maîtrise
grâce à ses connaissances et leur
utilisation à des fins sociales ou
culturelles bénéfiques. En
ensemble, l'écart entre la
complexité et celle
l'apprentissage
grandir, et qu'on
appelle le rapport de
Rome, le fossé humain.

« Nous sommes convaincus qu'il peut y avoir une solution totalement nouvelle en cause les systèmes d'éducation actuels. Tous les systèmes d'apprentissage, indépendamment des niveaux, des régimes politiques, idéologiques, sont des systèmes

(1) Pergamon
24, rue

Selon un rapport du Club de Rome, le fossé s'élargit entre la complexité des sociétés et l'apprentissage des hommes à la maîtriser. Il faut mettre en cause les systèmes actuels d'éducation. Et l'hégémonie du Nord sur le Sud.

PIERRE DROUIN

que l'on a qualifiés de « systèmes de reproduction », de « maintenance learning ». Ces systèmes sont basés, par exemple, sur l'apprentissage par le choc. On attend qu'un phénomène se produise, qu'une crise de l'énergie survienne, pour qu'on découvre ensuite qu'il y a un problème.

[illegible]

— Comment **passer** de l'ensei-
gnement-reproduction à l'ensei-
gnement-innovation ? N'y a-t-il
pas **des** **obstacles** de société ?

— Vous avez mis le doigt sur le problème. Malheureusement, on ne peut envisager le déblocage qu'avec une volonté à long terme. Un système d'enseignement, d'apprentissage, ne peut pas se réformer en un an, ni avec une loi, mais par le nom distingué qu'elle porte. Il faut qu'une période donnée s'écoule pour former les professeurs, pour former les enseignants, pour que le système puisse s'adapter.

vont entrer dans un nouveau système. Réfléchissez donc dans ce monde, la nécessité de la longévité d'un mandat est la nécessité de l'efficacité dans les cent cinquante ans pendant lesquels le Nationalisme a depuis lors mené la guerre mondiale, n'arrive pas à deux ans. Et des hommes qui sont à des postes politiques, qui ont des questions immédiates à régler, qui doivent trouver des solutions immédiates, sociales, par exemple, n'ont pas la même facilité de pouvoir réfléchir à long terme. Ah ! l'on pouvait parvenir à une politique nationale et à une politique internationale, mais de nos jours, on ne peut plus que l'enseignement moral, l'éthique, et qu'il y ait une approche nationale, nationale, voire européenne, africaine, américaine, asiatique, mais que ce

graves de l'utopie et que je n'ai pas de bonnes réponses à cette question. Chaque pays doit réagir selon sa propre configuration politique.

Inexcusable

— La formation des intellectuels vous paraît à juste titre beaucoup trop difficile. Il me paraît évident que près de neuf cents millions d'habitants ne peuvent pas lire. Mais certains pouvoirs ne freinent-ils pas le développement de l'éducation des peuples pour éviter certaines prises de conscience, notamment à des revues d'indépendance ?

— Vous ne pouvez évidemment pas proposer une certaine définition du sous-développement. De

est qu'un pays sous-développé
est justement un pays qui
de freiner l'utilisation
tionnelle des ressources huma-
II impensable, il
d'hui. II ait près de neuf
millions d'analphabètes
monde. II inexcu-
sable que, dans ces pays où il y
a ces analphabètes, on dépense
des crédits énormes pour amé-
liorer l'efficacité du port, de
l'irrigation, des usines, des trans-
ports, des aéroports, qui ne
ne donne pas la peine de faire
fructifier le potentiel humain
la seule façon de démocrati-
ser le développement.

» Tant que ~~une partie~~ des
analphabètes ~~de~~ Afrique ils
représentent ~~70 % de la popula-~~
tion, dans le ~~monde entier~~ il y
en a encore plus de 60 % : quel-
ques progrès ~~ont~~ été faits en
Amérique latine, et l'Asie a
ses problèmes d'analphabé-
tisme, ~~on~~ ne peut pas parler de
développement.

» Le rapport que j'ai cosigné, se révolte contre ce gaspillage des ressources humaines. Il n'est pas seulement un constat. Il est

ne sont pas seulement quantitatives. Des discriminations existent. On trouve même d'élitisme non seulement sur le plan social mais entre les sexes. Une fille africaine n'est pas la même aujourd'hui d'une famille pauvre à une famille sur vingt d'élites à l'école. C'est un peu de l'injustice qui ne peut être évitée qu'à travers une autre façon d'aborder l'apprentissage et grâce à un générali-

— Quelle est la meilleure manière de lutter contre l'analphabétisme ?

— Chaque fois qu'il y a inégalité, dans n'importe quel système, que ce soit un système mécanique ou un système biologique ou un

[illegible]

— Quel rôle peuvent jouer les institutions existantes dans une nouvelle formation ? Faut-il les adapter, les détruire ?

— Je crois ~~qu'on~~ qu'on
peut ~~pas~~ donner une réponse.
cela, en fait. La ~~différence~~
peut-être d'opérer en
parallèle, c'est-à-dire comme
le fait en introduisant l'infor-
matique, d'essayer de ~~mettre~~
des systèmes nouveaux sans
les ~~quels~~ qui existent.

■ Regardez ■ qu'a fait l'Etat-
vult après 1945. Il n'a pas réussi
à tomber ce qui était inefficace,
■ ■ ■ ■ ■ attendant il a déve-
loppé d'autres institutions.

— Les pays du tiers-monde ont imité le modèle d'industrialisation des pays développés. Les résultats obtenus aux différentes étapes peuvent varier, mais dans quelle mesure ?

— Il y a peu de temps, un grand psychopédagogue me disait : Jean Piaget. D'après les recherches conduites dans différentes parties du monde, nous sommes incapables de voir à quel point nous ignorons à ce jour la manière dont on apprend.

(Lire la suite page XIV.)

MICHEL RACHLINE COURRIER D'ALGERIE

"L'histoire écrite d'une prise de conscience d'un "Algérie Française", pistonné de surcroît, que les événements font peu à peu évoluer."

LETTRE PRÉFACE D'ALBERT CAMUS

- LINEAU ASCOT ÉDITEURS

(1) Pergamon
24, rue

BIONIQUE

L'homme en pièces détachées

Prothèses ou simples pièces de rechange pour réparer l'organisme humain défaillant. L'ère de la bio-ingénierie marque-t-elle l'avènement d'une nouvelle médecine : la médecine de remplacement ?

SOPHIE SEROUSSI

LES BIONIQUES, c'est-à-dire la science qui vise à combler les lacunes de l'organisme humain par des pièces artificielles, est une discipline relativement récente. Elle a émergé à la fin des années cinquante, au moment où les progrès de la médecine et de la technologie ont permis de concevoir des prothèses de plus en plus sophistiquées. Aujourd'hui, les bioniques ne se limitent plus à la réparation de membres amputés, mais englobent également la création de nouveaux organes, la régénération de tissus et la conception de systèmes de remplacement pour des fonctions physiologiques complexes.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus performantes, allant des simples membres artificiels aux systèmes de remplacement de fonctions physiologiques complexes.

Copies conformes

En Japon, toujours grâce à ses microprocesseurs incorporés, un bras qui lui, dans la vie, a été coupé, il a traduit à quelques centimètres près les mouvements de son bras réel. Ce bras, qui a été conçu par des ingénieurs japonais, est une véritable œuvre d'art. Il est capable de reproduire avec une précision remarquable les mouvements de son bras réel, ce qui permet à son porteur de retrouver une certaine autonomie.

Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus performantes, allant des simples membres artificiels aux systèmes de remplacement de fonctions physiologiques complexes. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

Réparera-t-on un jour la mécanique humaine défaillante comme on répare aujourd'hui le moteur d'une voiture en panne en changeant des pièces ? C'est ce que se posent les chercheurs de la bionique. Ils cherchent à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels.

prothèse : le premier est, en fait, le plus simple. Bien connaître les besoins du patient, les capacités de son organisme, les possibilités de la technologie, c'est déjà beaucoup.

Les laboratoires de bionique ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

DES PLASTIQUES (silicone, polyester, hydrogène...), les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

LES METAUX (acier inoxydable, titane, cobalt, alliage de titane...), les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

Seulement, une fois en place, les matériaux synthétiques et la structure vivante se mettent en véritable bataille. Si la prothèse est simplement en contact avec l'organisme, elle peut provoquer une réaction de rejet.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus performantes, allant des simples membres artificiels aux systèmes de remplacement de fonctions physiologiques complexes.

La solution viendra peut-être des matériaux composites et, surtout, de la révolution de l'automatisme et de l'automobile. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

Hybrides

Les spécialistes envisagent également de fabriquer des organes artificiels hybrides, mi-synthétiques, mi-vivants. Ces organes sont conçus pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

Quelle que soit la prothèse, le plus important est de la concevoir en accord avec les besoins du patient. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

avoir réussi son examen d'entrée, la prothèse lui a permis de travailler, à long terme. La machine humaine est programmée pour fonctionner soixante-dix à quatre-vingts ans sans défaillance, sauf accident de parcours. Elle s'auto-répare sans cesse. Parfaitement esthétique, avec ses empreintes digitales et les sillons de la peau, une main artificielle en silicone s'use par simple frottement des doigts sur le tissu des vêtements. Il faut en changer tous les six mois.

Beatnik

Bref, la machine humaine et ses performances remarquables sont encore loin d'être égales. Mais, à plus ou moins long terme, tout paraît possible, soutient le professeur Rabischong. Ce n'est qu'une question de matière grise et d'argent.

Évidemment, la machine n'a qu'un but : vaincre. Mais, dans la vie, il y a aussi la question de la dignité. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La culture, levier du développement

(Suite de la page XIII)

On a fait beaucoup de progrès dans la culture. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

On ne peut pas, jusqu'à présent, dire que la culture est un levier du développement. Mais, à plus ou moins long terme, tout paraît possible, soutient le professeur Rabischong. Ce n'est qu'une question de matière grise et d'argent.

La culture est un levier du développement. Elle permet de développer des compétences, de créer des emplois, de promouvoir des valeurs. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

time que pour les trois types d'interventions les plus courantes : les prothèses (cœur, reins, poumons) qui sont pratiquées sur quelque cent cinquante mille malades par an, près de deux milliards de francs sont dépensés (3). Mais à partir de quels critères ? Devra-t-on, comme au Centre de la main artificielle de Seattle, choisir les candidats à l'opération selon leur rendement social, une fois guéris ? Dans cette ville depuis une dizaine d'années, un comité consultatif de médecins et de chirurgiens ordinaires a défini des critères d'usage du bras artificiel. Ce qui revient, à l'époque, à la fois à la fois de l'argent et de la vie de mort. D'après un médecin du centre, parmi les candidats rejetés, il y a eu un beatnik vingt et un ans, sans emploi fixe, sans argent et sans projet. Il ne remplissait pas le critère de valeur pour la communauté, ni celui du potentiel de récupération.

D'après Pierre Rabischong, la situation créée par les organes artificiels place devant un véritable choix de société. Faut-il considérer l'homme comme une machine à produire et à consommer, ou comme un être social, capable de créer, de partager, de s'engager ? La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

La bionique est une discipline interdisciplinaire qui combine des connaissances en biologie, en médecine, en ingénierie et en physique. Elle vise à comprendre les principes de fonctionnement des organismes vivants afin de les reproduire ou d'en inspirer des systèmes artificiels. Les bioniques ont permis de développer des prothèses de plus en plus sophistiquées. Ces prothèses sont conçues pour imiter les fonctions des organes naturels, ce qui permet aux patients de retrouver une certaine qualité de vie.

REPÈRES

Aéromodélisme et nucléaire

Le constructeur français d'aéronefs, Philippe Bague, a commandé une commande de quatre avions PB 4 de 4 mètres d'envergure, destinés à l'entraînement des pilotes de l'Armée de l'Air. Les avions seront livrés en 1981.

La plus grande pile solaire

La plus grande pile solaire du monde a été inaugurée à la fin de l'été 1980. Elle a une surface de 12,5 millions de mètres carrés et produit 100 kilowatts.

La pile solaire est une source d'énergie renouvelable qui utilise l'énergie du soleil pour produire de l'électricité. Elle est constituée de cellules solaires qui convertissent la lumière en électricité.

Un terminal pour les V.R.P.

Les responsables de la Holding S.A. (Suisse) ont présenté un système de traitement électronique des données qui introduit des entreprises (chocolat, etc.)

Le système de traitement électronique des données permet de gérer les données des entreprises de manière plus efficace. Il est utilisé par de nombreuses entreprises.

Le système de traitement électronique des données permet de gérer les données des entreprises de manière plus efficace. Il est utilisé par de nombreuses entreprises.

Le système de traitement électronique des données permet de gérer les données des entreprises de manière plus efficace. Il est utilisé par de nombreuses entreprises.

Le système de traitement électronique des données permet de gérer les données des entreprises de manière plus efficace. Il est utilisé par de nombreuses entreprises.

Le système de traitement électronique des données permet de gérer les données des entreprises de manière plus efficace. Il est utilisé par de nombreuses entreprises.

Le système de traitement électronique des données permet de gérer les données des entreprises de manière plus efficace. Il est utilisé par de nombreuses entreprises.

Le système de traitement électronique des données permet de gérer les données des entreprises de manière plus efficace. Il est utilisé par de nombreuses entreprises.

de fruits, et grâce auquel le représentant qui visite les grossistes et les détaillants pour leur vendre des produits peut ainsi dire indépendamment de son entreprise, qu'il est un représentant indépendant.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.

Le représentant indépendant est une personne qui agit au nom d'une entreprise, mais qui n'est pas employé de cette entreprise. Il est responsable de la vente des produits de l'entreprise.



PEAK VIET 51

MARXISME A L'ALLEMANDE

Le « réformisme radical » de Jürgen Habermas

Né en 1929 ■ Düsseldorf,
Jürgen Habermas
■ ■ ■ ■ ■
Adorno ■ Frankfurt. Professeur
■ l'université ■
Heidelberg ■ 1961 ■
■ ■ ■ ■ ■
1971. Il dirige depuis 1971,
■ ■ ■ ■ ■
Munich, l'Institut ■ ■ ■ ■ ■
de ■ ■ ■ ■ ■
technique. Son ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■
(Gallmar, 1972, préface de
J.-R. Ladmar), *Profilosofische
■ ■ ■ ■ ■* (Gallmar, 1974, préface de J.-R. Ladmar),
■ ■ ■ ■ ■ (Payot, 1975),
■ ■ ■ ■ ■ (Gallmar, 1976, 1977, préface de
J.-R. Ladmar), *■ ■ ■ ■ ■* (Gallmar,
1978, préface de J.-R. Ladmar). ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■

Le volume schneift sur la situation intellectuelle de notre époque, écrit le préface par Jürgen Habermas, publié en 1979 le bilan de trente ans de son enseignement en R.F.A. (le Monde Dimanche du 16 décembre 1979). C'est dans son Institut de Recherche, idyllique petite ville de Bavière, qu'il nous a reçu pour nous expliquer l'état actuel de ses recherches.

— Vous avez écrit une
grande histoire de la maté-
rielle historique. Que reste-t-il
de la théorie des deux systèmes ?
Vous finissez - vous toujours
marxiste ?

— Je vous dirai que les malen-
tendus que ma réponse a pu leur
causer en France. C'est vrai,
il y a un P.C. puissant, et le
marxisme a 70, jusqu'à 80 ans,
de la vie. Mais, dans le monde
entier, le marxisme est complé-
tement démodé en Allemagne.
Nous avons peu de ces spé-
cifiques, un voisin qui s'appelle
République démocratique alle-
mande, un mouvement de ré-
sistance, et, enfin, il n'y a
pas de P.C. en R.F.A.

— N'ai jamais été un
marxiste orthodoxe, pas plus, je

Marxiste « par provocation », très proche du mouvement étudiant, continuateur de l'Ecole de Francfort, Jürgen Habermas poursuit une réflexion philosophique et politique sur la société allemande, la fragilité de la démocratie et la « colonisation » de la vie quotidienne.

JACQUES LE RIDER

crois, que les vieux instituteurs de l'école de la République, et je dirais à me définir comme marxiste, c'est par provocation dans la méthode, allemand. Il faut faire une classe milieu universitaire et intellectuel, qui est, dans l'ensemble, beaucoup plus républicaine, à l'idée qu'on peut être un marxiste sérieux tout en se référant à des valeurs républicaines.

« Voilà pour les étiquettes. Mais le fond, il est certain que Marx nous pour mot une source d'inspiration. D'abord, parce que chez lui la perspective théorique ne va pas sans les préoccupations pratiques. Et parce que sa théorie de la société reflète son objet à la fois et transforme ces problèmes systématisques sous la pression desquels une société doit nécessairement changer » et de l'indiquer (quelle image une société a d'elle-même, quel genre de vie elle donne).

« Cela dit, ne vous en décu
quand vous lirez le livre que je
vous envoie : j'y parle
de Meads, de Durkheim, de Max
Weber. Mais nulle part d'anti-
sémitisme de droite.

— Dans votre préface au recueil « Situation spirituelle de notre temps », vous parlez de « colonisation du monde vécu ». Qu'entendez-vous par cette formule ?

— Marx avait analysé la signification du travail salarié : l'homme est d'un domaine d'action aux impératifs d'un système régi par la valeur d'échange et le profit. Aujourd'hui, de plus en plus de formes de vie se sont constituées en dehors des entreprises, sous l'empirisme des organisations administratives et techniques. Les modes d'intégration sont anciens, qui passaient par les valeurs, les normes et un

accord obtenu [REDACTED] communica-
tion, disparaitent.

Presque tous les rapports sociaux sont réglés juridiquement : relations parents et enfants, enseignants et élèves, entre voisins... Ces rapports corrigent parfois des rapports de domination archaïques. Mais ils provoquent un déperissement bureaucratique de la communication. Les hommes se rationalisent économiquement et administrativement envahissent des domaines traditionnellement réservés à la spontanéité morale ou esthétique. C'est ainsi que l'appelle « colonisation » de la culture.

Morbidité

— Pourquoi la violence ne peut se passer d'une approche psychanalytique.

— La psychanalyse (1974)

... ses développements
... un instrument
indispensable pour comprendre
... Dans une
... bien intégrée
comme la R.F.A., les problèmes

Les plus graves sont les troubles de l'humeur, les troubles de la personnalité, les troubles de la personnalité politique. Les troubles de la personnalité ou les troubles de la personnalité ou les troubles de la personnalité par les individus. Les symptômes de cette morbidité latente ne manquent pas : l'alcoolisme, la toxicomanie, les troubles du comportement, les problèmes éducatifs. On pris de ces proportions une partie de la population est placée sous surveillance psychiatrique.

» Les médias d'information politi-
ques qui soulèvent encore des
passions ~~sur~~ des domai-
nes apparemment ~~hors~~ de
la ~~politique~~ : l'école,
la ~~culture~~ la politique culturelle,
le ~~mass media~~ ~~l'Etat~~ doit-il
garder le monopole de la ~~radio~~

de la télévision ? Comment classer les candidats de gauche qui influencent les programmes ?). Je pourrais aussi parler de la réforme du droit pénal, qui suscite des polémiques violentes.

» A part cela, notre système politique se caractérise par une polarisation extrême. Il s'agit d'un système qui porte sur des programmes plus que sur des programmes. Aucune différence majeure en ce qui concerne l'économie des nations purement rhétoriques à propos de la politique extérieure. Les véritables écarts sont par les programmes.

» On reproche à l'Etat de

place à la théorie de la culture
qu'à l'économie politique. Mais
cela conduit un peu plus loin
les nouveaux réalistes qui n'ont
pas lieu dans la sphère sociale.

— Vous avez évoqué plusieurs fois l'Ecole de Francfort. Que représente-t-elle pour vous ?

— Mettons les choses au point.

Historiquement, c'est un mouvement intellectuel lié à New York pendant les années d'émigration, entre 1933 et 1941. Autour de Horkheimer se retrouvent Marcuse, Pollock, Löwenthal et Adorno, ainsi que Fromm. Kirchheimer et Neumann pour les aspects de l'édition de la *Zeitschrift für Sozialforschung* (Revue de recherche sociale) qui a paru entre 1932 et 1941. Seul le premier numéro sortit pu

« **Ensemble Adorno et Horkheimer ont écrit ensemble en Californie la *Dialectique de la raison*. Après la guerre, seuls deux membres de l'ancien groupe sont restés : Marcuse et Adorno. Mais ils ont écrit des**

divergentes. Quand j'ai
arrivé à Francini en 1956
comme assistant d'Adorno,
Francini cachait les tensions
de la droite du parti. Les tensions
dans la droite du parti.
Pour le moment qu'il était de-
venu, les représentants un héritier.

« A la fin des années 60, les étudiants ont redécouvert la revue. On s'est remis à parler de films de Francfort, qu'on a relus à la «sociologie critique» et à ces livres (1).

Musique

— Quels sont les thèmes vivants de cette tradition ?

— D'abord, la volonté de débarrasser le marxisme de tout ~~impur~~. Mais aussi de refuser la ~~social-démocratie~~ social-démocrate,

Ensuite, la volonté de s'ouvrir à traiter les problèmes sociaux, non seulement à l'économie, mais aussi à la symbolique.

à la métaphysique et à l'empirisme positiviste. Elle se situe dans le champ philosophique, mais la tradition s'oppose à la métaphysique et à l'empirisme positiviste. Elle se situe dans le champ philosophique, mais la tradition s'oppose à la métaphysique et à l'empirisme positiviste.

dissout les notions synthétiques et interdisciplinaires telles que culture, idéologie, etc. de société. Il traite les questions théoriques en disciplines d'ar-

— Quels **secteurs** avez-vous **particulièrement** développés ?

[1] Voir l'interview de Michel
Aboumoussa sur l'écrit de l'Indochine
dans le Monde (11 mars) du 2 mars
1988.

— Regardez le premier volume de la *Revue de recherche sociale*. Vous y trouvez un article de H. [] sur la science et la [] de Fromm sur l'analyse [] sociale ; [] de d'Adorno et Löwenthal sur la situation [] musicale et de la littérature modernes. Ces trois questions n'ont jamais [] m'intéresser.

L'expérience de l'Amérique n'a pas permis à Adorno et les autres de développer une théorie de la culture de masse et — par contraste — une théorie de l'art d'avant-garde devenue ésotérique. Je me suis attaché à développer et à préciser ce diagnostic.

— Quel est le bilan de votre engagement politique en Allemagne ?

— Je ne me fais pas d'illusions. Ma position est celle d'un chercheur universitaire qui, accessoirement, se sert des *mass media* pour dire son opinion dans certaines situations. En R.F.A., nous n'avons pas d'organisation de la gauche radicale. Le parti social-démocrate a de bons côtés, mais il n'est pas intellectuellement très excitant... On ne songe pas à se définir en fonction de lui.

— On se souvient de vos positions au temps du mouvement étudiant.

— J'ai soutenu le S.D.S. (Fédération des étudiants socialistes) après son exclusion du parti social-démocrate. C'était en 1968. A l'époque, nous étions dans toute l'Allemagne un groupe de trois professeurs (ou quatre, au grand maximum) qui dirigeaient un mouvement étudiant. C'est le seul moment de ma vie où je me suis défini en fonction d'une organisation. C'est comme cela que je me suis trouvé mêlé au mouvement étudiant, avec Adorno, avec Mitscherlich, avec Fetscher. Mes livres ont eu une certaine importance. Un jour, j'étais, je crois position, j'allais être au sein semestre à l'Université de Göttinge.

(Lire la suite page XVII)

CERVEAU

Les Japonais parlent à gauche...

Un médecin japonais vient de faire une découverte curieuse : ses compatriotes ont l'hémisphère cérébral gauche beaucoup plus développé que les autres hommes. Cette particularité - qui serait due à la langue - pourrait avoir des conséquences incalculables.

GABRIEL RACLE

UN livre étonnant qui est paru récemment est pourtant passé inaperçu aussi bien en Amérique qu'en Europe, même dans les milieux spécialisés. Il y a sans doute à cela une raison très simple : ce livre intitulé *Nihonjin No No* est écrit en japonais ! Ce titre signifie « le Cerveau japonais », et son auteur, le docteur Tadamu Tsunoda, est professeur à l'université médicale et dentaire de Tokyo.

Depuis plus de deux ans, le docteur Tsunoda poursuit des recherches sur les sensations visuelles et auditives pour tester et comprendre les fonctions des hémisphères cérébraux. En utilisant ses propres méthodes et en étudiant les fonctions cérébrales des Japonais, il a découvert que les réactions aux bruits obtenues par le côté droit et par le côté gauche du cerveau des Japonais étaient très différentes des réponses obtenues chez les individus d'autres pays. Les tests du docteur Tsunoda montrent que l'hémisphère cérébral gauche du Japonais perçoit une vaste gamme de sons : des sons linguistiques (vocaliques et consonnantes) et des sons non linguistiques, tels les pleurs, les expressions émotionnelles, les sons des instruments musicaux traditionnels japonais, les bruits du vent, des vagues, des cours d'eau, etc. En comparaison, la gamme des sons perçus par l'hémisphère gauche des Occidentaux est nettement plus étroite, apparemment limitée aux syllabes faites de sons consonnantiques et vocaliques.

D'autre part, l'hémisphère droit des Japonais reçoit une quantité très limitée de sons artificiels ou de sons produits par l'homme : sons mécaniques, sons des instruments musicaux occidentaux, bruits. L'hémisphère droite des non-Japonais, en comparaison, capte tous les sons perçus par l'hémisphère gauche des Japonais et des sons vocaliques qui n'ont pas de sens en eux-mêmes (voyelles sémantiquement vides).

Les Japonais ne vivant pas au Japon depuis deux ou trois générations, mais résidant dans un pays de langue occidentale (États-Unis, Brésil, Canada, par exemple), présentent un modèle de fonctionnement cérébral typiquement occidental, alors que les enfants d'Américains ou de Coréens qui sont depuis leur

naissance dans un environnement entièrement japonais ont un fonctionnement cérébral japonais. Il apparaît donc que la particularité de la fonction cérébrale des Japonais n'est pas héréditaire, mais est due à l'influence de l'environnement.

Voyelles

S'il en est ainsi, quels sont les facteurs qui jouent un rôle déterminant ? Selon le docteur Tsunoda, le plus important, c'est la langue japonaise : « Avant d'étudier l'aspect auditif du japonais parlé, je pensais qu'il était important de considérer l'aspect visuel du langage. » La langue écrite japonaise est un système complexe combinant le *katakana* (caractères chinois), l'*hiragana* et le *katakana*. L'*hiragana* est utilisé spécialement pour les particules grammaticales écrites et certains mots d'origine japonaise. Le *katakana* est surtout utilisé pour écrire les mots étrangers et les noms : ce qui pourrait avoir un effet sur le fonctionnement cérébral. Mais les tests effectués sur des aveugles de naissance ont montré que l'aspect écrit de la langue n'a rien à voir avec le problème, car ces Japonais aveugles ont les mêmes caractéristiques cérébrales que les autres. Au contraire, la langue parlée semble être la caractéristique la plus influente sur les fonctions cérébrales, et ce pas seulement pour les Japonais.

Il y a toutefois une différence importante entre les Japonais et les autres peuples : voyelles sémantiquement vides sont perçues par l'hémisphère gauche dans le cas des Japonais et par l'hémisphère droite par les autres. Cela résulte d'une caractéristique propre à la langue japonaise. Le système vocalique japonais a deux traits majeurs : toutes les voyelles finissent par des voyelles et chacune des cinq voyelles (ou cinq sons) peut avoir un sens en soi. De plus, deux ou plusieurs voyelles (ou sons) peuvent être associées pour créer des expressions sémantiquement significatives.

Tsunoda nous en donne un exemple avec cette phrase composée uniquement de voyelles (ne, o, u, a, o, oi, ai, ou, a, iuo) : « Inquiet sur la faim, déguisant son vrai âge, il poursuit l'amour, un homme affamé d'amour. »

Cette particularité de la langue japonaise pourrait affecter les

fonctions cérébrales en transférant systématiquement tous les sons vocaliques, ou qui s'en rapprochent, à l'hémisphère gauche, qu'il s'agisse de sons linguistiques, émotionnels ou de sons naturels. L'hémisphère gauche des Japonais perçoit donc tous les sons en relation avec la raison, la nature ou l'émotion. Cela pourrait être, d'après Tsunoda, une des clés pour la compréhension de la culture traditionnelle du pays et de la mentalité des habitants. Puisque les fonctions émotionnelles chez les Japonais sont principalement contrôlées par l'hémisphère cérébrale gauche, qui est aussi responsable de la réception linguistique et logique, les Japonais sont probablement les plus enclins, parmi les peuples évolués, à laisser leurs stimuli émotionnels et leurs mécanismes

de réflexion se mélanger. En d'autres termes, si les Japonais sont particulièrement émotifs, cela pourrait être dû à leur fonctionnement cérébral.

Parmi les conséquences de la prédominance de l'hémisphère cérébrale gauche, notons une réduction des capacités d'établir des analogies ou de suivre des intuitions, des inspirations, ou d'autres activités non rationnelles. Cela contribue à une diminution ou même à une disparition des capacités de création, de découverte et d'invention.

En partant de ce constat, une étude de la société japonaise et de l'histoire récente de ce pays pourrait être extrêmement intéressante ; un ouvrage remarquable publié, en 1979, par un grand connaisseur du Japon, Retschauer, peut apporter quelques illustrations intéressantes. Le système universitaire japonais est principalement basé sur la mémorisation : les examens d'entrée (grandes écoles, universités...) forcent les étudiants à retenir une quantité considérable d'informations, et surchargent leur hémisphère gauche. Les pressions exercées sur les candidats sont énormes et les Japonais, lorsqu'ils s'y réfèrent, parlent de l'« enfer des examens ». Serait-il possible d'établir une corrélation entre la surtension générale de l'hémisphère gauche des Japonais et le taux de suicides particulièrement élevé chez les jeunes de quinze à vingt-cinq ans et qui peut être partiellement attribué à cette pression du système d'éducation et des examens ?

Pourrait-on aussi expliquer l'américanisation du pays (qui est une imitation et non pas une création) par un manque

de créativité dû à la prédominance de l'hémisphère gauche ? « L'industrie s'est développée avec sagesse à l'apprentissage et à l'adaptation de technologies existantes plutôt qu'à la création de nouvelles technologies », a écrit Retschauer, 226. Enfin la prédominance de l'hémisphère gauche est-elle liée à la faible religiosité du peuple japonais (le mysticisme étant relié à l'hémisphère droit) ?

La confirmation des hypothèses du docteur Tsunoda pourrait être trouvée par la réponse à ces questions. Une analyse statistique du nombre de découvertes et d'inventions japonaises, de leur originalité et de leur complexité, comparée à celle faite en d'autres pays, ajouterait un autre élément d'information. Nous savons aussi qu'il est difficile pour la plupart des Japonais de parler une autre langue, non à cause du manque de connaissances, mais parce que l'utilisation d'une langue étrangère cause un niveau inhabituel de tension dans la partie gauche du cerveau.

Tsunoda est convaincu que les

Références

Constant P. Anou, *Conventional Mental French-English-Tachist, Paperback, 1972*.
Retschauer E.O., *The Japanese*, Tokyo, 1979.
Tsunoda T., *Nihonjin No No*, Tokyo, 1978.
Tsunoda T., *Logic and Pathos*, Journal of Dental Health, vol. 53, 2, 1972.
Tsunoda T., *The left cerebral hemisphere of the brain and the Japanese language*, The Japan Foundation Newsletter, vol. 6, 1, 1978.

longues étrangères ont eu une influence négative sur la productivité intellectuelle des écrivains et des penseurs japonais. « Ils ont de massantes ressources de connaissances et ils lisent énormément dans bien des cas, mais combien d'intellectuels japonais sont incapables d'innover dans leur travail ou de suggérer de nouvelles idées ? Serait-ce parce que leur compréhension intuitive, qui est une des fonctions de la créativité de l'hémisphère droit, est perdue, l'hémisphère droit ayant été à la dominance du gauche à cause de la surcharge de travail en langues étrangères ? » Retschauer est du même avis : « Leur passé historique n'est pas parvenu à personnaliser l'intellectuel créatif. » Ce serait un très intéressant sujet de recherche que d'étudier la culture d'un peuple dominé par son hémisphère gauche.

Il existe au moins une autre langue dominée par des voyelles : la langue polynésienne, qui comprend plus de voyelles que le japonais. Pour prouver la validité de ses thèses, le docteur Tsunoda a refait ses expériences en utilisant les mêmes tests sur des groupes de Polynésiens venant d'îles différentes : Samoa de l'Est, Tanga, Nouvelle-Zélande. Les résultats démontrent que le cerveau des Polynésiens a la même division fonctionnelle que celui des Japonais (cela n'est pas valable toutefois pour les personnes très anglicisées). Cette particularité de dominance cérébrale a-t-elle eu un effet sur la société polynésienne ? Ce point n'a pas encore été étudié. Les recherches du docteur Tsunoda devraient intéresser sociologues, psychologues, anthropologues et historiens.

Le « réformisme radical » de J. Habermas

(Suite de la page XV.)

— Avez-vous des regrets ?

— Au contraire. Au début, je considérais avec réticence les aspirations à une révolution culturelle et les tendances anarchistes. J'ai compris ensuite qu'il était utile de mettre nos institutions et notre démocratie à l'épreuve de l'imaginaire. On pourrait ainsi montrer que certaines valeurs démocratiques avaient sérieusement déperissé. J'ai soutenu le mouvement étudiant jusqu'en 1969, car il ouvrait la voie à un réformisme radical.

— Réformisme radical : que signifie cette formule ?

— Je suis d'avis qu'il n'est pas seulement vain, mais même dangereux, de continuer à parler de « révolution » dans nos sociétés du capitalisme tardif. La situation dans les années 60 n'était pas révolutionnaire. Je doute que même en France les événements de mai 1968 aient été un début de révolution. Car la révolution peut à la rigueur partir de la subculture intellectuelle, mais non être portée par elle.

— Les travailleurs en Allemagne et aux États-Unis n'ont pas le moins du monde une sensibilité révolutionnaire ni le goût de quoi que ce soit de radical. Tel était le cas en 1968, et il en va de même aujourd'hui. On ne

peut pas transporter dans le monde actuel une symbolique révolutionnaire héritée des années 30. Je le disais aux étudiants et ils m'en voulaient beaucoup. Je menais un combat sur deux fronts. Pour l'opinion, j'étais un dangereux irresponsable. En même temps, je critiquais la rhétorique désuète des étudiants.

Prudence

— Le réformisme radical consiste à réclamer des réformes qui sont incompatibles avec les mécanismes de la croissance, tout en laissant au capitalisme une chance de se régénérer. Cela veut dire qu'on est, guéri des fautes du marxisme dogmatique, que personne ne dément la vérité, que l'action politique ne doit pas s'inspirer de schémas philosophiques préétablis, mais devenir un jeu de tests, un tâtonnement. — Avec des coups d'État et des barricades, on n'arrive plus à rien. Toute transformation radicale implique un changement des subjectivités : la révolution doit être démocratique. J'ai toujours été antiautoritaire. L'idée que nous sommes des instruments de production pour convertir les masses me paraît complètement discréditée.

— Dans l'immédiat, je ne suis pas un ennemi de la social-démocratie, bien que je me situe nettement plus à gauche. Tant qu'il n'y a pas de mouvements sociaux dignes de ce nom, le réformisme social-démocrate est l'unique solution. L'idée que les masses se débarrassent de nous a des réserves l'histoire du socialisme, il convient de se montrer prudent.

— Vous avez rendu un vibrant hommage à la mémoire de Rudi Dutschke. Il avait embrassé la cause écologiste. Les « verts » sont-ils porteurs d'un espoir nouveau pour la R.F.A. ?

— Les « verts » de R.F.A. ont commis une lourde erreur en se constituant en parti pour agir au sein des Parlements. Car ils représentent un potentiel politique de type populiste et peuvent exercer une sorte de pouvoir de veto, mais guère plus. D'abord, ils sont paralysés par leur hétérogénéité. Il y a des paysans qui défendent leurs terres contre une autoroute ou une centrale nucléaire ; des pharmaciens ou des instituteurs qui défendent leur village.

— Mais on trouve chez les « verts » aussi des féministes, des groupes de la subculture étudiante ; des mouvements de la vieille droite anticapitaliste. Tout cela ne peut aller ensemble au sein d'un même parti. Mais toutes ces tendances (féministes, rouges, écologistes...), révèlent un profond malaise de la société allemande. Elles articulent, avec plus ou moins de net-

teté ce que j'appelle « colonisation du monde vécu ».

— Vous écrivez qu'après trente ans d'existence la démocratie allemande a encore des pieds d'argile.

— Je veux dire que la culture politique des Allemands est encore très fragile. La réaction hystérique des partis et de la population au terrorisme trahit un manque d'assurance inquiétant. Elle prouve qu'il suffit, de peu de choses pour qu'on remette en cause les libertés publiques et l'État démocratique. L'autoritarisme paraît toujours prêt à renaitre. Il reste que, comme les grands partis ne se lassent pas de le répéter, notre régime actuel, par comparaison historique et géographique, garantit un remarquable niveau de démocratie.

— Vous déplorez que les intellectuels de gauche allemands soient relégués dans une ghetto. N'ont-ils pas pourtant acquis une audience considérable ?

— La droite voudrait faire croire que les intellectuels de gauche exercent un grand pouvoir de sédition et de démoralisation. Cette mafia de gens de gauche affirmés de puissance, et qui vivent du travail d'autrui pour endoctriner la masse... Bien sûr, ils font entendre leur voix dans le secteur éducatif, dans les universités, à la télévision (qui, chez nous, n'est pas encore complètement mauvaise...).

— Si les intellectuels de gauche ont une certaine audience, c'est lié au phénomène que je décrirais tout à l'heure : les secteurs éducatif et culturel sont passés au premier plan du débat politique. Les gouvernements ne peuvent plus se moquer de ce que disent un Böli ou un Grass. Or n'est plus au temps où le chancelier Erhard traitait les intellectuels de « roquets ». Mais parler d'un « pouvoir des intellectuels » me paraît une faute d'appréciation suggérée par la droite.

Pas de résignation

— Qui détient en R.F.A. le pouvoir intellectuel ?

— Ce qui se passe dans les universités me semble révélateur. Pour la première fois depuis la défaite du fascisme, on voit des professeurs qui se proclament de droite. Ils forment un groupe organisé, influent, qui a ses revues et ses congrès, où l'on s'arrange pour inviter le président de la République fédérale.

— Leur thème favori est l'amalgam des idées de gauche et du terrorisme. Dans le domaine de la politique éducative, ils préconisent, à tous les niveaux, la restauration des vieilles vertus : ordre, discipline, effort, forma-

tion des élites. Ils se posent en véritables héritiers de l'esprit critique pour mieux le vider de tout contenu gênant. Des juristes démontrent qu'un examen de démocratie menace l'État de droit. Des économistes militent contre l'État-providence.

— Êtes-vous un pessimiste ?

— Croyez-vous que le « meloch technique - science - administration » que vous décrivez finira par tuer toute démocratie ? — Les sciences sociales ont une capacité prospective bien médiocre. J'évite tout pronostic. Je vois seulement toutes les contradictions de notre société. La croissance capitaliste, gérée tant bien que mal par la social-démocratie, se heurte de façon croissante à de nouvelles résistances. Jusqu'ici, on mettait au premier plan la sécurité (voir la réaction au terrorisme) et le niveau de vie.

— Mais on voit surgir ce que les Américains appellent « valeurs postmatérielles », dont les « verts » sont en ce moment les propagateurs : nostalgie des formes de vie traditionnelles, celles où la communication restait vivante, défense de la nature... La contradiction deviendra bientôt intenable. Nos conservateurs C.D.U.-C.S.U. se plient aux impératifs les plus primaires de la croissance capitaliste. Mais, d'autre part, ils défendent la famille, la nature, les traditions.

— Les sociaux-démocrates entretiennent la même contradiction malgré la pression des « Jungs » (Jeunes sociaux-démocrates) : ce sont les ouvriers qualifiés et les employés qui forment le noyau dur de leur clientèle électorale. Or ces milieux sont attachés à l'idée de croissance et hanés par la peur du chômage.

— Tous les grands partis sont donc engagés dans la même impasse : jusqu'où pourront-ils aller ? Pourtant, je ne suis pas un « Kulturpessimist ». La réalité mon objection fondamentale à Marcuse : il avait repris, dans *L'Homme unidimensionnel*, par exemple, le diagnostic radicalement pessimiste de la Dialectique de la raison. Après Auschwitz, les philosophes de l'École de Francfort ne croyaient plus à un renouvellement des traditions utopiques de la culture bourgeoise. Ils estimaient que la culture capitaliste s'était définitivement stabilisée aux dépens des forces subjectives de résistance et de liberté.

— Notre culture me semble malgré tout porteur de formes de liberté qu'il s'agit de réactiver pour atteindre à l'idéal d'une société socialiste. Les déstitutions vécues dans les années 70 ont eu le mérite de faire table rase de nos certitudes. Mais je ne cède point à la résignation.

... LA VAGUE DE FROID ARRIVE ... CALFEUTREZ-VOUS...

Nazareth, Saint-Jean-d'Acre, 40 siècles d'histoire, la mer Morte et en prime, le soleil... et des prix. Vols quotidiens réguliers EL AL et Air France (transport Paris/Tel Aviv/Paris : 1.700 F*). Départs également de Marseille, Nice, Lyon, Toulouse, Mulhouse. Appelez votre agence de voyages ou l'ONT, 14, rue de la Paix, Paris. Tél. : 261.01.97. * à partir du 1er novembre 1980

Office National Israélien de Tourisme. EL AL AIR FRANCE

L'ÉTÉ PASSE L'HIVER EN ISRAËL

LANGAGE

Des habits neufs pour la grammaire ?

JACQUES CELLARD

Le numéro de septembre de *Langue française* sur « la terminologie grammaticale » revient utilement sur un problème posé depuis longtemps : celui des rapports entre un objet scientifique (l'algèbre, la chimie organique, la linguistique, etc.) et le vocabulaire spécifique utilisé par les « experts » pour décrire le fonctionnement de cet objet.

On peut, et on devrait, faire de la très bonne vulgarisation avec un minimum de jargon, et en donnant une traduction convenable. Mais la recherche d'avant-garde et même la simple description de l'état des connaissances dans une discipline obligent à utiliser une terminologie cohérente et souvent en grande partie nouvelle. Tout le monde convient qu'il est difficile ou impossible d'ajuster à des concepts nouveaux le vocabulaire qui habillait les concepts anciens, et qu'il faut donc faire du « sur-mesure » terminologique, y compris avec le risque (ce n'est pas rare) de voir des concepts nouveaux habillés d'une terminologie trop riche.

Certes, si l'on entend par « grammaire » un ensemble de « trucs » dont le but véritable n'est pas une description intelligible de la langue, mais l'acquisition de règles d'orthographe, la meilleure terminologie sera encore la plus banale, la mieux enracinée dans notre culture scolaire. Mais si on cherche plutôt à mieux comprendre le fonctionnement du mot dans la phrase, il faut se résoudre à innover aussi dans les termes. C'est ce qu'avait bien senti Damourrette et Fichon dont l'*Essai de grammaire de la langue française* (1911-1927), plein d'aperçus remarquables, n'est pas une œuvre terminologique, et qui n'est pas passée dans l'usage grammatical.

Je, tu, il...

Un exemple de cette nécessité est le cas de ce que la grammaire traditionnelle, encore aujourd'hui, nomme les « pronoms personnels », et en premier lieu *je, tu, il, nous, etc.* La critique du terme (et utile qu'il puisse être par ailleurs dans l'enseignement de la grammaire scolaire) est presque trop facile. Faisons-la cependant.

Sur la quinzaine de mots grammaticaux que nos manuels rangent dans cette catégorie, les deux premiers n'en sont certainement pas. Ni *je* ni *tu* ne remplacent rien. Ce ne sont pas des « représentants » ni des « substitués » du nom de famille ou du prénom, qui ne peuvent pas non plus les remplacer.

Si, à la place de : « Je restai à Paris quelques jours », j'écris : « Jacques Cellard resta à Paris quelques jours », la substitution du nom au pronom ne produit non seulement une phrase, mais une information tout à fait différente. Dans la première, il y a une énonciation active : « Je » dit quelque chose de « Je ». Dans la seconde, une énonciation passive : Quelque chose est dit du premier « Je » par un autre « Je ».

(1) *Langue française*, n° 48 (mai 1980), « L'explication en grammaire », n° 47 (septembre 1980), « La terminologie grammaticale », n° 46, à paraître, « Histoire de la grammaire française » (décembre 1980). *Revue trimesnelle*, Librairie Larousse, Paris-6. Abonnement 1 an, France : 50 F ; étranger : 60 F.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Généraliste : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-10.
1979

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 51437.

De même, « Tu manges trop, René ! » n'a pas pour équivalent : « René mange trop ». Dans le premier cas, quelque chose est dit à un Tu. Dans le second, quelque chose est dit de ce Tu, qui devient un il.

Pour nous et vous (le vous du pluriel vrai, non celui de politesse), nous aurions apparemment le choix entre les « acteurs » réels, désignés par leurs noms, et le pronom, cette fois avec un s, mercl types ! puisque nous ou vous sont censés remplacer plusieurs noms.

Mais ce choix se fait entre un énoncé usuel comme : « Nous sommes sortis hier soir, Pierre, Hélène et moi », et un énoncé littéraire, fabriqué, artificiel : « Pierre, Hélène et moi sommes sortis hier soir ». Néanmoins cette possibilité de choix existe dans la théorie et s'explique par le fait que nous n'avons pas le pluriel de *je* (loquel, si l'on ose dire, est toujours... singulier), mais la combinaison d'un *je* et d'un ou plusieurs *ils*. En tout état de cause, l'obligation d'employer un moi non remplaçable (Untel, Untel et moi) nous ramène au cas de *je* et de *tu*.

« Déstabiliser »

Restent donc les cas de *il, elle, ils, elles*. Aurions-nous à faire cette fois aux seuls véritables « pronoms personnels » ? Voir. Il est vrai qu'ils ont bien une fonction de remplacement d'un nom commun ou propre dans la phrase. *Le vent se lève, il fait trembler les feuilles du bouleau, ou dans : Jean et Jeanne sont rentrés, ils voudraient le voir.*

Mais que faire alors du *il* de : *Le vent se lève, il va faire frais ?* ou de : *Le vent se lève, il faut tenir de vivre ?* Comment peut-on désigner par les mêmes mots (pronom personnel masculin de la troisième personne), des *il* qui n'ont grammaticalement rien de commun ? Ceux de : *Il pleut, ou il se trouve que, etc.*, ne remplacent évidemment rien.

Il faut donc nous résigner à « déstabiliser » le système en distinguant entre un *il*, en effet masculin et singulier, qui est conventionnellement la tête de la série *il, elle, ils, etc.*, et un homonyme *il* qui n'a à proprement parler ni genre ni nombre, et n'est pas un « pronom ». Une fois faite cette distinction essentielle entre un impersonnel et

des personnels, et sans nous prononcer sur le terme qui devra précéder ces adjectifs, revenons aux N... personnels pour suggérer de les répartir en trois sous-groupes : les N... locutifs (*je* et *vous*, qui ne peuvent être employés que par des locuteurs parlant pour leur compte), les adlocutifs (*tu* et *vous*, que l'on ne peut utiliser que dans une situation d'interpellation), enfin les N... délocutifs, par lesquels il est parlé de quelqu'un, et non à quelqu'un : *il personnel, elle, ils, elles*.

C'était déjà la démarche de Damourrette et Fichon, au moins pour les locutifs et les adlocutifs. L'adjonction de l'adlocutif à cette série est logique et cohérente. On remarquera au passage qu'elle aide à comprendre le mécanisme des pronoms de politesse, *vous* et *il*, ce dernier plus surprenant mais tout à fait correct dans des phrases comme : « Monsieur prendra-t-il du café ? » ou : « Ces dames prendront-elles du thé ? »

Si l'on se représente en effet une gradation descendante qui va du locutif pur, *je*, au délocutif *il*, on voit que le respect se marque par le plus ou moins grand éloignement du pronom employé par rapport au *je* : *tu*, adlocutif pur, étant le plus proche, suivi de *vous* (loquel est fondamentalement un *tu* + *vous*), puis du délocutif pur, *il*. A quoi l'allemand ajoute un *es* supplémentaire en employant un *il* de respect (« Prenez-vous du café »).

Mais, comme disait une reine de France : « Bien taillé, mon fils, maintenant il faut recoudre ». En d'autres termes, il faut, après avoir rejeté l'appellation de « pronoms personnels », en proposer une autre qui devrait dans un premier temps recouvrir au moins tous les pronoms à fonction de « sujet » du verbe.

C'est lui d'ailleurs, le verbe, qui est au fond de notre querelle. Le reproche le plus sérieux que l'on puisse faire à l'appellation traditionnelle est, en effet, qu'elle met l'accent sur une fonction partielle et secondaire (« remplacer » un nom), mais passe absolument à côté de la fonction essentielle et constante de ces « pronoms personnels », qui est d'actualiser un verbe.

Certes, ils ne sont pas seuls à pouvoir le faire. Dans tous les énoncés délocutifs (qui disent quelque chose au sujet de quelque chose ou de quelqu'un), c'est au nom que revient d'abord cette fonction : *le chien aboie, un ange passe, les sœurs sont charmantes*. Mais les mêmes noms (chien, ange, sœurs) pourraient occuper toutes sortes d'autres fonctions dans la phrase, alors que les pronoms personnels ne peuvent faire que cela.

Pourquoi dès lors ne pas les appeler *actualisateurs* du verbe, comme les articles sont les actualisateurs du nom ? On voit en tout cas par cet exemple qu'une petite réforme d'un concept grammatical relativement nouveau, celui de l'actualisation du verbe par les pronoms, à un terme nouveau, celui d'actualisateur. C'était le sujet du débat.

POLOGNE : LA FIEVRE CHOPIN

SONNY ROLLINS, COLOSSE DU SAX

ENTRETIEN AVEC MILAN KUNDERA

LES CONCERTS, LES DISQUES ETC...

LE MONDE DE LA MUSIQUE N° 27

SCIENCE

Les pollens de la préhistoire

PAUL CARO

Le pollen est le sperme des plantes. Il exerce la fonction reproductrice mâle. En un rapprochement amoureux, il doit être déposé sur les organes féminins des végétaux. Pour cela, il faut souvent attirer et récompenser un intermédiaire, d'où la variété des couleurs, des sucs, des goûts de l'univers floral. Les insectes, les oiseaux, les chauves-souris, l'homme, se prêtent au jeu. Mais, parfois, c'est le vent qui porte le pollen. Celui-ci est alors émis en grandes quantités à certaines périodes de l'année, comme le savent bien les victimes du rhume des foies. Cette poussière, dispersée dans l'air, retombe sur le sol et s'y mêle à la terre. Au microscope, le pollen apparaît sous forme de petits grains. La paroi de ces grains est très solide et elle peut résister longtemps à la décomposition, si longtemps, que, en fait, elle se conserve dans les sédiments accumulés au cours des temps géologiques. Comme la forme, la taille et l'ornementation des grains sont caractéristiques pour chaque espèce, on peut identifier les pollens fossiles par leur apparence, la composition de la végétation qui couvrait une région à une époque reculée.

Ces pollens fournissent parfois, comme d'étranges photographies fantées, des images inattendues du passé lointain qu'ils laissent un instant apparaître dans sa réalité, si différente de celle qu'on imagine. Ainsi la sépulture néanderthalienne baptisée Shadinar IV, découverte dans une grotte d'Irak, aurait pu être, comme les autres, seulement un petit tas de cailloux et d'os fossilisés, recouverte par le temps de concrétions calcaires. L'environnement de cette tombe est connu, car, devant les os, ceux d'un homme, s'éparpillent les restes de deux femmes et d'un bébé. L'analyse d'échantillons du sol associé aux débris mûles effectuée à Paris par le paléontologue André Leroi-Gourhan (1) a révélé une richesse exceptionnelle en pollens de fleurs. Une richesse telle qu'il ne peut s'agir d'une association accidentelle.

Un drame

Ainsi, il y a soixante mille ans, un homme, en Irak, a été enterré sous une brasse de fleurs et pas n'importe quelles fleurs : sur les huit espèces identifiées, il y en a sept qui correspondent à des plantes médicinales. Ces fleurs poussaient encore aujourd'hui sous le ciel d'Irak et sont utilisées couramment par la médecine populaire. Voici donc que l'on découvre, par la magie des pollens, que l'homme de néanderthal n'est pas seulement un squelette grinçant dans une vitrine de musée. Avant des pratiques funéraires, il a, du coup, une âme (2) et même une âme soignée par la connaissance scientifique ou le sens poétique.

On entrevoit dans un tel cas la cérémonie de printemps, le frais contre-jour bleu de l'entrée de la grotte, le corps disparaissant sous la masse des bouquets de fleurs bleues, jaunes, blanches, violettes, rouges, pourpres. On sait qu'il s'agit de bouquets, car l'une des plantes, une mauve, pousse isolée et, par conséquent, il a fallu, par les champs, la cueillir, une à une, intentionnellement. La présence de deux femmes et de l'enfant jette quand même sur ce tableau idyllique une leur inquiétude : on pressent, sous les fleurs, un drame. L'homme, peut-être, est-il d'ailleurs, comme d'autres, le seront plus tard, symboliquement enterré avec ses armes ou ses outils, car la nature du dépôt laisse imaginer qu'il s'agit d'un « homme de connaissance ». C'est-à-dire un chaman puisque l'on a pris l'habitude de désigner ainsi les savants des sociétés « primitives ».

Il y a soixante mille ans, on pratiquait donc sans doute la médecine en Irak, ou tout au moins la pharmacie, ou tout au moins l'art des remèdes de bonne femme, en tout cas une activité qui implique une connaissance intelligente des ressources du milieu dans lequel on vit, et, à cet égard, la botanique est bien le premier des arts humains. Remontons plus haut le temps et restons sous terre. C'est-à-dire dans l'analyse palynologique des sols des grottes. On sait qu'on a

découvert en France, grâce aux efforts d'Henri de Lumley et de ses collaborateurs, des restes humains anténéanderthaliens dans la grotte de la Vache de l'Arago au-dessus de la plaine de Tautavel dans les Pyrénées-Orientales. La faune, c'est-à-dire le matériel paléontologique, et la flore associée ont été analysées (3). Les dépôts quaternaires forment plusieurs séquences qui s'étalent sur un grand intervalle de temps entre - 550 000 ans et - 400 000 ans.

Au début, les restes nombreux de rennes et de moutons suggèrent un paysage ouvert et un climat froid et sec, puis l'apparition du cerf évoque des forêts sous un climat humide et tempéré. Enfin, plus récemment, si on peut dire, on trouve le renne, le bœuf musqué, le cheval, le bison des steppes, l'auroch, le rhinocéros de la prairie, le renard polaire, le lemming à collier. Dans l'ensemble donc, mais surtout au début et à la fin, une faune associée de nos jours, quand elle existe encore, à un climat froid, à des steppes sèches que l'on ne rencontre guère qu'au-dessus du cercle polaire.

Rennes

Mais voilà que l'analyse des pollens détruit cette image arctique de notre paléo-Roussillon, car si ces bêtes polaires évoluaient bien à l'ombre d'espèces végétales aimant la fraîcheur et l'humidité, comme le pin, le hêtre, l'aulne et le saule, elles se frottaient aussi à des troncs de chênes et d'ormes, et ce qui est bien surprenant, à des espèces plus franchement méditerranéennes, comme les bons vieux platanes de nos routes du Midi. Rien dans la couverture végétale n'évoque la toundra : tout au long de la période, on trouve une bonne abondance de plantes méditerranéennes. Notre homme de Tautavel, loin d'être un esquimau glacé, évoluait au milieu d'une riche nature végétale variée et chaude, fraîche et ombreuse, avec des forêts et des grasses prairies où paissaient des troupeaux de rennes. On ne sait pas encore si nos anténéanderthaliens cueillaient aussi des fleurs, mais on peut le supposer, car de toute évidence il n'en manquait point et des plus variées.

Les pollens de Tautavel remettent donc en question bien des idées reçues et montrent que des espèces qui ont aujourd'hui des exigences écologiques très différentes vivaient autrefois paisiblement ensemble, bûchant le parfum des garigues du Midi. Quel crime a donc commis le pauvre renne du pôle Nord, pour être aujourd'hui rejeté, tirant son traîneau sur la neige, si loin du paradis terrestre que furent les vertes collines du Roussillon ? Peut-être que, après tout, la présence de l'homme depuis si longtemps sur ces terres suffit pour expliquer cet exil.

Les études sur les pollens ne servent pas seulement à restituer des images colorées du passé. Elles ont aussi une haute utilité pratique. On vient de montrer, par exemple, que l'analyse du contenu pollinique de l'atmosphère pouvait jouer un rôle capital pour notre économie agricole en permettant des prévisions exactes du niveau des récoltes (4). C'est ainsi que pour le vignoble d'Alsace, par exemple, l'abondance de la production dépend presque uniquement des paramètres météorologiques pendant la courte mais critique période de la pollinisation. Ce sont ces facteurs qui expliquent les fluctuations de rendement. Ils exercent pendant ces quelques jours une influence déterminante sur la fécondation. La récolte dépend de la densité des pollens par mètre cube d'air. La pollinisation est d'autant plus efficace que la température moyenne cumulée pendant la période (la somme des températures moyennes journalières) est plus élevée. Elle est diminuée par la pluie ou l'exès de vent.

On peut ainsi expliquer facilement, a posteriori, la récolte pléthorique de 1982 (85 hl/ha) ou celle désastreuse de 1983 (49 hl/ha). Les pollens sont donc des indicateurs précieux de l'interaction de notre agriculture avec la pluie et le beau temps. Sur eux jouent les avatars météorologiques, grain de sable dans les plans linéaires de nos économistes technocrates. En somme la fantaisie des hasards de l'amour garde ses droits pour les spermatozoïdes pollens, archaïques de la vie végétale passée de la planète, certes, mais d'abord agents sexuels qui permettent le renouvellement des cultures qui nous nourrissent.

(1) A. Leroi-Gourhan, *Science* 190 528 (1978).
(2) B.S. Solecki, *Science* 190 530 (1975).
(3) J. Renault-Miskovsky, R. Cretet, Comptes rendus de l'Académie des sciences, Paris 290 série D pages 147 et 151 (1980) (24 mars 1980).
(4) P. Gouy et M. Van Campo, Comptes rendus de l'Académie des sciences, Paris 290 série D, page 1063 (1980) (24 avril 1980).

PORTO DIEZ

Mis en bouteille au Portugal.

CROVETTO CARIMONA SA 229 rue St Honoré-75001 PARIS

STÉPHANE MALLARME Première édition conforme

Un coup de Dés jamais n'abolira le Hasard

(Format 28,5 cm x 38 cm) ■ Coédition Change avant d'acheter

■ Pour la première fois grandeur nature... Saluons l'événement ! La Bibliothèque Littéraire ■ Conforme non conforme... En soi, cela, un fait de civilisation ■ Libération ■ Une naissance, une façon de révéler... Écrivains et typographes, même combat ! Les Nouvelles Littéraires ■ C'est acte d'érudition est avant tout un acte théorique ■ Le Magazine Littéraire ■ Pour que les poètes apparaissent tels qu'en eux-mêmes ■ Révolution ■ En librairie, autour de 140 F ; sinon écrire à d'atelier 45, rue Mazarine - 75006 PARIS

De plus, l'homme d'arrivé passé. Il amène avec lui des chats, des chiens, des chèvres, des porcs, tous dangereux pour la faune et la flore locales, surtout lorsqu'ils sont accompagnés d'agriculteurs. Il importe involontairement des animaux sauvages comme les rats, mais aussi, volontairement, d'autres, comme les lapins en Australie et les mangoustes aux Antilles. Les mangoustes, introduites pour lutter contre les serpents et les rats, ont certes fait leur travail, mais tellement bien que, après avoir éliminé les serpents, les mangoustes, elles ont détruit tous les petits animaux vivants ou nichant sur le sol.

Les espèces marines sont en

COURRIER

Parti pris, bulles; Vous et moi; un accent...; Actuelles...

AUJOURD'HUI

Vies : les châtellains de Boucard...
Croquis : herbiers; Sud-Liban; nocturne; Conte froid...
Les 15-20 ans : les conclusions de la Cofrencia...
Bricolage : la CRIME de la rue Gazagne; Allemagne
fédérale; les pirates de l'édition...
Inde : Mahé la princesse; Reflets du monde...

RADIO TÉLÉVISION (IX à XII) : Apprenez à vous défendre (douze minutes de plus pour les consommateurs); Regardez sur les États-Unis; la fin des mass media? Vous avez dit bizarre?

DEMAIN

Fossé : Mahdi Elmandjra : la culture, levier du développement...
Blonque : l'homme en pièces détachées; Repères...
CLEFS

Marianne à l'allemande : le « réformisme radical » de Jürgen Habermas...
Histoire : le témoignage des fées...
Cerveau : les Japonais parlent à gauche...

CHRONIQUES

Langage : des habits neufs pour la grammaire? Science : les pollens de la préhistoire...

DOSSIER

Les espèces menacées...

UNE NOUVELLE INÉDITE DE GLORIA ALCORTA

Le secret du petit homme jaune



GREGOIRE SOBRESKI

PENDANT près de six semaines, ils se méfient, en paix. Ils se méfient, je le sentais à l'odeur saumâtre qui se dégageait de leurs habits dès qu'ils entrèrent dans le magasin. Heureusement pour moi, personne n'ose rompre avec l'homme riche du quartier, quels que soient les soupçons qui pèsent sur sa tête.

Pour cause d'infortune, après avoir beaucoup erré sur le continent américain, j'en étais venu à m'installer à Buenos-Aires, dans une rue de banlieue bordée de mimosa. Mes clients étaient dépourvus de charme, leurs époux sans distinction, mais parfaitement polis.

« Bonsoir professeur... Toujours sans nouvelles de votre épouse ? » Ces bonnes gens connaissaient mon titre, mais en ignoraient l'origine. Je leur répondais, sans interrompre mon travail : « Fleur de Seringa est libre, Monsieur. Les femmes de chez nous arrivent avec le vent et repartent avec la lune. »

Peu à peu, les jours se sont faits plus longs et les nuits trop courtes. Je savais que le paradis n'était pas de ce monde pour ceux qui aiment, et j'en avais pris mon parti. Hélas ! mes clients ne me devaient pas tous de l'argent et, d'un moment à l'autre, Mme de Los Santos risquait de me dénoncer. Elle ne m'avait pas pardonné l'accident survenu à son ensemble oratoire : « Il était en retard, Japonais de malheur ! En retard, sauvage. Je ne veux pas de tes sous, je veux l'ensemble que tu as brûlé avec ton sac à fer. » J'aurais souhaité pouvoir changer de rue, de ville et même de continent. Ma situation était précaire, ma vie ne tenait peut-être qu'à un fil, mais mon épouse était trop délicate pour entreprendre un voyage. Et puis je m'étais pris d'affection pour les arbres de notre rue, où, un peu plus loin, il y avait des tilleuls.

Vers huit heures, sauf le samedi, je fermais le magasin et, après une incursion rapide dans la cuisine et la chambre à coucher, je descendais à la cave. Celle-ci était vaste, j'en avais tapissé les murs de satin bien pâle. Il y avait des petites boîtes sur des guéridons et des figurines en ivoire allongées sur des coussinets de la même matière. J'allumais des feuilles d'odeurs et aussitôt l'air sentait le nard. Ma femme était jolie. Ses mains savaient se faufiler parmi les objets les plus délicats, comme l'aurait fait des hirondelles. Son cou possédait une vie à lui. Sa taille avait le même contour et la même rondeur que son cou. Et chaque soir, à la tombée de la nuit, Fleur de Seringa m'attendait, la théière à la main, avec un petit sourire grave.

Elle aimait que je lui chante des poèmes : « Repose des ailes grises... » « Essence du cygne à minuit... » et que j'enferme ses petits pieds dans mes palmiers. Elle avait besoin de chaleur, de toute la chaleur qu'un homme amoureux est capable de transmettre à son aimée.

« Voyons, cher monsieur Matsubara, ce n'est pas possible... Vous ne pouvez pas continuer ainsi... Vous ne mangez rien... Il faut vous forcer... Regardez-vous dans la glace... Mais regardez-vous... »

Les voisins me harcelaient et chaque fois je leur répondais la même chose : « Messieurs, ne jugez jamais un homme à sa figure, mais à son âme. »

Hélas ! ces bonnes gens ne pouvaient pas me comprendre.

Les jours se succédaient avec lenteur. Le printemps était chaud. Mon fer, d'un modèle ancien que j'affectionnais, glissait mal sur les tissus de coton et, le lundi, j'avais de la peine à procéder au dégrasseage des chemises de mes clients, qui passaient leur fin de semaine dans les flots à se gaver de pâtes et de grasse. J'attendais la nuit, les dents serrées, certain que ce qu'il me restait de bonheur à vivre ne se

trouverait jamais plus que dans le sous-sol de mon magasin. Parfois, après une bonne averse, je me risquais jusqu'au kiosque de journaux. Le marchand était un retraité de province qui méprisait la morale des grandes villes et me confiait sur un ton réprobateur le détail des derniers scandales en cours. Il essayait aussi de m'entretenir de politique, mais je me défendais car j'avais appris à me méfier tout autant de la bienveillance des justes que des sarcasmes de mes semblables. Malgré la mélancolie dont j'étais imprégné depuis qu'il me fallait agir dans l'ombre, le temps, je dois le reconnaître, s'écoulait avec gentillesse. Plus la douceur de mes nuits était menacée, plus je me tenais chez moi afin d'éviter des rencontres fâcheuses. Tout en vagabondant à mes devoirs professionnels, je pensais à ma femme et à mes premiers temps d'exil dans un pays pour lequel, malgré son manque absolu de foi, j'éprouvais de la considération. Je n'étais pas un émigrant, hélas ! mais un universitaire dépossédé. La spécialité médicale qu'il m'avait été donné de choisir et d'exercer pour plaire à l'auteur de mes jours et dont cette femme admirable avait tenu à être l'objet de ma première expérience, ne devait m'attirer que des affronts de la part de collègues exaspérés par ma réussite.

C'est à Buenos-Aires que j'ai connu Fleur de Seringa, un dimanche d'été. Après une série de nuits moroses, j'avais cru bon de m'aventurer dans un lieu de réjouissance appelé, je ne sais pour quelle raison, « le jardin japonais ». J'étais au premier rang de la piste circulaire du cirque, entouré de gamins qui faisaient un bruit d'oiseaux quand Fleur m'est apparue, vêtue d'un kimono de cérémonie, debout sur la tête d'un éléphant.

Tout d'abord elle m'a semblé infiniment petite, à peine plus grosse qu'une poupée sur un gâteau d'anniversaire. Mais peu à peu elle a pris corps, jusqu'à une dimension raisonnable, et elle s'est mise à sautiller sur la bête, en envoyant des baisers à la foule. Les enfants, dans leur enthousiasme, soulevaient la poussière qui l'enveloppait d'une

brume constellée d'étoiles. Il y avait des petites drapeaux à tous les étages et dans toutes les mains. Les gens hurlaient d'admiration lorsque, tout à coup, Fleur de Seringa a fait un saut, un saut gigantesque qui l'a soulevée et lancée dans les airs parmi les trapèzes pour la déposer ensuite debout devant moi. Quand je suis revenu de ma surprise, elle m'a fait la révérence en agitant son parasol. Le kimono était rose et il y avait des fleurs roses dans ses cheveux. Elle sentait la lune et le bleu des lacs, mais, au moment où j'allais lui sourire, elle m'a tourné le dos et s'est envolée pour reprendre aussitôt sa place sur l'éléphant.

Après plusieurs tours de piste, l'animal a paru se fatiguer des coups de fouet que lui assénait un personnage à brandebourgs et de l'exubérance de la foule. Il a fait mine de s'asseoir et d'écouter alors que j'ai craint pour l'équilibre de ma danseuse. Quel qu'on en dise dans cette partie du globe, les orientaux sont sujet, eux aussi, à des éblouissements. Il leur arrive d'avoir à se départir de leur traditionnelle retenue. Je me suis levé, prêt à venir en aide à la malheureuse, et, comme elle reposait devant moi en se déhanchant sur la bête qui commençait à vouloir s'effondrer, j'ai tendu les bras, l'ai happée, l'ai saisie par la taille et l'ai arrachée à sa monture.

Le public de ce pays n'est pas habitué à ce genre de manifestation osee de la part d'un Asiatique et, à ma grande honte, il est parti d'un affreux éclat de rire, suivi, je l'avoue, d'applaudissements. « Vite l'Américain ! » « Vite le sorcier jaune ! » « On les mariera... » Il est certain que, dans cette ville sauvage, beaucoup de mes compatriotes possèdent des commerces de teinturerie. Les ignorants croient que les Japonais ne connaissent rien de leurs précieux vêtements occidentaux. Mais j'ai toujours dédaigné la sottise et, en ce dimanche d'été qui devait être le plus beau de mon existence, c'est au mépris de l'opinion, sous l'œil hébété des éléphants et de leurs tortionnaires, les yeux dans les yeux de Fleur de Seringa, que j'ai quitté le cirque.

Le cirque est reparti.

Le jardin japonais est toujours au bout de la ville. On y boxe, on y danse, mais le cirque n'est pas revenu. Nous n'avons jamais parlé de ces choses avec ma femme. J'ignore et j'ignore toujours quelle avait été sa conduite avant le jour où le destin me l'a envoyée et pourquoi, lorsqu'elle m'a suivi, personne n'a songé à la retenir. Je l'ai épousée il y a dix ans et, depuis, sous les mimosa de notre rue, les jours se sont écoulés pour nous comme des perles identiques en perfection. Cygne sans étoile, il nous faut veiller.

Il faisait presque nuit quand la police a fait son apparition et, dès que j'ai vu les gendarmes devant ma porte, tels que je les connaissais bien, avec leurs fronts blancs et leurs cheveux crépus bien gommés, j'ai compris que mon heure était venue et qu'il serait inutile de résister. J'ai posé mon fer sur la planche et je leur ai souri.

Mais eux, sans un mot d'amitié ni même de bon voisinage (nous avions joué ensemble au piquet), mont écarlaté du plat de la main et se sont mis à fouiller dans tous les coins. Après avoir mis mon lieu de travail sans dessus dessous, ils sont entrés dans la chambre à coucher. Là, ils ont fourré leur nez dans les endroits les plus intimes. Je les entendais qui vidaient les tiroirs, comme s'ils soupçonnaient ma femme d'être dissimulée à l'intérieur. Ils ont aussi fouillé dans les tiroirs de la chambre et répandaient sur le tapis tout un lot de chaussettes, de réticules, de bibelots qui allaient se mettre à flotter.

Une fois leur inspection finie, celui qui répondait au nom de César m'a tendu une main grande ouverte : « La clé de la cave, vite ! » Et, comme j'essayais de tricher : « Je ne l'ai pas, je crois que je l'ai égarée », il m'a assené un regard tellement féroce que j'ai été obligé d'obéir. J'ai gardé les yeux clos pendant tout le temps que les gendarmes sont demeurés dans le sous-sol. Quand ils sont revenus, j'ai été frappé par l'aspect de leur visage.

César avait les ailes du nez

écarlates, avec des petites cloques pleines d'eau sur le dessus. Ses mâchoires tremblaient. Son compagnon ouvrait une bouche ébahie, en serrant une longue mèche de cheveux noirs dans ses doigts. Ils me regardaient comme on regarde à l'intérieur de la lune et, pendant environ deux minutes, ils m'ont tenu écarlaté contre le mur, sans m'adresser la parole.

Tout à coup, César a poussé un grognement de sanglier : « Charogne, tu surnas, tu la tenais accroupie comme une pute... T'as pas honte ! » La figure du policier était gonflée de colère. Il m'a saisi par les épaules et m'a boté contre la cloison : « Tu la caches dans la cave, hein ? avec une théière et un nard sur les fesses... la femme, la légitime. Tu nous as fait ça ? Tu nous as fait ça ? Les photos, sûr que tu lui prenais des photos. Montre-les... montre-les ou je te crève la caboche. »

Ses yeux, rivés aux miens, étaient hagards. Il me tenait par le col du veston. Peut-être que ma voisine, Mlle Duc, entendrait les coups et me viendrait en aide. Il ne me fallait pas trop compter là-dessus, mais cette dame était du genre attentionné. Il insistait : « Avoue, salaud, que tu l'as zigouillée ! T'as beau être japonais. On connaît vos trucs, allez ! Tu vas pas l'enlever comme ça ! »

Il continuait à me secouer, sous l'œil de son camarade, qui l'excitait : « Vas-y ! saigne-le ! » Mot je balbutiais : « Vous faites erreur... elle est morte toute seule, une embolie... Je le jure... » César me frappait à tour de bras, et son compagnon, pour l'encourager, brandissait la mèche de cheveux qu'il avait arrachée à ma femme.

J'étais évanoui et je répétais comme un automate : « Je ne l'ai pas tuée, je le jure, je ne l'ai pas... je le jure... » A un certain moment, saisi d'inspiration, j'ai réussi à me redresser et à hurler : « Écoutez-moi !... écoutez-moi... je suis embourbé... »

— Tu es quoi ?

— Embourbé, licencié de l'université de Kyoto. C'est moi qui ai embaumé la présidente.

— La quoi ?

— La présidente, la vraie, la sainte, la vôtre.

Il fallait à tout prix que je les empêche de redescendre. Mes agresseurs ne frappaient plus, ils me regardaient, les yeux dilatés, énormes, comme des mollusques de Chine.

« Eee, t'es bien dit, Eee ? »

— Oui. »

Alors un double roulement, digne d'un soupir d'hippopotame, a jailli du cœur de ces hommes, suivi d'un silence de plâtre.

Il existe toutes sortes de silences, et celui-là, je vous le certifie, était parmi les plus éblouissants que je connaisse.

Pendant un moment, j'ai cru qu'ils me laisseraient en paix, obscurés par ce qu'ils venaient d'entendre, persuadés d'être en présence d'un superman capable d'avoir donné l'éternité à leur idole. Le compagnon de César, après quelques secondes de recueillement, éjecta un hoquet glorieux et se lança sur le téléphone.

— Allô... Allô !... Luchio !... C'est moi, oui, Carmelo. Devine qui on a trouvé dans la teinturerie ?... Je te le donne en mille. Le type qui a embaumé Eeva. Comment, c'est impossible ? Nous le tenons... Mais non, il n'est pas Espagnol... Il est japonais... Nous le tenons, et elle aussi nous la tenons... Mais non, imbécile, pas Eeva, la Japonaise... qui, celle qui avait disparu... »

L'homme exultait : « Dis, chef, si on allait la regarder de plus près, l'embaumée ?... »

D'EPUIS un moment l'air ne tournait plus que par petits filets imperceptibles. Ces barbares allaient redescendre, je le savais. Ils dérangeraient tout, ils casseraient la vaisselle, ils déchireraient les kimonos, ils trouveraient mes poésies : « Froid de nos ailes grises... Repose du cygne à minuit... » Je les avais bernés, tout à l'heure, au sujet de la présidente. J'aurais tout aussi bien pu dire : la cantatrice chauve ou la statue de la Liberté. Ils allaient détruire tout ce qu'il y avait eu de douceur entre ma femme et moi. Ils allaient souiller ce corps, ces bras, ce cou, ces yeux de perle ; ils allaient...

Quant j'ai compris que ces hommes m'avaient réduit à l'impuissance et qu'ils s'apprêtaient à retourner dans la cave, j'ai perdu toute retenue. « Allez-y, frappez-moi !... Tuez-moi ! Mais ne touchez pas, ne touchez pas à ma Fleur, elle m'aime... »

Les deux hommes avaient déjà un pied sur les premières marches de l'escalier. « Qu'est-ce que tu racontes ?... Si elle t'aime, ta moitié, c'est qu'elle est pas crevée... qu'elle fait semblant... Eh bien ! On va y regarder, si elle fait semblant ! »

Mais César ne bougeait pas. Il avait avéré le poing au-dessus de ma tête.

« Vas-y, cogne », le pressait son adjoint. Mais César était paralysé, comme si soudain la situation s'était faite trop grande pour lui et qu'il craignait de s'y noyer.

« Ce que tu mérites, haillon !... ce que tu mérites, c'est que nous en fussions de la charpie, de la Fleur de chose ; et puis, tu sais quoi... une estampe, oui c'est ça, une estampe japonaise... »

A ces mots, j'ai compris que j'étais vaincu, et qu'il serait tout à fait inutile de chercher à m'interposer.

« Adieu, vieille loutre, sors de là », a fait le chef en m'embrasant d'une main beaucoup plus large que nature, et moi, je suis obligé de l'avouer : professeur Ika Matsubara, maître embaumeur de l'université de Kyoto, j'ai baissé la tête et me suis jeté à plat ventre sur le carreau, entre quatre pieds iconoclastes, pour qu'ils me réduisent en bouillie ou en excrément de rat plutôt que de me voir obligé de contempler de mes pauvres yeux d'époux le corps de ma Fleur, transformé en image obscène par les représentants de l'ordre.

Hélas ! il n'en a pas été selon mes desirs. Le Kamisama en a décidé autrement. Je suis vivant dans ma cellule, et je suis seul. ■

Née à Bapone de parents argentins, GLORIA ALCORTA écrit en français et en espagnol. Elle a publié deux recueils de nouvelles en France : l'un, *Péché de sang*, Albin Michel, 1966, est une traduction ; l'autre (*Forêt de nuit*, Grasset, 1978) a été traduit directement en français.